

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA
VENTE COOPÉRATIVE
DES CÉRÉALES
A L'ÉTRANGER ET EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

Le Mardi 22 Décembre 1908, à 3 heures 1/2 de l'après midi

PAR

Socrates BOUILLON

CAPITAINE AU 25^e D'INFANTERIE

Président : M. EDGARD ALLIX.

Suffragants : { MM. CABOUAT, professeur.
 ROUGIER, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THESE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1908-1909

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ①), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ①), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (*, I. ①), professeur d'*Economie politique*.

GUILLOUARD (*, I. ①, C. ✱, G. O. ✕, C. I. C. ✱, O. ✕, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ①), (ancien Ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ①), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ①), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ①), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ) , professeur de *Droit administratif*.

ASTOUL (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit public français*.

DEGOIS (A. ) , professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL (A. ) , professeur d'*Histoire du Droit français*, et chargé du cours de la *Coutume de Normandie*.

ALLIX (A. ) , professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*, et chargé du cours de *Législation financière*.

NÉZARD, agrégé, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public* et de *Droit administratif*.

GOMBEAUX, agrégé, chargé des cours de *Droit civil* (Licence) et d'*Éléments de Droit civil* (Capacité).

ROUGIER, docteur en droit, chargé des cours d'*Éléments de Droit constitutionnel* (Licence) et d'*Éléments de Droit public et administratif* (Capacité).

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ) , secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA

VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES

A L'ÉTRANGER ET EN FRANCE.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Mardi 22 Décembre 1908, à 3 heures 1/2 de l'après midi

PAR

Socrates BOUILLON

CAPITAINE AU 25^e D'INFANTERIE

Président : M. EDGARD ALLIX.

Suffragants : { MM. CABOUAT, professeur.
ROUGIER, chargé de cours.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548613_0019

AVANT-PROPOS

Les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 ont organisé en France *le crédit agricole individuel et à court terme*.

La loi du 29 décembre 1905 est venue compléter cette œuvre en instituant *le crédit agricole collectif et à long terme* en faveur des Sociétés coopératives agricoles.

Au moment où cette loi commence à recevoir ses premières applications, il nous a paru intéressant de rechercher quels résultats, tant économiques que financiers, avaient obtenu à l'étranger, les sociétés coopératives de vente de céréales, qui, en Allemagne, depuis plus de dix ans, en Autriche, depuis un peu moins longtemps, ont reçu de leurs gouvernements respectifs, les encouragements financiers les plus sérieux.

En France, certains syndicats agricoles ont, eux aussi, tenté récemment l'organisation de la vente collective des céréales. — Quel était le succès de ces essais ? Nos agriculteurs avaient-ils intérêt à s'inspirer des principes appliqués en Allemagne et en Autriche pour la formation de Sociétés coopératives de vente de produits agricoles ?

L'aide financière de l'État étant désormais acquise à ces sociétés, la question valait d'être examinée à nouveau.

Notre travail comportera par suite trois parties :

1^{re} PARTIE : *La vente coopérative des céréales en Allemagne.*

2^e PARTIE : *La vente coopérative des céréales en Autriche.*

3^e PARTIE ; *La vente collective des céréales en France.*

PREMIÈRE PARTIE

LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES EN ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

LA COOPÉRATION AGRICOLE EN ALLEMAGNE

Formation historique des Associations agricoles allemandes.

En Allemagne, cette terre classique de la coopération, l'organisation de la vente collective des céréales a été l'œuvre des nombreuses associations agricoles de toutes sortes qui se sont fondées en vue d'assurer le progrès et la prospérité de l'agriculture.

Il convient, par suite, avant d'aborder l'étude des divers types d'organisation de vente adoptés et de rechercher les résultats qu'ils ont donnés, d'exposer brièvement la formation historique des associations agricoles allemandes et de dire quel développement elles ont atteint de nos jours.

Le point de départ du mouvement d'association parmi

les agriculteurs allemands doit être placé au milieu du siècle dernier.

*Les associations d'avances Schulze-Delitsch :
les Vorschussvereine.*

C'est à Schulze-Delitsch (1) que l'Allemagne doit les institutions de crédit actuellement très développées, connues sous le nom d'associations d'avances, — *Vorschussvereine*. Elles sont destinées à procurer le crédit personnel aux classes peu aisées de la population, plus particulièrement aux classes urbaines, ouvriers ou petits commerçants, mais elles ont été utilisées également pour le crédit agricole.

La première association fut fondée en 1830, à Delitsch ; c'était une « caisse de maladie et de mort », fonctionnant d'après les principes de la mutualité.

En 1831, Schulze établit à Eilenbourg la première société de prêts reposant sur la responsabilité illimitée des membres.

De 1830 à 1860, ces associations se développèrent lentement, puis lorsqu'elles furent mieux connues, avec une rapidité merveilleuse.

Le Vorschussverein groupe tous ses adhérents dans une association dont tous les membres garantissent solidairement les emprunts sociaux et s'obligent à constituer par l'épargne un petit capital qui sert de fonds de ga-

(1) *Schulze*, né en 1808, à *Delitsch* (Saxe) ; mort en 1885. Fondateur des premières institutions de crédit populaire ; Député au Landtag prussien, puis membre du Reichstag ; célèbre par sa polémique avec Lassalle dont il combattit les conceptions socialistes.

rantie pour les créanciers de l'association, de fonds de roulement pour la société, et enfin, pour les membres de l'association, de capital social participant aux dividendes.

Le capital social se divise en deux parties : l'une la réserve qui appartient au *Vorschussverein* et sur laquelle les associés n'ont aucun droit, l'autre, au contraire, qui est constituée par l'ensemble des parts des associés et qui est de beaucoup la plus importante. Ces parts sont généralement assez élevées ; elles varient entre 300 et 600 marks (375 fr. à 750 fr.), mais le souscripteur n'est pas tenu d'en verser immédiatement une fraction plus ou moins considérable ; il s'acquitte généralement par des versements mensuels minimes de un mark ou un demi-mark, ce qui l'oblige à réaliser sur ses salaires de petites épargnes répétées jusqu'au moment où sa part, *Geschäftsanteil*, sera complètement versée.

Le montant des versements opérés par chaque sociétaire constitue son *Guthaben* (avoir) ; plus ce *Guthaben* est élevé, plus grand est le crédit que le *Vorschussverein* accorde à l'associé ; d'autre part, les bénéfices réalisés sont répartis sous forme de dividendes entre les sociétaires, proportionnellement à leur *Guthaben*.

Le crédit que les *Vorschussvereine* mettent à la disposition de leurs associés est extrêmement onéreux ; le taux de l'intérêt varie en effet de 7 0/0 à 10 0/0 et atteint parfois 14 0/0 (1).

Cette élévation du taux de l'intérêt a pour but de procurer de beaux dividendes à répartir entre les sociétaires

(1) Louis Durand : *Le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, Paris, 1891, p. 203.

et d'encourager ceux-ci à augmenter leur guthaben.

La durée des prêts est, en principe, de trois mois au maximum; cette clause rend presque inutilisables pour l'agriculture les services des *Vorschussvereine*; mais si l'association d'avance est un mauvais instrument de crédit agricole, elle est une excellente caisse d'épargne et si, à en croire les statistiques, le quart environ des sociétaires des banques Schulze-Delitsch appartient au monde agricole, il est probable qu'un grand nombre de ces agriculteurs les utilisent plutôt comme institution d'épargne que comme institution de crédit.

D'autre part, beaucoup d'associations ont singulièrement modifié les principes de Schulze-Delitsch : ainsi les *Schulze-Delitsch Vorschussvereine* de la Prusse orientale qui, en 1889, groupaient 12.000 agriculteurs empruntant 13 millions de marks, prêtaient pour cinq et dix années avec remboursements par annuités (1).

En 1864, les diverses sociétés fondées par Schulze-Delitsch se fédérèrent pour former l'« *Union générale des associations allemandes de l'industrie et de l'agriculture* » qui eut son siège à Berlin; elle est encore aujourd'hui l'organe principal et l'intermédiaire des associations urbaines. Le président (Anwalt) de l'Union est actuellement le Dr Crueger.

L'Union publie les *Blätter für Genossenschaftswesen* dont la fondation par Schulze-Delitsch remonte à 1861.

(1) *Bericht über die Verhandlungen des fünften allgemeinen Vereinstages der Vereinigung der deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften zu Hildesheim*, am 17, und 18 Juni 1889, p. 65.

Les caisses de prêt Raiffeisen (1)

L'institution de crédit spécialement agricole à laquelle Raiffeisen a attaché son nom, est la *Darlehenskasse* — la caisse de prêts.

Son but est double : fournir du crédit aux populations agricoles et exercer sur elles une influence bienfaisante au point de vue matériel et moral.

La base du système de la *Darlehenskasse*, comme celle du *Vorschussverein*, est la responsabilité solidaire de tous les associés, mais c'est le seul principe commun aux deux institutions.

La banque Raiffeisen, en effet, s'efforce de procurer un crédit aussi peu onéreux que possible ; le taux de l'intérêt qui ne dépasse pas 5 à 6 0/0, est calculé de façon à couvrir simplement le payement des arrérages et à constituer une réserve.

Aucun dividende n'est distribué aux associés ; tous les bénéfices sont versés à la réserve qui est inaliénable et ne peut jamais être partagée entre les membres.

Cette réserve sert : 1° à parer aux pertes éventuelles que ne pourraient couvrir les bénéfices de l'exercice cou-

(1) *Friedrich, Wilhelm, Raiffeisen*, né le 30 mars 1818, à Hamm, sur la Sieg. Officier d'artillerie de forteresse à Cologne en 1835 ; obligé d'abandonner la carrière à cause d'une affection des yeux, il entre dans l'administration et est successivement secrétaire du cercle de Mayen 1843, bourgmestre de Weyerburg 1845, de Flammersfeld 1850, de Heddesdorf 1852, où il fonde les premières caisses de prêts. Obligé de prendre sa retraite, en 1866, pour cause de maladie, il s'occupe encore, quoique presque aveugle, de développer son œuvre. Mort le 11 février 1888.

rant ; 2° à abaisser le taux de l'intérêt des prêts consentis, du fait que la caisse n'a pas d'arrérages à payer pour les fonds de réserve alors qu'elle en paye pour les fonds d'emprunt ; 3° quand la réserve atteint un chiffre qui permet à la caisse de se passer de capitaux étrangers, les bénéfices sont employés à des œuvres d'utilité commune tels qu'établissement de lits communaux dans les hôpitaux, améliorations de chemins, création d'écoles, etc. Même en cas de dissolution de la caisse, la réserve n'est pas partagée entre les sociétaires ; elle est versée à la Banque d'empire jusqu'au jour où il se fondera dans le même village une nouvelle caisse de prêts.

L'encouragement à l'épargne est donné, non par l'obligation de versements mensuels destinés à constituer un Guthaben, mais par celle imposée aux emprunteurs de rembourser les capitaux prêtés par petites sommes à échéances déterminées d'avance et correspondant aux époques de recettes probables.

La Darlehenskasse n'opère que dans une circonscription restreinte, généralement une commune ou une paroisse ; son administration est essentiellement gratuite ; seul le caissier reçoit une rétribution, mais il ne peut faire partie du conseil d'administration.

Les sommes prêtées sont généralement peu importantes, 1.000 à 2.000 marks au plus. Les prêts de sommes plus élevées sont absolument exceptionnels et ne paraissent pas rentrer dans le cercle habituel des opérations de crédit agricole (1).

C'est en 1849 que Raiffeisen fonda la première caisse de prêts à Flammersfeld sous le nom de *Flammersfelder*

(1) Louis Durand, *Le Crédit agricole*, p. 243.

Hilfsverein. En 1854, il crée l'association philanthropique d'Heddesdorf qui s'occupa de l'éducation des enfants abandonnés et donna de l'occupation aux habitants sans travail. En 1864, Raiffeisen ayant reconnu que le manque de crédit était la grande cause de la détresse du petit cultivateur, fonda dans la province Rhénane, en Hesse Nassau et en Westphalie, des sociétés d'épargne et de prêts sur la base de la mutualité.

Des « *caisses centrales* » qui s'étaient formées dans chacune de ces trois provinces, fusionnèrent en 1874 pour constituer la « *Banque générale allemande de l'agriculture* » à responsabilité illimitée, qui, deux ans plus tard, fut remplacée par la « *Caisse centrale de prêts pour l'agriculture* » sous forme de société par actions avec siège à Neuwied.

En 1877, fut fondée l'« *Agence centrale des caisses Raiffaisien* » qui, en 1899, prit le nom d'« *Union générale des associations rurales pour l'Allemagne* » : *General Verland ländlicher Genossenschaften für Deutschland*.

Raiffeisen avait, en outre, créé pour la vente des marchandises une Société commerciale publique sous la raison « *Firma Raiffeisen et consorts* » qui plus tard s'occupa de la vente des produits agricoles.

En 1890, l'organisation Raiffeisen s'étant étendue, des « *filiales* » furent créées dans quelques cercles sous la double impulsion de la Société Raiffeisen et de la « *Caisse centrale de prêts* » ; mais, depuis 1899, la Société Raiffeisen a abandonné toutes ses opérations commerciales qu'elle a transférées à la « *Caisse centrale* » sous la rubrique spéciale « *Commerce de marchandises* ».

Union impériale des Sociétés coopératives agricoles allemandes.

A côté des Vorschussvereine et des Darlehenskassen qui sont l'application des théories complètes de Schulze-Delitsch et de Raiffeisen, des sociétés, en grand nombre, ont été créées dont les fondateurs renonçant à la rigueur des principes des chefs d'école, ont cherché une transaction entre les deux systèmes.

La plupart de ces sociétés ont formé des unions provinciales qui se sont à leur tour fédérées pour constituer l'« Union impériale des sociétés agricoles allemandes ». — *Reichsverband der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften*, — dont le siège, d'abord à Offenbach, a été transporté depuis à Darmstadt.

La caractéristique du Reichsverband est la pleine liberté laissée aux associations de rédiger leurs statuts à leur guise. La plupart après avoir admis l'obligation de parts minimales, d'après les principes de Raiffeisen, ont évolué vers le système Schulze-Delitsch, en élevant le chiffre des parts et surtout en autorisant la distribution de dividendes.

De même, l'Union de Darmstadt reconnaît tout au moins la faculté pour les sociétés de rétribuer les membres de leur conseil d'administration et parfois leur conseil de surveillance ; par contre la généralité des associations se sont ralliées aux principes de Raiffeisen, en accordant des prêts à long terme de deux, cinq et même dix années.

C'est en Hesse que s'étaient fondées les premières de ces associations, sous forme de sociétés agricoles de con-

sommation, à l'époque même où naissaient les Darlehenskassen de Raiffeisen. En 1873 elles se groupèrent pour former l'*Union des associations agricoles de consommation de la Hesse*, qui s'occupa également pour ses membres des opérations d'achat et de vente jusqu'à la promulgation de la loi du 1^{er} mai 1889 sur les sociétés.

En 1879, après la dissolution de la « Banque générale agricole allemande », les caisses de prêt de la Hesse constituèrent une seconde Union : l'*« Union des sociétés de crédit agricole de la Hesse »*, tandis qu'une 3^e union réunissait les sociétés de laiterie.

En 1890, ces trois Unions se fédérèrent pour former : l'*Union des sociétés agricoles de la Hesse* », qui s'occupa de l'achat de marchandises et se servit pour ses opérations financières de la Banque agricole qui existait déjà à Darmstadt depuis 1883.

C'est cette même année, à l'exposition internationale agricole de Hambourg que fut fondée l'*Union des associations agricoles allemandes* », qui, après la promulgation de la loi du 1^{er} mai 1889 sur les sociétés, se constitua en société enregistrée sous son nom actuel de *Reichsverband der deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften*.

En août 1903, après des négociations qui avaient duré plusieurs années, l'*« Union générale des associations rurales pour l'Allemagne »*, de l'organisation Raiffeisen, s'affiliait, elle aussi, au Reichsverband, mettant ainsi fin à une tension entre les deux fédérations qui ne pouvait être que nuisible aux intérêts des agriculteurs allemands.

Le Reichsverband qui, en 1884, comprenait 278 associations agricoles groupées en 10 Unions, comptait, en 1894 : 1.967 sociétés formant 20 Unions.

Au 1^{er} juillet 1904 : 10.794 sociétés formant 28 Unions.

Au 1^{er} août 1905 : 16.136 sociétés formant 40 Unions.

Au 1^{er} juillet 1907 : 17.001 sociétés formant 40 Unions.

Ces 17.001 sociétés se répartissent ainsi :

73 sociétés centrales.

11.780 caisses d'épargne et de prêts.

2.015 sociétés d'achat.

1.850 sociétés laitières.

52 sociétés de magasins de céréales.

149 sociétés viticoles.

1.082 sociétés diverses.

Total...	<u>17.001</u>
----------	---------------

Si on considère, qu'en 1907, il existait en Allemagne 20.793 sociétés agricoles, on se rend compte que le Reichsverband groupe 81 0/0 de la totalité des sociétés agricoles allemandes. Les 11 0/0 restant appartiennent au Bund der Landwirte (424 en 1905) ou à diverses unions isolées telles que l'Union des associations de crédit du Wurtemberg « dont le siège est à Tubingen » (1279 sociétés en 1907), l'Union des associations de Trèves (336 sociétés), l'*Union des associations du Rhin*, siège à Cologne, etc., etc., toutes ces unions, numériquement faibles, sont appelées dans un avenir plus ou moins éloigné à se rallier au Reichsverband.

Le tableau ci-dessous montre que sur le nombre total des Sociétés enregistrées en vertu de la loi du 1^{er} mai 1889 sur les Sociétés, la très grosse majorité sont des Sociétés agricoles.

ANNÉES	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900
Nombre total de sociétés enregistrées.....	9.400	10.600	12.400	14.200	15.600	16.500	17.700
Nombre de sociétés agricoles.	6.031	7.170	8.996	10.669	11.839	12.736	13.636
Pour cent....	64	68	72	75	76	77	77

ANNÉES	1901	1902	1903	1904	1905	1907
Nombre total de sociétés enregistrées.....	19.600	20.800	22.000	22.400	23.700	26.400
Nombre de sociétés agricoles.	15.034	16.097	17.162	18.309	19.323	20.793
Pour cent....	77	77	78	82	82	80

Le but que se propose le Reichsverband consiste :

a) — « à assurer la représentation et la défense des
« intérêts communs aux associations coopératives. »

b) — « à favoriser la propagation des institutions
« coopératives agricoles. »

c) — « à aider à leur constitution, à les seconder dans
« leurs activités générales ou particulières, à fournir des
« conseils aux Unions et Associations dans leurs sphères
« variées d'action, et à organiser entre elles, pour leurs
« affaires, des relations mutuelles de concours récipro-
« ques. »

« Dans le sein de la fédération, sont groupées des
« Unions régionales propres à des provinces ou à des pays
« de l'empire, qui ont pour but l'étude et la défense de
« tout ce qui concerne les associations particulières qui

« les composent ; elles réalisent ce but par la discussion
 « et la représentation de leurs intérêts communs, par des
 « conseils techniques, par l'organisation de l'inspection
 « des associations particulières, par la création d'asso-
 « ciations centrales, en vue d'établir des relations com-
 « munes d'affaires entre les associations locales (1). »

Sous l'habile direction de son président, M. le conseiller intime Haas, député au Reichstag, dont la haute compétence en matière de coopération est universellement reconnue, le Reichsverband fait une active propagande en faveur des institutions coopératives agricoles, au moyen de conférences, de formulaires distribués, de brochures de toutes sortes répandues dans le monde agricole, d'un bulletin bi-mensuel et d'un annuaire qui publie les renseignements statistiques les plus complets sur l'activité des associations agricoles au cours de l'année précédente.

Enfin, chaque année le Reichsverband organise un congrès général — le *Genossenschaftstag* — qui siège tour à tour dans les diverses provinces et états allemands. Cette année, 1908, le congrès, réuni à Mayence, a célébré le 25^e anniversaire de la fondation du Reichsverband (2).

A ces congrès, prennent part les représentants les plus

(1) Congrès international de Crédit populaire. Paris 1900. Rapport Haas

(2) Sièges des Congrès du Reichsverband depuis 1891.

1891 Kiel.	1897 Dresde.	1903 Bonn.
1892 Insterburg.	1898 Karlsruhe.	1904 Posen.
1893 Stuttgart.	1899 Breslau.	1905 Strasbourg.
1894 Hanovre.	1900 Halle s/Saale.	1906 Oldenbourg.
1895 Neustadt.	1901 Munich.	1907 Munster.
1896 Stettin.	1902 Kiel.	1908 Mayence.

autorisés de l'agriculture des diverses régions de l'Allemagne. Les noms de MM. von Brockhausen (Stettin), Klattenhoff (Erfurt), Rexerodt (Cassel), Dr Rabe (Halle), Dr Grabein (Darmstadt) figurent au premier rang parmi les auteurs de communications.

Ces congrès annuels constituent les véritables assises de la Coopération agricole allemande ; les résultats obtenus y sont exposés d'une façon complète et méthodique, et on y étudie les moyens de perfectionner et de compléter l'organisation coopérative des agriculteurs.

Le Bund der Landwirte.

Le *Bund der Landwirte* est la dernière venue parmi les grandes associations fondées en vue de défendre les intérêts des agriculteurs allemands.

En 1891, le chancelier de Caprivi avait conclu des traités de commerce qui abaissaient d'une façon très sensible les droits protecteurs établis sur les céréales par des lois du 24 mai 1885 et du 31 décembre 1887 votées sur l'initiative du prince de Bismark. C'est ainsi que les droits sur le blé et le seigle qui étaient de 5 marks par quintal, tombaient à 3 m. 50, ceux sur l'avoine passaient de 4 marks à 2 m. 50, ceux sur l'orge de 2 m. 25 à 2 marks.

Ce changement de tarifs amena un fléchissement dans les prix qui, pour le froment, tombèrent en 1894 à 163 marks les 1000 kilos après avoir atteint 210 marks dix ans auparavant dans la période 1879-1883.

L'émotion produite chez les agrariens par cet état de choses, les décida à fonder une ligue, le *Bund der Land-*

wirte, dans le but de donner aux diverses classes rurales, la conscience de leurs intérêts communs en face du monde industriel et commercial, de faire leur éducation économique.

Le Bund n'a pas tardé à prendre un grand développement. Dix ans après sa fondation, en 1903, il comptait plus de 260.000 membres dont plus de 200.000 étaient de petits paysans, 7.540 de moyens propriétaires et 1.460 seulement de gros propriétaires, tandis que 3.000 n'appartenaient pas à l'agriculture (1).

A la même époque, les agents centraux de la ligue dirigeaient plus de 450 Sociétés coopératives, entre autres :

- 80 Caisses de crédit ;
- 29 Sociétés de consommation ;
- 30 Sociétés coopératives d'élevage de chevaux ;
- 197 Sociétés de vente de lait.

L'unique Société de vente de céréales que comptait le Bund s'est dissoute en 1903.

L'activité du Bund der Landwirte se manifeste surtout par une intervention très sérieuse dans les élections politiques.

Lors du renouvellement du Reichstag, en 1903, il soumit à tous les candidats un programme des revendications des agriculteurs et lança un appel aux électeurs en faveur de ceux des candidats qui avaient souscrit à ce programme. Mais ces efforts ne furent pas couronnés de succès. Des deux présidents, l'un le baron de Wan-

(1) A. Souchon. — *Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne*. Paris, 1903 ; p. 48.

genheim ne se représentait pas aux suffrages des électeurs pour des raisons personnelles, l'autre le Dr Roesicke n'avait pas été réélu, non plus que le directeur le Dr Hahn et M. Lucke-Patershausen l'une des personnalités en vue de la Ligue.

Plusieurs parlementaires qui avaient jusque-là représenté le Bund au Reichstag avaient échoué également. Par contre la Social-Démocratie, dont les agrariens se déclarent les ennemis irréductibles, avait gagné 23 sièges et fait entrer 81 membres au nouveau Reichstag.

Les anti-agrariens proclamèrent que le Bund n'existait plus : les vaincus répondirent qu'il restait les *Bündler* (ligueurs).

Les traités de commerce du comte de Caprivi venaient à échéance le 31 décembre 1903. Cependant le gouvernement laissa passer cette date sans dénoncer les traités. L'agitation pour leur revision recommença, et le 14 janvier 1903, le comte de Bulow, chancelier de l'empire, annonçait à la Chambre des représentants de Prusse la conclusion de traités de commerce avec six états : l'Italie, la Belgique, la Russie, la Roumanie, la Suisse et la Serbie. Quelques jours plus tard, le 27 janvier, un dernier traité était signé avec l'Autriche-Hongrie. Tous ces traités, soumis à l'approbation du Reichstag, furent acceptés par lui, et le 28 février 1903, les traités de Caprivi furent dénoncés à la date du 1^{er} mars 1906 à partir de laquelle les nouveaux entrèrent en vigueur. Les droits qu'ils établissaient sur les céréales étaient égaux ou supérieurs à ceux des traités de 1887 :

Froment 5 m. 30 au lieu de.	5 ^m »
Orge de brasserie 4 marks au lieu de. . . .	2 25
Avoine 3 marks au lieu de	4 »

Le seigle était frappé d'un droit de 5 marks comme sous le régime des traités de M. de Bismark.

C'était le triomphe des idées préconisées par le Bund ; il tourna alors son activité vers la préparation des élections au Reichstag qui devaient avoir lieu en 1908, mais qui se trouvèrent avancées aux mois de janvier et février 1907, par suite de la dissolution de l'Assemblée par le chancelier de Bulow. Le Bund remporta un nouveau succès. Sur 241 candidats ayant accepté son programme et soutenus par lui, 138 furent élus : le Dr Roesicke et le Dr Hahn rentraient au Reichstag. Par contre la Social-Démocratie qui, à la veille des élections, occupait 78 sièges, en perdait 35 et ne comptait plus que 43 membres dans l'Assemblée.

La « Neue Zeit », organe du parti, a écrit un jour : « La bataille décisive se livrera entre la Social-Démocratie et le Bund der Landwirte. » Le Bund accepte le défi et adopte la maxime de guerre que le meilleur moyen de se défendre consiste à attaquer (1).

La Kornhaus Commission. — Le Kornhaustag.

La *Kornhaus Commission* (commission des magasins à céréales) a été constituée en 1899 sur l'initiative de M. le conseiller Haas, avec mission de s'occuper spécialement de toutes les questions relatives au fonctionnement des *Kornhäuser* (magasins à céréales) que des lois de

(1) *Fünf Jahre der Sammlung und Festigung, 1903-1908* Berlin, 1908, p. 457. — Cet ouvrage, qui résume l'histoire du Bund pendant les 5 dernières années, fait suite à : *Zehn Jahre wirtschaftspolitischen Kampfes, 1893-1903*. Berlin 1903.

1896 et 1897 avaient autorisé le gouvernement prussien à construire et à remettre à des sociétés coopératives.

La Commission comprenait à l'origine des représentants :

- 1° De l'Union impériale de Darmstadt ;
- 2° De l'Union générale de Neuwied ;
- 3° Du Bund der Landwirte ;
- 4° Des Sociétés isolées de Kornhäuser.

En 1903, l'affiliation au Reichsverband de l'Union de Neuwied, la dissolution de l'unique coopérative de vente affiliée au Bund der Landwirte, celle de la Société d'achat et de vente de Dortmund, l'affiliation de plusieurs sociétés isolées de Kornhäuser à des Unions, rendit nécessaire la modification de la composition de la Kornhaus Commission ; elle fut dissoute et au sein du Reichsverband furent créées :

1° Une commission peu nombreuse qui s'occupe de tout ce qui concerne les Kornhäuser ; c'est la nouvelle Kornhaus Commission ;

2° Une représentation spéciale des Sociétés de Kornhäuser, comportant un plus grand nombre de membres.

Ces représentants doivent tenir des réunions périodiques sous le nom de *Kornhaustag* (1).

Quatre de ces conférences ont déjà été tenues :

- 1^{re} Conférence en 1899 à Halle sur la Saale ;
- 2° Conférence en 1902 à Kassel ;
- 3° Conférence en 1904 à Berlin ;
- 4° Conférence en 1906 à Erfurt.

(1) *Jahrbuch des Reichsverbandes der d. l. Genossenschaften*, für 1903. Darmstadt, 1906, p. 71.

Au cours de ces conférences, les résultats économiques et financiers des diverses sociétés de Kornhäuser ont été examinés, les causes de succès mises en évidence, celles d'insuccès recherchées ; la commission s'est efforcée de dégager les principes qui doivent présider à la question des magasins à céréales, et d'indiquer à celles des Sociétés coopératives dont les débuts avaient été malheureux, les modifications à apporter dans leur fonctionnement.

Chaque conférence a donné lieu à la publication d'un rapport ; de plus, la Kornhaus commission par de nombreuses brochures et communications, répandues dans le monde agricole, a combattu les arguments des adversaires du mouvement coopératif qui ont déchaîné contre les sociétés de Kornhäuser et leurs opérations les campagnes de presse les plus violentes... et les plus intéressées.

*La loi coopérative du 1^{er} mai 1889, modifiée
le 12 août 1896.*

Les Sociétés coopératives ont, en Allemagne, un régime juridique spécial, établi par la loi du 1^{er} mai 1889 modifiée par celle du 12 août 1896.

Avant 1889, l'organisation de toutes les Sociétés coopératives (*Genossenschaften*) était réglée par la loi fédérale du 4 juillet 1868 que Schulze-Delitsche avait fait voter par le parlement, dont il était membre, et qui reconnut les *Vorschussvereine* comme Sociétés régulières.

Sous l'empire de cette dernière loi, toutes les associations coopératives devaient accepter le principe de la responsabilité solidaire illimitée de leurs membres, respon-

sabilité atténuée d'ailleurs par ce fait que l'action directe des créanciers de l'association contre les membres ne pouvait s'exercer qu'après que la faillite avait été prononcée; celle-ci étant déclarée, le liquidateur, ou les membres de l'association, devaient présenter au juge commissaire un projet de répartition de dettes qui était obligatoire pour les créanciers; chaque sociétaire ne pouvait par suite être tenu que de sa quote part sauf, si certains membres étaient insolubles, à verser une somme complémentaire représentant sa contribution au paiement des quote-parts non recouvrées. En aucun cas, l'associé ne pouvait être obligé à faire l'avance d'une part de dettes supérieure à celle qui devait finalement lui incomber.

La loi du 1^{er} mai 1889, qui s'applique indistinctement aux associations rurales et aux associations urbaines, reconnaît deux espèces de Sociétés : les sociétés à responsabilité limitée, *Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht*, et les sociétés à responsabilité illimitée, *Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht*. Dans celles-ci, chaque membre ne peut posséder qu'une seule part sociale (*Geschäftsanteil*); au contraire dans les associations à responsabilité limitée, chaque associé peut acquérir plusieurs parts, sa responsabilité étant proportionnée au nombre de ces parts.

La loi exige que dans toute société coopérative, il y ait, à côté de l'assemblée générale, un conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*) chargé de suivre les opérations de la direction.

Enfin, elle permet expressément la constitution de groupements d'associations qui sont les *Unions*; celles-ci ont pour but l'établissement de relations communes entre les associations et avant tout l'organisation obliga-

toire de l'inspection périodique de la comptabilité des sociétés.

Si une union négligeait de désigner des inspecteurs pour les sociétés qui lui sont affiliées, il en serait nommé d'office par autorité de justice ; les sociétés ont, par suite, intérêt à se former en unions, par l'intermédiaire desquelles elles participent au choix des inspecteurs.

Ces unions portent d'ailleurs le nom caractéristique de *Revisionsverbände*.

Cette superposition de groupements collectifs a été un des principaux moyens de propagande et d'amélioration des institutions coopératives agricoles en Allemagne.

La Caisse centrale coopérative prussienne.

L'Allemagne a compris la nécessité pour l'Etat de faciliter par un concours financier la création de Sociétés coopératives. En Prusse, en particulier, une loi du 31 juillet 1893 a créé à Berlin une Caisse centrale coopérative, la *Preussische Centralgenossenschaftskasse* destinée à alimenter les Sociétés coopératives tant urbaines que rurales. Cette caisse a commencé à fonctionner le 1^{er} octobre 1893 avec un capital de 5 millions de marks que deux lois du 8 juin 1896 et 20 avril 1898 ont successivement portés à 20 puis à 50 millions.

Toutes les coopératives agricoles prussiennes, quel que soit leur but, pourvu qu'elles soient constituées et fonctionnent conformément à la loi coopérative du 1^{er} mai 1889, peuvent participer aux avances de la Caisse centrale. Celles-ci leur sont remises par l'intermédiaire des unions ou des caisses centrales régionales, pourvu qu'elles aient

la personnalité civile, système analogue à celui qu'a organisé la loi française de 1899 pour la distribution du crédit agricole, nos caisses régionales jouant le rôle des unions et des caisses centrales allemandes.

Au 31 mars 1904, la Caisse centrale était en relations d'affaires avec 52 caisses de fédérations ou d'unions coopératives, dont 19 Caisses à caractère principalement urbain groupant 403 coopératives et 80.303 membres, et 33 caisses à caractère rural comprenant 8.940 coopératives et 807.101 membres.

Le chiffre d'affaires de la Caisse centrale est passé de 2 milliards 970 millions en 1898, à 8 milliards 180 millions en 1902 et à 8 milliards 674 millions en 1904 (1).

En 1902, les prêts de la caisse centrale aux agriculteurs ont atteint 459 millions de marks, soit un dixième du chiffre d'affaires de la Caisse.

En France, en 1904, 32 millions seulement ont été prêtés aux agriculteurs (2).

Le taux d'escompte de la Caisse centrale, inférieur à celui de la banque d'Empire, est cependant assez élevé et la caisse réalise chaque année des bénéfices importants, sur lesquels l'Etat et les autres bailleurs de fonds prélèvent un intérêt qui ne peut dépasser 4 0/0.

Avant la création de la Caisse centrale, l'intérêt de l'ar-

(1) 6^e Congrès, 1904, de l'Alliance Coopérative internationale. Rapport Heiligenstadt, président de la Caisse Centrale. Edition française, p. 383.

(2) Proposition de loi de M. Jean Codet ayant pour objet la création d'une banque centrale de crédit agricole, déposée à la Chambre des Députés français le 23 fév. 1904.

gent prêté aux cultivateurs s'élevait à 6 et 7 0/0 dans les régions pauvres ; depuis sa création, le taux a été unifié et ne dépasse guère 3 0/0 (1).

(1) Chambre des Députés. Séance du 22 janvier 1906. Discours de M. Jean Codet.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DE LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES

Les promoteurs allemands.

Dès 1864-1866, à l'époque où il créait ses premières *Darlehenskassen*, Raiffeisen avait entrevu la possibilité d'appliquer les principes de la coopération à la vente coopérative des produits agricoles ; mais il considérait la fondation de sociétés coopératives de vente comme une vue d'avenir, réalisable seulement dans une organisation coopérative déjà avancée.

Dans la brochure célèbre où il expose les principes du fonctionnement des sociétés de crédit, il montrait que les sociétés de vente des produits agricoles pouvaient se greffer sur les caisses de crédit, mais la fondation de semblables sociétés, surtout pour les grands produits agricoles, comme les céréales, devait être regardée, ajoutait-il, « comme une vue d'avenir qui, pour le moment ne peut-
« être réalisée que dans de rares communes particuliè-
« rement avancées et possédant les personnalités néces-
« saires ; cette idée ne pourra se réaliser que lorsque

« l'esprit coopératif sera plus développé et l'organisation
« des sociétés plus avancée (1). »

Dans les dix dernières années du siècle seulement, la vente collective des céréales apparut aux agriculteurs allemands comme un moyen de relever les prix de vente de leurs produits.

L'envahissement du marché européen par les céréales étrangères avait provoqué une crise agricole inquiétante qu'était venue aggraver la politique douanière du chancelier de Caprivi. Les traités de commerce de 1892 avaient, nous l'avons dit, abaissé sensiblement la protection accordée jusque-là à l'agriculture. Le Bund der Landwirte, qui vient de se fonder, (1893) fait déposer en son nom en 1894 au Reichstag, par M. de Kanitz, une proposition, *Antrag Kanitz*, qui réserve à l'Etat le monopole de l'importation des grains et lui donne le droit de fixer le prix de vente de ces mêmes grains. Rejetée une première fois par le Reichstag le 14 août 1894, la proposition fut représentée, légèrement modifiée en 1895 et définitivement repoussée en 1896.

La proposition Kanitz souleva de vives protestations ; des économistes, tels que Conrad et Schmoller, la combattirent ; les socialistes, craignant qu'elle n'entraînât une hausse artificielle du prix du pain, s'y montrèrent hostiles ; enfin, un homme qui avait déjà beaucoup écrit en faveur de la coopération agricole, M. von Grass (Klanin) publia à Berlin en 1895 une brochure « *Kornhaus contra Kanitz* », dans laquelle il soutenait que l'adoption de la

(1) *Raiffeisen, Die Darlehenskassen Vereine, praktische Ausleitung zur Gründung und Leitung solchen Genossenschaften*, 5^e édition, Neuwied 1887, p. 85.

proposition Kanitz ne bénéficierait pas aux agriculteurs mais aux intermédiaires, et concluait à la nécessité de l'organisation de la vente coopérative et à la construction de magasins à céréales.

Déjà en 1891, une première brochure du même auteur : *Le rôle économique des droits de douane et la possibilité de leur diminution*, avec une annexe sur les Elevators d'après le système de l'Amérique, avait eu un certain retentissement dans le monde agricole.

Les Vœux des Congrès agricoles.

A partir de cette époque, l'idée de créer des magasins à céréales fut discutée dans les congrès annuels du Reichsverband.

En 1891, la question fut soulevée pour la première fois, au congrès de Kiel, par feu M. von Knebel de Doberitz, directeur de l'Union de Poméranie, mais les membres du congrès ne jugèrent pas pouvoir la faire entrer dans le domaine de la Coopération agricole.

En 1892, au congrès d'Insterbourg, le même M. von Knebel reprit la question et parvint à faire partager ses idées au congrès qui adopta une résolution aux termes un peu vagues.

L'année suivante, le congrès de Stuttgart reprend la discussion.

Enfin en 1893, le Congrès de *Neustadt dans le Haardt* adopte une résolution franchement favorable à la création de Kornhäuser ; elle était ainsi conçue :

« Toute l'évolution économique agricole rend l'organisation collective de la vente des céréales nécessaire,

« aussi bien pour les petits que pour les grands propriétaires.

« Dans ce but, il paraît d'une nécessité absolue :

« a) D'édifier sur des points convenablement choisis, dans les diverses régions de production, *éventuellement aux frais de l'Etat*, des magasins à céréales.

« b) De confier la gestion de ces magasins à des sociétés coopératives agricoles.

« c) D'obtenir pour ces sociétés, des avances sur les grains déposés, soit de la Banque d'Empire, soit de la Caisse centrale coopérative prussienne. »

Il y avait là un appel direct à l'intervention financière de l'Etat en vue de construire les magasins projetés.

L'émotion causée dans l'opinion publique par la baisse constante du prix du blé depuis plusieurs années, émotion entretenue par les discussions soulevées autour de la proposition Kanitz, engagèrent les divers Etats de l'Empire allemand à répondre à l'appel du congrès de Neustadt.

Sous des formes diverses, chacun d'eux fournit des encouragements financiers appréciables aux sociétés coopératives qui se fondèrent pour construire un magasin à céréales destiné à organiser la vente collective.

Comment fallait-il aménager ces magasins ?

Les agriculteurs allemands s'inspirèrent des modèles de magasins à céréales construits aux Etats-Unis et en Russie.

Les magasins à céréales aux Etats-Unis : les Elevators.

Les Etats-Unis exportent une notable partie du blé qu'ils produisent. Les états grands producteurs de cé

réales, le Dakota, le Minnesota, le Kansas, l'Illinois, l'Ohio, l'Indiana, le Nebraska sont situés à 1500 ou 2500 kilomètres des côtes de l'Océan Atlantique par où se fait cette exportation. D'où la nécessité de faire parcourir au blé de longs trajets sur rails ou sur les rivières et canaux, et souvent de procéder à des transbordements des wagons dans la cale des navires ou inversement. Toutes ces manipulations se font dans des magasins dits « Elevators ».

Le premier *elevator* aurait été construit à Buffalo, Etat de New-York, en 1842, époque vers laquelle l'Amérique commença à exporter ses céréales.

A l'origine l'« Elevator » était une machine qui, placée dans la cale d'un navire, servait à en extraire le grain. Plus tard, la machine fut organisée de façon à pouvoir fonctionner étant sur le quai ; son nom servit à désigner le magasin qui recevait le blé.

Le principe de l'aménagement des Elevators est qu'ils sont destinés à recevoir les grains en vrac, jamais en sacs. Ils comprennent une série de réservoirs dont la hauteur varie de 15 à 50 mètres, dans lesquels le grain est versé par la partie supérieure et qui se vident par un orifice pratiqué à la base. Toute la manipulation du grain à l'intérieur du magasin, sa réception et sa réexpédition se font au moyen de machines, à l'exclusion de tout travail à la main.

Il existe deux catégories d'elevators : le *Country Elevator* (Elevator de campagne) reçoit le blé des mains du producteur et l'expédie par chemins de fer aux *Terminal Elevators* (Elevators de ville).

Le *Country Elevator*, situé au centre d'une région productrice, est construit dans les dépendances d'une

gare ; un raccordement qui longe une des façades du magasin, le relie à la voie ferrée. La contenance habituelle est de 700 à 900 tonnes ; le bâtiment comporte de 5 à 7 étages.

A sa réception, le grain est pesé puis tombe dans un sous-sol où il est entraîné au pied de l'Elevator constitué par une chaîne à godets qui se meut dans le sens vertical autour de poulies situées, l'une dans le sous-sol, l'autre sous le toit du magasin. Le grain est ainsi transporté au sommet du bâtiment d'où un système de tuyautage le conduit aux machines à nettoyer, cribles et aspirateurs, situées au dernier étage. De là le blé est envoyé par des tuyaux de descente dans un des réservoirs (*bins*) ; ceux-ci habituellement au nombre de 6, 8 ou plus, sont des récipients quadrangulaires de 5 à 12 m. de hauteur et de 3 m. carrés de section. Leur contenance varie de 20 à 80 tonnes. Les grands réservoirs peuvent presque toujours être divisés au moyen de cloisons verticales en $1/2$ ou $1/4$ de réservoir. Le contenu des réservoirs peut être déversé directement dans les wagons de chemin de fer spécialement aménagés pour recevoir les grains en vrac.

Les *Terminal Elevators*, construits d'après les mêmes principes, ont des dimensions beaucoup plus grandes ; leur contenance peut varier dans les grands centres de 3.000 à 63.000 tonnes. Les deux plus grands Elevators Armour de Chicago ont chacun une contenance de 80.000 tonnes ; l'un d'eux a 48 mètres de hauteur sur 168 mètres de longueur ; généralement situés sur une rivière ou un canal, ces magasins permettent le chargement ou le déchargement directs non seulement des wagons, mais aussi des bateaux. Le déchargement se fait au moyen de

pelles fixées à une courroie mue par la vapeur, qui permettent à 24 ouvriers de décharger 260 tonnes de grains en 8 minutes (1). Pour éviter le mélange des envois, chaque wagon est vidé dans un compartiment spécial du sous-sol. Les réservoirs ont de 15 à 20 m. de hauteur et leur contenance atteint jusqu'à 160 et 180 tonnes ; ils occupent la hauteur de 5 étages environ, du 2^e au 6^e étage. Chaque réservoir ne recevant qu'une seule espèce de grains, et le nombre des réservoirs étant forcément limité, il en résulte que l'on s'efforce de restreindre le nombre des espèces cultivées.

Le grain est conduit directement du champ qui l'a produit au country elevator de la station voisine sans passer par les fermes ; celles-ci ne comportent, en fait de bâtiments, que des écuries et des appentis pour les machines, à l'exclusion de granges. A son arrivée au country elevator, le grain est pesé et classé par le magasinier et placé dans un compartiment ; à partir de ce moment le farmer perd tout droit de propriété sur sa récolte et ne conserve qu'un droit de reprise sur une quantité égale de grain de même espèce, sauf le cas où cette récolte est assez importante pour occuper complètement un compartiment.

Au *terminal elevator*, où est envoyé ensuite le blé, nouveau classement, qui a une grosse importance pour le farmer, puisque c'est ce classement qui déterminera le prix payé pour la livraison.

Afin d'éviter que cette opération ne donne lieu à des fraudes, plusieurs Etats ont institué aux Terminal Elevators une inspection officielle chargée du classement des grains. Dans le Minnesota, la « *Grain and Warehouse*

(1) Otto Böhm. *Die Kornhäuser*, Stuttgart, 1898, p. 13-14.

Law », du 5 mars 1885, a organisé cette inspection pour les villes de Minneapolis, Saint-Paul, Duluth et Saint-Cloud qui contrôlent la production des grandes régions à céréales, et en a chargé la « *Railroad and Warehouse Commission*. »

L'Illinois a son inspection des Elevators depuis 1882, le Nebraska, le Kansas, l'Illinois, le Missouri et le Wisconsin depuis 1895.

Si le farmer n'est pas satisfait du classement assigné à sa livraison, il peut exiger une « *réinspection* » ; dans le Minnesota, il a même un droit d'appel contre ce second classement auprès de la « Commission des chemins de fer et des magasins ».

Le pesage des grains est également fait par des fonctionnaires de l'Etat.

Le classement et la pesée donnent lieu à la délivrance d'un « *Certificate of weight* » que l'administration de l'Elevator échange contre un Bon de magasin (*Warehouse receipt*) transmissible par endossement. Tout porteur de ce bon peut se faire délivrer par le magasin la quantité de blé qui y est mentionnée.

Dans le Minnesota, la « *Grain and Warehouse Law* » a obligé les propriétaires des *Public Elevators* (titre officiel des magasins soumis à l'inspection) à se soumettre à l'enregistrement des bons de magasins, de façon à éviter la mise en circulation de bons fictifs qui ne correspondraient pas à des quantités réellement emmagasinées. Un timbre officiel apposé sur le bon constate son enregistrement.

Quels avantages le farmer retire-t-il de l'utilisation des elevators ? L'emploi qu'il fait de voitures réservoirs pour transporter le blé le dispense de se pourvoir de sacs ;

d'autre part, les granges lui sont inutiles : enfin le cultivateur est sûr de toujours trouver acheteur de sa marchandise auprès de l'administration du magasin, au dernier cours de la Bourse voisine, déduction faite des frais de transport et de magasinage. S'il préfère attendre des cours plus favorables, les Banques locales lui feront, sur présentation de son *Elevator ticket*, des avances jusqu'à concurrence des $3/4$ de la valeur de sa livraison.

Cependant, les sociétés d'elevators ont donné lieu de la part des farmers à des plaintes assez vives surtout à partir des années déficitaires de 1892 et 1893. Le classement des grains, fait d'après des règles trop générales, pour ne pas donner lieu à des différences sans fondement, mais surtout la fixation des prix, sont l'objet de réclamations nombreuses. Les Sociétés d'elevators, malgré la concurrence qu'elles se font dans les stations les plus importantes, jouissent, en fait, très souvent d'un monopole dont elles abusent pour sous-estimer le blé qui leur est offert et pour déprimer les prix ; elles agiraient au dire des farmers, sur les cours de clôture des Bourses, qui servent à fixer ces prix, en multipliant les offres en fin de journée et amenant ainsi une chute des cotes.

Aussi, de grands propriétaires ont-ils construit des elevators pour leur usage personnel et de petits fermiers se sont groupés pour fonder des coopératives de vente et élever un magasin près de la station voisine. Les compagnies de chemins de fer qui ont des intérêts communs avec les Sociétés d'elevators ont suscité des difficultés aux elevators coopératifs en refusant par exemple leur raccordement avec la voie ferrée ou en majorant pour eux les tarifs de transports, contrairement à l'« *Act to regulate*

the commerce » du 4 février 1897. — Les coopératives de vente ont fait appel à l'intervention de l'Etat.

La proposition de soumettre tous les *country elevators* à l'inspection au même titre que les « *terminal* » a paru peu pratique, en raison du grand nombre de fonctionnaires que nécessiterait cette organisation.

Cependant dans le Minnesota, une loi du 1^{er} août 1893, la « *Country warehouse Law* » a déclaré « *Public elevators* » c'est-à-dire soumis à l'inspection, tous les magasins situés dans une gare. L'ouverture d'un elevator ne peut avoir lieu qu'après délivrance d'une licence ; le gérant est astreint à tenir une comptabilité. Toute livraison de grain doit donner lieu à la délivrance d'un bulletin de réception (*Warehouse receipt*) mentionnant le poids et la qualité, qui peut être négocié à l'une des quatre bourses de Saint-Paul, Minneapolis, Duluth ou Saint-Cloud. Enfin, un inspecteur résidant à Saint-Paul est institué juge d'appel des classements opérés par les commissions d'elevators. Tout fermier peut lui envoyer un échantillon du blé qu'il estime mal classé.

La grande majorité des *country elevators* se sont soumis à l'inspection et les plaintes des fermiers ont peu à peu cessé.

Un dernier avantage procuré par les *Elevators*, a été la création de « *marques* » parfaitement définies qui ont pris place sur le marché des céréales

Les magasins à céréales en Russie.

Le commerce d'exportation des céréales a conduit en Russie, comme aux Etats-Unis, à la construction de magasins à blé.

Les régions grandes productrices de céréales en Russie sont, dans le Sud, les vallées du Dnieper et du Don (terres noires), dans le Nord, les provinces Baltiques. Les ports d'Odessa, de Rostow et de Nicolaïew sur la Mer Noire, exportent la production de la région du Sud ; ceux de Libau, Riga, Königsberg et Dantzig, celle de la région du Nord.

Tous les transports de céréales se font ici en sacs, jamais en vrac. Par suite du mauvais état des routes au printemps et en automne ce n'est qu'en hiver, alors que la terre est gelée et l'emploi du traîneau possible, que les grains peuvent être amenés aux stations. Là, autrefois, on ne trouvait aucun bâtiment pouvant abriter les grains, et les sacs étaient empilés les uns sur les autres formant sur la neige, auprès des stations, d'énormes tas. Tant que persistait le froid, cet état de choses était sans grand inconvénient ; mais dès que survenait le dégel, tous ces sacs, pénétrés de toutes parts par l'eau, s'effondraient sur eux-mêmes, et leur contenu subissait les plus graves détériorations.

Quand, après des semaines, parfois des mois de séjour aux stations, les grains arrivaient aux ports d'exportation, ils n'y trouvaient pas davantage de locaux propres à les abriter, et si les navires destinés à les charger ne se trouvaient pas à quai, les sacs reprenaient leur station à l'air libre, exposés à la pluie et à la poussière. Aussi le blé russe a-t-il, sur le marché mondial, la réputation d'être le plus mal préparé et le plus mélangé à des corps étrangers. On cite des importations de blé à Munich qui auraient contenu 10 à 12 0/0 d'impuretés. Autant le blé importé directement de Russie est peu coté sur les marchés étrangers, autant ce même blé exporté par

Riga et Königsberg, après nettoyage, atteint de hauts prix.

Le gouvernement a songé à remédier à cet état de choses si préjudiciable pour l'agriculture russe : une loi du 30 mars 1888 a accordé l'appui du gouvernement à la construction de magasins à céréales et, autorisé le warrantage des grains y déposés.

Un premier magasin avec elevator sur le modèle américain fut créé dès 1888 à Jelez ; sa contenance était de 400.000 puds. Utilisé surtout par les grands propriétaires, ce magasin, au bout de 8 années d'exploitation, se trouva en face d'un déficit de 100.000 roubles. Des modifications apportées dans l'administration, en particulier, la construction de magasins annexes qui ont permis aux petits paysans de participer aux opérations de la Société, ont rétabli l'équilibre des affaires du magasin.

Les fondations faites par les compagnies sont plus importantes. La Compagnie Kasan Uralsk a construit 10 magasins avec elevators et 103 magasins ordinaires dans ses gares.

La compagnie du chemin de fer de Wladikawkas a fait construire des elevators sur le modèle américain dans le port de Novo-Rossiesk, avec chargement direct des bateaux. Novo-Rossiesk, auparavant simple village de pêcheurs, dépasse actuellement Riga au point de vue de l'exportation des céréales.

En 1891, le gouvernement accorda un crédit de 5 millions de roubles pour la construction de nouveaux magasins.

En 1895, on comptait sur les chemins de fer russes, 332 magasins à céréales d'une contenance de 33.061.000

puds, dont 69 elevators contenant 17.180.000 puds. Ces elevators se répartissaient ainsi (1) :

LIGNES DE CHEMINS DE FER	NOMBRE	CAPACITÉ en milliers de puds	MOTEURS	
			à Vapeur	à Chevaux
Baltique	1	150	1	»
Wladikawkass. Ligne principale et embranchements	9	4.100	Electrique 1	»
Koursk-Kharkov-Sebastopol . . .	3	520	3	»
Moscou-Kasan	3	1.624	3	»
Moscou-Kiew-Voroneje	1	200	1	»
Moscou-Koursk	4	380	1	3
Kasan-Ouralsk,	10	3.600	10	»
Samara-Saladopsk	5	740	2	3
Siseran-Wjasemska	19	1.570	5	12
Kharkow-Nicolajew	1	1.760	1	»
Chemin de fer du Sud-Est	9	990	3	5
Chemin de fer du Sud-Ouest . . .	4	1.546	2	2
TOTAUX	69	17.180	32	25

En outre, 18 autres elevators d'une contenance de 3.800.000 puds étaient en construction (2).

(1) Chiffres émanant de la Direction des chemins de fer au Ministère des Finances de Russie. (Dossiers du Comité permanent de la Vente du Blé).

(2) 1 pud = 16 k. 38 ;

1 rouble = 4 fr. environ.

CHAPITRE III

LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES EN PRUSSE LES KORNHÄUSER

*Les lois du 3 juin 1896 et 8 juillet 1897 :
Le Kornhausfonds.*

Le 23 avril 1896, le gouvernement prussien présentait à la Chambre des députés un projet de loi relatif à l'extension du réseau des chemins de fer de l'Etat et à la participation de celui-ci à la construction de voies ferrées étroites ; le projet comportait, en outre, un crédit de 3 millions de marks destiné à la construction par l'Etat de magasins à céréales : *Kornhäuser*. Cette dernière partie du projet était inspirée par l'idée de fournir aux agriculteurs un moyen de lutter contre la dépréciation des cours des céréales due, disait l'exposé des motifs, moins à la surproduction, qu'à la mauvaise organisation de l'offre ; les cultivateurs manquaient de locaux pour emmagasiner leurs céréales, et ne pouvaient employer pour les manipulations que des appareils à main qui leur occasionnaient des frais beaucoup plus considérables que les moteurs mécaniques en usage dans les magasins américains. D'autre part, par suite de la dispersion de l'offre, les agri-

culteurs ne pouvaient traiter d'égal à égal avec le grand commerce ; ils avaient perdu toute influence sur la fixation des prix que l'évolution du commerce moderne tendait à rendre indépendante des conditions de la production.

Enfin, tandis que le gros commerce trouvait à acheter à l'étranger de gros lots de qualité parfaitement homogène et constante, la production indigène, par suite de la variété des espèces cultivées, n'arrivait pas à réaliser ces conditions.

Les principaux avantages que l'on espérait retirer de la construction de Kornhäuser étaient :

1° La possibilité de nettoyer, sécher, classer et mélanger les diverses espèces de blé, de façon à obtenir l'homogénéité de lots importants ;

2° La possibilité de régulariser les prix en ne mettant en vente que les quantités correspondant aux besoins, et au fur et à mesure de ces besoins : autrement dit, la mise en réserve de l'offre ;

3° La possibilité, grâce au warrantage des céréales emmagasinées, de procurer aux agriculteurs un crédit à bon marché ;

4° La diminution, poussée aussi loin que possible, des frais généraux et de ceux de transport, par la suppression des intermédiaires et la vente directe par la société.

D'autre part, la situation de l'agriculture, à l'époque, n'était pas assez favorable pour que l'on pût espérer voir les agriculteurs réunir les sommes nécessaires à la construction de magasins qui, avec les machines indispensables, revenaient à un prix fort élevé. D'où la nécessité de l'intervention financière de l'Etat.

Le projet proposait de donner à cette intervention la forme suivante :

Au moyen des trois millions de marks demandés, l'Etat construirait lui-même, après entente avec les sociétés coopératives, les Kornhäuser auprès de gares de chemins de fer qui en Prusse appartiennent presque tous à l'Etat.

A défaut de terrains suffisants dans les dépendances des gares, ou lorsque les magasins devaient être construits sur les chemins de fer privés, l'Etat devait faire l'avance des fonds nécessaires à l'acquisition du terrain. Il restait propriétaire des magasins construits et les louerait, en principe pour cinq années, à des Sociétés coopératives qui en assureraient l'exploitation. Celles-ci paieraient un loyer représenté par l'intérêt des sommes consacrées à la construction et à l'aménagement du magasin.

Cet intérêt était fixé au taux de :

1 0/0 pour les 1^{res} et 2^e années ;

1 1/2 0/0 pour la 3^e année ;

2 0/0 pour la 4^e année ;

2 1/2 0/0 pour la 5^e année.

Soit 8 0/0 au total pour la période de cinq années.

La modération de ces taux devait faciliter les débuts de sociétés encore inexpérimentées en matière de vente coopérative. Toutefois, si des bénéfices étaient réalisés, les 3/4 devaient en revenir à l'Etat, jusqu'à concurrence du paiement d'un loyer représentant 3 0/0 des capitaux de fondation. Cette disposition, due au Ministre des finances von Miquel, a été critiquée plus tard par les partisans des Kornhäuser parce que, ont-ils dit, elle inci-

tait les Sociétés à ne pas réaliser de bénéfices dont 1/4 seulement leur serait revenu, ou même à dissimuler par des artifices de comptabilité, leurs profits éventuels.

L'Etat prussien exigeait, en outre, des sociétés le paiement de frais divers, tels que assurances contre l'incendie, impôts communaux, etc; il se réservait la surveillance de la comptabilité des sociétés et, en cas de dissolution, les aménagements intérieurs des magasins devaient lui faire retour.

Le projet de loi vint en première lecture devant la chambre des députés le 28 avril; il y fut défendu, en particulier par M. de Mendel Steinfels, qui signala le danger qu'il y aurait à construire des magasins de trop grandes dimensions, qui pourraient inciter les sociétés à spéculer sur les grains déposés.

Au contraire, le D^r Crueger, président de l'Union des associations Schulze Delitsch (1) combattit l'intervention de l'Etat dans la construction des magasins comme constituant un premier pas vers le socialisme d'État devant aboutir à l'étatisation des moyens de production et finalement de la production elle-même. A l'appui de cette opinion, il rappela, dans un article de journal (2), qu'en France, sous la deuxième République, l'Assemblée constituante avait, le 5 juillet 1848, voté un crédit de trois millions de francs pour la fondation de sociétés coopératives (3), et que Thiers, adversaire du projet, avait exprimé

(1) (Allgemeiner Verband der deutschen Erwerbs-und Wirthschaftsgenossenschaften.

(2) *Blätter für Genossenschaftswesen*, 2 mai 1896, n° 18, p. 229.

(3) L'initiative de cette intervention de l'Etat en faveur des coopéra-

cette opinion : « Ce n'est pas trois millions, c'est vingt millions qu'il fallait demander ; nous vous les aurions accordés, car ce n'eut pas été trop pour faire une expérience décisive et vous convaincre de la folie de votre entreprise. »

Les coopératives ainsi créées avaient, presque toutes misérablement échoué, ajoutait M. Crueger.

Adopté en 1^{re} lecture puis en 2^e et 3^e les 6 et 8 mai par la Chambre des députés, le projet de loi fut voté dans le courant du mois par la Chambre des seigneurs et la loi promulguée le 3 juin 1896.

Aussitôt, de nombreuses sociétés se fondèrent, à *Pelplin* (Prusse occidentale), *Janowitz* (Posnanie), *Soest* (Westphalie), *Einbeck* et *Badbergen* (Hanovre), qui sollicitèrent la construction d'un Kornhaus. La Société centrale d'agriculture de Poméranie, celle du Kornhaus de Halle réclamaient des sommes énormes ; la Hesse Nassau, la Silésie s'inscrivaient pour des sommes importantes : le crédit de 3 millions se trouvait épuisé. Le gouvernement

tives de production était due à la Commission du Luxembourg, présidée par Louis Blanc (1^{er} mars-16 mai 1848). Les 3 millions étaient affectés aux associations ouvrières et aux associations mixtes. 2.590.500 fr. furent répartis entre 56 Sociétés dont 30 appartenaient à Paris et 26 à la province. Aucune société agricole ne semble avoir bénéficié de ces avances ; beaucoup étaient mixtes et assez à l'aise ; environ la moitié des sommes fut remboursée ultérieurement.

En 1897, sur les 56 sociétés, il n'en restait que 9 comprenant 101 associés en nom collectif, 60 intéressés et 102 auxiliaires. Aujourd'hui, 1908, il n'existe plus que 2 des coopératives ouvrières de production créées en 1848 ; celle des ouvriers en lins et celle des lunettiers.

Histoire Socialiste : Georges Renard, La République de 1848, p. 267 et s.

déposa au commencement de 1897 un nouveau projet de loi accordant 2 millions supplémentaires qui furent votés par la Chambre des députés et celle des seigneurs.

Le Kornhausfonds se montait donc à 5 millions ; il a servi à construire 36 Kornhäuser. En mettant à part le Kornhaus de Berlin qui est un établissement d'expérience administré sous la direction de l'Etat, il reste 35 magasins ayant servi à une exploitation coopérative, à savoir :

PROVINCES	NOMBRE de K. H.	Siège des Kornhäuser
Poméranie	43	Anklam, Barth, Belgeard, Callies, Colberg, Falkenburg, Gramenz, Neu Stettin, Plathe Pyritz, Schivelbein, Stargard, Stolp.
Hesse Nassau.....	6	Bettenhausen, Fulda, Hanau, Hofgeismar, Hoheneiche, Zierenberg.
Province de Saxe	3	Halle sur la Saale, Nordhausen, Worbis.
Westphalie	3	Eissen, Munster, Soest.
Posnanie.....	2	Janowitz, Luisenheim.
Prusse Orientale ...	2	Tilsit, Rastembourg.
Hanovre	2	Badbergen, Einbeck.
Prusse Occidentale...	1	Pelplin.
Silésie	1	Neusalz sur Oder.
Province du Rhin	1	Simmern.
Territe d'Hohenzollern	1	Ostrach.
	35	

I. — Les Kornhäuser de Poméranie.

La Poméranie est un pays de grande culture qui produit plus de céréales que n'en peut absorber la consommation de la région ; le surplus doit par suite être exporté et cette exportation a lieu en partie vers la vallée du Rhin, Mannheim en particulier, en partie vers le Danemarck, l'Angleterre et la Suède.

Ce sont des sociétés d'achat et de vente, qui existaient depuis plusieurs années déjà dans cette province, qui ont entrepris la vente coopérative du blé ; aucune société ne s'est fondée spécialement en vue de cet objet.

Sur les 22 sociétés de Poméranie, qui pour la plupart vendaient le blé de leurs membres en utilisant des magasins loués (1), 13 se sont adressées à l'Etat et ont obtenu la construction d'un Kornhaus (2).

Plus du tiers du Kornhausfonds a été absorbé par la construction des Kornhäuser de Poméranie ; ces magasins peuvent être classés en 3 catégories :

a) De grands magasins de 3.000 et 4.000 tonnes (2) : Anklam et Barth) ayant coûté plus de 300.000 marks.

b) De petits magasins de 800 tonnes (4) dont les frais de construction s'élèvent à 75.000 marks environ.

c) Des magasins moyens de 1.500 tonnes (4) et 2.000 tonnes (3) qui coûtent de 100 à 150.000 marks environ.

(1) Dr von Quistorf. 3e Kornhaustag. Berlin, 1904, p. 13.

(2) Mitteilung der Deutschen Kornhauskommission : *Wirtschaftliche und finanzielle Erfolge der Kornhaus Genossenschaften*. Darmstadt, 1901, p. 4.

SIEGE du Kornhäus	ANNÉE d'ouverture	COUT de construction	CONTENANCE
1. Anklam.....	Nov. 1899	325.000 marks	4.000 tonnes
2. Barth.....	Août 1898	332.479 —	3.000 —
3. Belgard.....	Déc. 1898	407.000 —	1.500 —
4. Callies.....	Fév. 1900	75.000 —	800 —
5. Falkenberg....	Nov. 1900	75.000 —	800 —
6. Gramentz	Oct. 1898	74.276 —	800 —
7. Kolberg	Oct. 1898	407.093 —	1.500 —
8. Neu Stettin....	Sept. 1898	93.772 —	1.500 —
9. Plathe	Oct. 1898	112.000 —	1.500 —
10. Pyritz.....	Sept. 1898	143.787 —	2.000 —
11. Schievelbein...	Sept. 1898	78.500 —	800 —
12. Stargard.....	Oct. 1898	156.000 —	2.000 —
13. Stolp	Sept. 1898	152.000 —	2.000 —
TOTAL...		1.831.907 marks	

Aucune des sociétés n'obligeait ses membres à la livraison totale des céréales produites par eux.

Quant au paiement des grains achetés, deux systèmes furent mis en pratique :

Cinq sociétés appliquèrent intégralement les principes de la coopération en payant le prix moyen annuel obtenu de la façon suivante : lors de la livraison, le grain était estimé par une commission, et, sur le prix fixé, le vendeur pouvait recevoir une avance s'élevant jusqu'à 75 0/0 ; en fin de campagne, la société calculait quel avait été le prix de vente moyen réalisé et payait à chaque membre la différence entre ce prix et l'avance faite ; tous les membres recevaient donc le même prix (1).

(1) Von Hertzberg Lottin. 1^{er} Kornhaustag, 1899, p. 45.

On ne tarda pas à s'apercevoir que ce procédé était peu équitable, et on le modifia légèrement en payant en fin d'exercice à chaque membre, le dernier quart du prix d'estimation, si les bénéfices nets de la société le permettaient, sinon un peu moins ; au cas où les bénéfices dépassaient les prévisions, les membres recevaient plus que le prix d'estimation.

Les autres Kornhäuser, afin d'éviter toutes chances de pertes, vendaient à la commission en prélevant un mark pour les frais généraux du magasin ; seules les livraisons ne dépassant pas 1 ou 2 tonnes étaient achetées ferme et payées comptant afin d'attirer les petits cultivateurs au magasin ; enfin, certains Kornhäuser, comme Pyritz, autorisaient les cultivateurs à se servir du magasin comme dépôt pour leurs céréales qui étaient vendues par les propriétaires seuls (1).

La vente des céréales était organisée de la façon suivante : à chaque magasin était assignée une circonscription dans laquelle il avait exclusivement le droit de vendre aux meuniers et autres acheteurs ; la concurrence entre Kornhäuser voisins était ainsi évitée et la liberté et l'indépendance des associations, composées de beaucoup de grands propriétaires, étaient respectées.

Le blé dont chaque magasin ne trouve pas l'écoulement dans sa circonscription est adressé à la Société centrale d'achat et de vente de Stettin qui en assure l'exportation. Cette société a fait construire, depuis 1901, à Gotzlow, près de Stettin, un Kornhaus de 3500 tonnes qui est un des plus grands et des plus prospères de l'Allemagne.

(1) M. Berlitz-Garden, 1^{er} Kornhaustag, 1899, p. 50.

M. Dulac donne sur l'aménagement de ce magasin les renseignements suivants (1) :

Il comprend 20 silos (2) : 4 grands silos de 1600 quintaux et 16 petits, de 800 quintaux, soit au total une contenance de près de 2.000 tonnes. Les planchers, d'une contenance à peu près égale, occupent le milieu du magasin qui est pourvu de machines à nettoyer situées au premier étage, et permettant d'époussiérer 25 tonnes à l'heure.

La position du magasin au bord de l'Oder et auprès de la ligne de Stettin, à laquelle il est relié, permet la livraison du grain soit par wagons, soit par bateaux ; sur ces derniers, les grains sont chargés en vrac, ce qui supprime l'ensachage à l'expédition et le désensachage à la réception. Un élévateur vide la cale du bateau à la vitesse de 35 tonnes à l'heure. Quatre balances automatiques, situées au 2^e étage, pèsent et enregistrent le poids du grain qui tombe ensuite au pied de l'élévateur principal ; celui-ci le transporte au sommet de l'édifice où deux

(1) A. Dulac. *Manuel de la vente coopérative des grains*. Versailles, 1906, p. 47.

(2) Les *silos* sont de vastes chambres, rectangulaires ou cylindriques, dont la hauteur dépasse parfois 20^m, qui permettent de loger de grandes quantités de grains sur une surface restreinte ; la manipulation de ces grains y est particulièrement facile et peut s'effectuer à l'aide de machines ; mais les silos doivent être réservés pour les grains secs, les grains humides s'échauffant et se pourrissant dans ce genre de magasin par suite de l'entassement.

Les *planchers*, au contraire, servent à recevoir, en tas peu épais, les grains humides qui, soumis à des pelletages fréquents, sèchent parfaitement ; leur inconvénient est de nécessiter un espace assez considérable et une main-d'œuvre coûteuse.

bandes de caoutchouc l'entraînent dans le sens horizontal vers les silos ou les planchers.

Le fonctionnement des élévateurs, des bandes de transport horizontal et des balances automatiques permet de charger sur wagon à l'heure, avec onze ou douze hommes, 240 sacs environ, soit deux wagons et demi, et de verser, dans le même temps, 50 tonnes dans la cale d'un bateau en employant les quatre balances, 30 tonnes seulement en n'utilisant que deux balances.

Il passe annuellement dans le Kornhaus de Gotzlow de 70 à 80.000 tonnes de céréales, ce qui représente de 26 à 28 fois sa contenance. Il est vrai que toutes ne proviennent pas des magasins de Poméranie ; la société en achète la moitié environ en dehors de la province afin de pouvoir satisfaire aux demandes de sa clientèle étrangère, scandinave et anglaise, en particulier (1). Ce commerce d'exportation fait réaliser à la société de beaux bénéfices : on cite des exemples de seigle coté 137 ou 138 marks en Poméranie et vendu 147 marks, dans les Pays Scandinaves ; défalcation faite du fret, qui est de 5 marks, le producteur avait encore un bénéfice de 4 à 5 marks. La vente collective procure ici des avantages non seulement aux petits, mais aussi aux grands propriétaires.

Dès les premières années de leur fonctionnement, les Kornhäuser poméraniens réalisèrent des bénéfices. Les chiffres suivants ont été cités (2) :

(1) Von Pfetten Rampsau : 4^e Kornhaustag. Erfurt, 1906, p. 43.

(2) Grabein : *Stand und Erfolge des genossenschaftlichen Getreideverkaufs in Deutschland*. Darmstadt, 1903, p. 68.

MAGASIN	EXERCICE	BÉNÉFICES
Barth	1900-1901	2.388 marks
Belgard	1899-1900	4.597 —
—	1900-1901	2.537 —
—	1901-1902	6.610 —
Kolberg	1899-1900	3.137 —
—	1901-1902	2.635 —
Pyrütz	1899-1900	52 —
Stargard	1898-1899	2.637 —
—	1899-1900	7.884 —
Stolp	1900-1901	921 —
—	1901-1902	2.025 —
Neu Stettin	1898-1899	998 —

Par contre, Anklam eut des déficits de :

1898-1899 2.443 marks

1899-1900 1.483 —

Dès 1899, on constatait que dans toutes les régions où fonctionnait un kornhaus les prix s'étaient sensiblement relevés jusqu'à atteindre et parfois dépasser les cours de Stettin, alors qu'autrefois les marchands payaient de 5 à 10 marks au dessous de ces cours (1).

La société d'*Anklam* fait ressortir l'utilité du kornhaus pour obtenir un grain convenablement nettoyé et pouvoir emmagasiner les récoltes en attendant une disposition favorable des cours (2).

(1) Von Hertzberg Lottin : 4^{er} Kornhaustag. Halle, 1899, p. 18.

(2) Kornhauskommission : *Wirtschaftliche und finanzielle Erfolge der Kornhaus-Genossenschaften*. p. 15.

« Sans notre Kornhaus et sa machinerie, nous n'aurions
« pu arriver à manipuler les grandes quantités de céréales
« qui nous furent livrées en 1900.

« En août et septembre, il ne fut pas rare que nous
« ayons eu à décharger par jour 20 petits wagons et
« 8 grands wagons des chemins de fer de l'Etat. Nous
« occupions couramment 25 et 30 ouvriers.

« Notre magasin a permis aux cultivateurs, qui n'ont
« pas, en général, les greniers suffisants pour abriter les
« récoltes, de ne pas vendre sitôt la moisson et d'at-
« tendre une hausse des cours. Nous leur avons fourni
« des capitaux en warrantant leurs grains. Grâce à nos
« machines de nettoyage, nous avons pu livrer des qua-
« lités supérieures qui ont été vendues à des prix plus
« rémunérateurs.

« Ces avantages sont surtout sensibles pour le petit
« propriétaire qui, pour ses faibles livraisons, obtient le
« même prix que le grand propriétaire, alors qu'au-
« trefois, portant au marché sa récolte minuscule, il
« était obligé d'accepter le prix offert par le marchand
« ou le commissionnaire.

« Notre influence sur la fixation des prix dans notre
« région est indéniable. »

La société de *Stolp* constate (1) que, depuis l'ouverture du Kornhaus, les prix locaux se sont élevés de 5 à 6 marks au dessus des prix antérieurement payés par les marchands. Ceux-ci, autrefois, profitaient de l'interruption de la navigation en hiver et parfois en automne sur la Baltique, pour abaisser les prix ; les cultivateurs obligés de vendre et ne pouvant le faire sur les marchés étrangers, étaient réduits à accepter les prix des marchands.

(1) Kornhauskommission *Op. cit.*, p. 16.

A *Schievelbein*, les marchands ont dû relever leurs prix à la hauteur de ceux payés par le Kornhaus qui profite par suite à tous les cultivateurs de la région, sociétaires ou non.

A *Neu Stettin* et *Gramenz*, le seigle que les meuniers avaient l'habitude de payer 8 à 10 marks au dessous du cours de Stettin, ne fut plus payé que 4 marks au dessous de ce cours.

Un détracteur des Kornhäuser (1) signale ces deux magasins comme ayant vu diminuer d'année en année leur chiffre d'affaires qui serait passé pour le blé de :

539.572 q. m. en 1898-1899 à 169.668 q. m. en 1903-1904,
pour l'avoine, de :

903.559 q. m. en 1898-1899 à 310.220 q. m. en 1903-1904.

Seule la vente du seigle se serait accrue passant au cours de cette période de :

1.598.557 q. m. à 2.681.098 q. m.

D'après le même auteur, le magasin de Pyritz aurait eu au 30 juin 1903 un déficit de 55.916 marks et au 30 juin 1904 un déficit de 181.039 marks.

Des documents officiels (2) constatent qu'à l'expiration du premier bail de 5 années, 2 sociétés, celles d'Anklam et de Barth avaient acheté leur Kornhaus à l'Etat ; 2 autres, dont Kolberg, avaient renouvelé leur bail ; le Kornhaus de Barth avait été loué à des marchands de

(1) Dr Leonhard. *Kornhäuser und Getreidehandel*. Munich, 1906, p. 108.

(2) Von Brockhausen Stettin. 4^e Kornhautstag. Erfurt, 1906, p. 61.

grains ; la situation de la société de Belgard n'était pas encore réglée en 1906 ; enfin, sept sociétés, trouvant trop onéreuses les conditions de location imposées par l'Etat, se sont refusées à renouveler leur bail et ont remis les Kornhäuser à la disposition du Ministre.

A quelles causes faut-il attribuer ces résiliations ? Les raisons suivantes ont été fournies par les représentants des sociétés (1) :

En premier lieu les dimensions données aux Kornhäuser avaient été trop considérables ; elles étaient tout a fait disproportionnées aux quantités de céréales qu'ils étaient appelés à recevoir et qu'ils reçurent effectivement. Leurs frais de construction avaient, par suite, été très élevés, d'où l'obligation pour les sociétés de payer à l'Etat un prix de location au dessus de leurs moyens. Beaucoup de magasins n'avaient servi qu'aux petits propriétaires qui y groupèrent leurs récoltes individuelles pour constituer des lots assez importants pour être offerts au commerce. Les grands propriétaires envoyèrent directement leurs récoltes par wagons complets au Kornhaus central de Gotzlow sans les faire passer par les magasins locaux, dont les chiffres d'affaires se trouvèrent diminués d'autant. On avait eu d'ailleurs, le tort de ne pas créer, dès le début, cette organisation centrale chargée d'assurer l'exportation. Le Kornhaus de Gotzlow ne date que de 1901.

D'autre part, il faut tenir compte de ce fait qu'aux cours des six années pendant lesquelles les sociétés ont utilisé les magasins, il s'en est trouvé deux où les récoltes furent mouillées comme elles le furent rarement. Les marchands achetèrent à des prix relativement élevés le peu de

(1) Von Brockhausen Stettin : 4^e Kornhaustag, 1906, p. 61.

grain sec disponible, tandis que, sous des prétextes divers, ils refusaient le grain humide. Celui-ci fut présenté aux magasins auxquels les cultivateurs s'imaginèrent pouvoir demander cette chose impossible : transformer en bon grain des récoltes avariées.

A l'époque où le gouvernement mit cinq millions à la disposition des coopérateurs agricoles, les cultivateurs poméraniens trouvaient difficilement du crédit ; ils se jetèrent sur la manne gouvernementale et voulurent construire leurs magasins sur le modèle des Elevators américains, sans choisir toujours judicieusement leur emplacement. Il eut été bien préférable d'élever de petits magasins en créant une organisation centrale dans une grande place de commerce, sur laquelle les grands propriétaires eussent expédié directement leurs récoltes.

Quand il s'est agi de renouveler leurs baux, les sociétés ont dit aux représentants de l'État : nous ne renonçons pas du tout à la vente collective de nos céréales, mais nous ne pouvons la continuer dans les magasins de l'État, que si celui-ci tient compte, dans la fixation des loyers, de l'utilité que représentent pour nous les magasins, et non du coût de construction. L'État n'a pas voulu entrer dans ces considérations, et les magasins lui ont été rendus ; il ne s'est trouvé personne, même parmi les commerçants en céréales, pour entreprendre l'exploitation des Kornhäuser aux conditions exigées par l'État.

Mais, de ce que sept magasins ont cessé de fonctionner, il ne faut pas conclure, comme le voudraient les adversaires des Kornhäuser (1), à la faillite de la vente coopé-

(1) Dr Leonhard. *op. cit.*, p. 112.

native des céréales en Poméranie. Loin de là : toutes les sociétés ont continué la mise en valeur des céréales de leurs membres dans des locaux moins dispendieux, plus appropriés à leurs besoins réels ; leur chiffre d'affaires a augmenté, les résultats financiers sont satisfaisants et de nouvelles sociétés se sont fondées pour poursuivre le même but.

Le principe de la vente coopérative des céréales reste intact.

II. — Les Kornhäuser de la Hesse-Cassel.

Dans la province de Hesse Cassel, la vente coopérative des grains a été organisée par l'Union des associations rurales Raiffeisen de Cassel. Dès le mois d'août 1896, avant même que l'Etat ait commencé à construire des Kornhäuser, la filiale de Cassel de la Caisse centrale de prêts pour l'agriculture de Neuwied (organisation Raiffeisen) avait loué, à Cassel même, un local dans lequel elle aménagea le premier magasin pour la vente collective des céréales de la province ; la chambre d'agriculture y fit installer un appareil de séchage.

Du mois de février au mois de juillet 1897, l'Union de la Hesse fonda cinq sociétés coopératives qui obtinrent de l'Etat la construction d'un Kornhaus.

Le premier construit, celui de Hoheneiche, fut inauguré le 15 janvier 1898 ; le 15 décembre de la même année, le Kornhaus de Hanau, le dernier de la série, commençait à fonctionner.

Les frais de construction de ces magasins dont la contenance uniforme était de 10.000 q. m. avaient été :

Bettenhausen Cassel. . . .	83.000	marks.
Hanau.	87.000	—
Hofgeismar.	70.000	—
Hoheneiche	77.000	—
Zieremberg	64.000	—
Total . .	381.000	—

La Caisse centrale de prêts entreprit à son propre compte la direction commerciale des cinq Kornhäuser qu'elle administre directement. La véritable association de vente est donc ici la Caisse centrale ; les sociétés locales et leurs magasins n'en sont que des dépendances.

M. Dulac décrit ainsi qu'il suit la méthode adoptée par l'organisation hessoise :

« Dans chacune des associations locales, se trouve non
 « un directeur, mais un simple magasinier comptable
 « auquel aucune initiative, aucune responsabilité n'est
 « confiée. Ce magasinier se contente de fixer, d'après les
 « indications du bureau de Cassel, le prix du blé qu'il re-
 « çoit. Il y a quatre qualités, que la densité et la propreté
 « peuvent suffire à déterminer exactement. Si ce prix est
 « d'ailleurs contesté, le comité de direction de l'associa-
 « tion, qui se réunit chaque semaine, en décide. Malgré
 « l'obligation de livrer, imposée aux membres, on ne

« rencontre là aucune difficulté, chacun restant libre de
« choisir pour sa livraison l'époque qu'il juge la meil-
« leure.

« Chaque semaine, le magasinier envoie à Cassel un
« relevé de ces livraisons.

« Les quantités de grains à la disposition de l'office
« central résultent de la totalisation des relevés des
« 3 magasins ; les grains sont groupés d'après la qua-
« lité et on en fait la vente.

« Le prix fixé au moment de la livraison reste d'ailleurs
« définitif, et, quelle que soit l'époque du paiement, qu'on
« verse immédiatement la somme entière ou seulement un
« acompte, ou qu'on porte cette somme au crédit du
« compte de l'associé à la caisse de Cassel, c'est d'un
« achat ferme qu'il s'agit.

« Cependant les magasins acceptent la livraison de
« grains restant au compte de l'associé. Ces grains sont
« vendus en commission et, au besoin, permettent un
« prêt de 75 0/0 sur leur valeur ; ils sont désignés par la
« dénomination de *lagerfrucht*, dans la comptabilité de
« la Caisse de Cassel.

« Enfin, on reçoit à Cassel des échantillons envoyés
« par les cultivateurs pour en faire le placement. Il ne
« s'agit là que de mettre acheteur et vendeur en con-
« tact, le grain ne passe pas par le magasin ; mais cette
« vente en commission, pour laquelle on ne prélève ce-
« pendant que 1 fr. 25 ou 1 fr. 50 par tonne, est peu pra-
« tiquée.

« Dans tous les cas, c'est le bureau central de Cassel
« qui agit et agit seul. L'association locale n'a pas à inter-
« venir.

« Quand le grain est vendu, le magasinier reçoit les

« indications concernant la livraison dont il doit prendre
« soin, et, chaque semaine, il envoie à Cassel un état des
« sorties analogue à celui des entrées.

« Chaque magasin possède constamment l'état des
« quantités de grains dont il dispose ; un registre est
« tenu à cet effet sur lequel sont notées, pour chaque
« sorte de grains, les entrées et les sorties.

« A l'aide de ces indications, constamment au pair, il
« il est facile d'établir chaque mois la feuille d'état du
« magasin envoyée au bureau central et qui sert de con-
« trôle.

« A cette feuille se joint un plan des greniers et des
« silos avec indication exacte de leur contenu.

« C'est le bureau central qui reçoit les cotisations des
« membres affiliés aux associations locales, de même
« qu'il a à payer tous les frais de manipulation de ces
« associations.

« Les magasiniers envoient chaque mois à Cassel
« une note détaillée de leurs dépenses et frais de
« toutes sortes, réparations, salaires et gages, assu-
« rances, loyers, impôts, eau, matériaux pour la force
« motrice (gaz, pétrole, charbon), téléphone, frais de
« port, etc., etc.

« Des feuilles spéciales sont préparées à cet effet et
« leurs indications sont transmises sur un registre spé-
« cial à Cassel.

« En somme, avec ce système, dans lequel les organes
« locaux s'occupent exclusivement de la manipulation
« des grains, tandis que l'organe central s'occupe exclu-
« sivement de leur vente, un seul homme, aidé d'agents
« subalternes qui exécutent ses ordres, peut adminis-

« trer et diriger la vente des céréales de toute une ré-
« gion (1). »

*
* *

Outre la vente des céréales, les Kornhäuser hessois se chargent de la vente des engrais et de tous les articles nécessaires à la culture.

Dès les premières années, leur chiffre d'affaires fut important (2) :

Siège du Kornhaus	Céréales vendues		Engrais. - Produits d'Alimentation	
	1898-1899	1899 1900	1898 1899	1899-1900
	Q. M.	Q. M.	Q. M.	Q. M.
Bettenhausen Cassel...	8.406	11.745	2.761	12.314
Hanau	3.686	11.974	7.889	38.067
Hofgeismar	11.120	20.008	662	3.491
Hoheneiche.....	5.844	7.859	4.290	4.369
Zieremberg.....	4.838	13.275	1.647	1.622

Tous les magasins réalisèrent de légers bénéfices en cours de ces deux exercices.

(1) A. Dulac. *Manuel de la Vente Coopérative des grains*, p. 85 et suiv.

(2) Kornhaus Commission. *Wirthschaftliche und finanzielle Erfolge*, etc. p. 4.

Année 1901 (4)

	BLÉ		SEIGLE		AVOINE		ORGE et DIVERS	
	Quantités Q. M.	Valeur M.	Quantités Q. M.	Valeur M.	Quantités Q. M.	Valeur M.	Quantités Q. M.	Valeur M.
Bettenhausen.....	7.469	97.578	2.739	35.622	8.013	115.796	28	1.677
Hofgeismar.....	40.798	439.892	3.012	34.014	2.470	21.795	»	890
Zierenberg.....	6.393	80.013	1.603	17.601	2.503	32.216	»	»
Hanau.....	2.839	26.817	3.409	26.359	6.701	91.887	3.232	34.448
Hoheneiche.....	4.506	43.089	945	2.868	3.341	31.840	»	»
	29.006	357.440	44.374		23.198		3.260	
				416.465		293.536		36.985
Total général : 804.427 marks.								

(4) Rapport annuel de l'Union des associations rurales de la Hesse. Année 1901.

Céréales vendues sans passer par les magasins :

Blé.	29.129 marks.
Seigle	9.075 —
Avoine.	1.730 —
Total	38.934 —

Valeur totale des céréales vendues : 843.361 marks.

Achats d'engrais et d'aliments pour le bétail.

	ENGRAIS	ALIMENTS
Bettenhausen.....	6.071 quintaux	6.260 quintaux
Hofgeismar.....	2.439 —	2.072 —
Zieremberg.....	2.693 —	2.764 —
Hanau.....	46.663 —	9.785 —
Hoheneiche	2.379 —	1.771 —
	60 246 quintaux	22.653 quintaux

Le bénéfice net réalisé par l'ensemble des 5 magasins a été de 12.803 marks.

Une nouvelle coopérative de vente est créée à Fulda en 1901 et une autre à Kirchhaim en 1902.

L'année 1902 fut marquée en Hesse par des pluies persistantes qui amenèrent aux magasins des quantités considérables de grains humides ; le manque d'appareils de séchage (sauf à Hofgeismar, et encore celui qui s'y trouvait ne put-il suffire à la tâche), se fit vivement sentir ; on ne put empêcher l'échauffement des grains qu'au

prix des plus grands efforts, en procédant à des pelletages que la pénurie de main-d'œuvre obligeait à exécuter même la nuit. Certaines sociétés, dans l'impossibilité d'assurer les manipulations nécessaires, furent contraintes de n'acheter des grains humides qu'à la condition qu'ils resteraient dans les greniers des associés.

Les tableaux ci-après relatifs à cette année font ressortir les 3 modes d'opérer des magasins (1) :

a) *Lagerfrucht* : grains déposés au magasin et vendus en commission.

b) *Kauffrucht* : grains achetés ferme par le magasin et vendus à son compte.

c) Grains vendus par l'intermédiaire du magasin et transportés directement de chez le propriétaire chez l'acheteur.

a) *Lagerfrucht*.

	BLÉ	SEIGLE	AVOINE	ORGE	TOTAL
Bettenhausen	3.299 q.	773 q.	858 q.	»	
Hanau	3.402 —	1.010 —	1.191 —	2.090 q.	
Hofgeismar..	3.216 —	1 516 —	877 —	»	
Hoheneiche..	1.590 —	1.405 —	1.815 —	»	
Zierenberg..	1.736 —	350 —	749 —	»	
	13.244 q.	4.756 q.	5.496 q.	2.090 q.	25.083 q.

(1) Rapport de l'Union des associations rurales de la Hesse. Année 1902.

c) *Grains n'ayant pas passé par les magasins.*

	QUANTITÉS Q.	VALEUR M.
Blé.....	2.856	44.347
Seigle.....	797	11.609
Avoine.....	4.430	17.242
Orge.....	330	5.030
TOTAUX.....	5.115	78.229

d) *Engrais et aliments pour le bétail.*

	ALIMENTATION BÉTAIL		ENGRAIS		TOTAL	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
	Q.	M.	Q.	M.	Q.	M.
Bettenhausen	6.886	77.146	5.434	53.306		
Hanau	11.862	128.618	15.512	98.658		
Hofgeismar..	2.560	29.824	3.817	35.637		
Hoheneiche..	1.614	19.035	3.340	28.027		
Zierernberg..	2.371	26.625	3.562	31.708		
	25.475		31.368		56.843	
		281.250		247.329		528.579

En 1903, les deux nouvelles coopératives commencèrent à fonctionner : le Kornhaus de Kirchhain (contenance 4.500 q. m.) fut inauguré le 3 octobre ; il appartient à la société.

Celui de Fulda, construit par l'État et loué à la société, ouvrit ses portes le 21 novembre. Sa contenance est de 12.500 q. m.

Les baux des 5 anciens Kornhäuser étaient venus à expiration au mois de juin de cette année ; les négociations, en vue de leur achat par les sociétés, n'ayant pas abouti, une prolongation de bail jusqu'au 1^{er} juillet 1903 fut accordée par l'État.

Au cours de cette année, de nouvelles parts de société furent créées et le chiffre représentant la responsabilité des associés augmenté.

Une conférence entre les représentants des ministères des Chemins de fer, de l'Agriculture et des Finances, et ceux des sociétés fut appelée le 9 juin 1904 à régler la situation des magasins. L'administration des Chemins de fer qui, l'année précédente, s'était montrée disposée à céder les magasins, déclara ne pouvoir consentir à aliéner les terrains sur lesquels les magasins étaient élevés, les agrandissements à prévoir des gares voisines, pouvant en rendre l'utilisation nécessaire.

La seule solution possible était le renouvellement des baux ; ils le furent aux conditions suivantes :

Hoheneiche, bail de . . . 20 ans.

Zierenberg, bail de . . . 15 —

Hofgeismar, bail de . . . 10 —

Cassel, bail à durée indéterminée avec faculté réciproque de résiliation en prévenant un an à l'avance.

Le Kornhaus de Hanau seul fut acheté par la société.

A Hoheneiche, Zieremberg et Hofgeismar les machines furent cédées aux coopératives moyennant 50 0/0 de leur valeur initiale ; le loyer moyen s'élève à 4 1/2 0/0 des capitaux de fondation. Les fonds de renouvellement accumulés jusqu'au 30 juin 1904, devinrent la propriété des coopératives qui ont recouvré par suite toute leur indépendance.

*
* *

Le tableau de la page 64 donne les quantités de céréales sur lesquelles ont opéré les 7 Kornhäuser depuis leur fondation jusqu'au 31 décembre 1904.

En 1905 tous les magasins ont réalisé des bénéfices ; les chiffres suivants sont extraits du rapport annuel de l'Union de Hesse.

Cassel	bénéfices.	3.895	marks.
Fulda	—	7.115	—
Hofgeismar. . .	—	5.013	—
Hoheneiche. . .	—	596	—
Kirchhain . . .	—	4.277	—
Zieremberg. . .	—	4.132	—

Le rapport, tout en se déclarant satisfait du chiffre d'affaires et des bénéfices réalisés en 1905, affirme qu'ils pourraient être 5 fois plus élevés si beaucoup de cultivateurs ne se contentaient pas de profiter indirectement de l'existence du magasin en obligeant les marchands

à élever leurs prix. Il n'y aura progrès dans ce sens, que lorsque les sociétaires s'obligeront à livrer au Kornhaus une quantité donnée de céréales. C'est ce que venaient de faire les 116 membres de la coopérative de Hofgeismar, qui se sont volontairement engagés à livrer, sans conditions, leur récolte au magasin social. Ils reçoivent, au moment de la livraison, un prix déterminé, et, en fin d'année, les bénéfices réalisés, défalcation faite des frais généraux, sont répartis au prorata des livraisons.

*
* *

En 1906, dernière statistique publiée, le chiffre d'affaires total des Kornhäuser hessois est en augmentation de plus de 15.000 q. m. sur celui de 1903.

Les tableaux ci-dessous donnent le détail des quantités de céréales traitées par chaque magasin.

a) *Kauffrucht*.

	BLÉ Q.	SEIGLE Q.	AVOINE Q.	DIVERS Q.	TOTAUX Q.
Cassel.....	8.509	3.488	5.981	57	18.035
Fulda.....	12.621	4.972	7.821	1.378	26.792
Hofgeismar..	10 889	5.574	5.038	258	21.779
Hoheneiche	6.337	2.489	7.678	125	16.630
Kirchhain...	5.248	3.379	4.591	1.144	14.360
Zierernberg..	6.708	2.263	3.448	211	12.331
	50.313	22.167	34.278	3.471	109.929

b) *Lagerfrucht.*

	BLÉ Q.	SEIGLE Q.	AVOINE Q.	DIVERS Q.	TOTAUX Q.
Cassel	»	719	437	»	1.147
Fulda	700	318	260	»	1.278
Hofgeismar ..	696	540	725	12	1.974
Hoheneiche ..	580	700	740	86	2.106
Kirchlain ...	758	502	368	»	1.630
Zierernberg ..	65	280	87	»	433
	2.800	3.051	2.618	98	8.568

c) *Récapitulation de a) et b).*

	a) <i>Kauffrucht</i> Q.	b) <i>Lagerfrucht</i> Q.	TOTAUX Q.
Blé	50.313	2.800	53.113
Seigle	22.167	3.051	25.238
Avoine	34.278	2.618	36.896
Divers	3.471	98	3.269
	109.929	8.568	118.497

d) *Vente d'engrais et d'aliments pour le bétail.*

	Aliments pour bétail Q.	Engrais Q.	TOTAUX Q.
Cassel	4.938	3.987	8.925
Fulda	6.799	5.756	12.555
Hofgeismar	4.077	5.066	9.143
Hoheneiche	1.733	3.551	5.284
Kirchhain	4.447	3.615	8.062
Zierernberg	3.780	3.147	6.927
	25.775	25.123	50.898

III. — Les Kornhäuser de la province de Saxe.

La province de Saxe est une de celles qui produit le plus de céréales ; en ce qui concerne le blé, c'est une région exportatrice ; les récoltes d'avoine, d'orge et de seigle sont également considérables. Aussi la prospérité générale de l'agriculture dans cette province dépend-elle, en grande partie, des bénéfices que les cultivateurs réalisent sur la vente de leurs céréales, et ceux-ci ont traversé de véritables crises aux époques où les cours sont tombés très bas et s'y sont maintenus parfois pendant de longues périodes. Tout naturellement, les agriculteurs saxons ont songé à s'organiser en vue d'obtenir des prix rémunérateurs.

Vers 1850-1860, la question fut très sérieusement agitée et la construction de silos projetée. La corporation de Mansfeld donna l'exemple et fit creuser en terre des silos à parois revêtues de maçonnerie, dans lesquels étaient emmagasinées les céréales, les années de récoltes abondantes. Quand, par la suite, une récolte déficitaire venait à faire hausser les cours, les blés ensilosés étaient vendus à prix coûtant aux classes ouvrières (1).

Vers la même époque, la Société centrale agricole de la province de Saxe organisa une grande conférence, au cours de laquelle, d'après les idées économiques en faveur à l'époque, fut préconisée la liberté absolue du commerce des céréales, la concurrence devant, disait-on, amener la fixation des prix des céréales, d'après la loi de l'offre et

(1) Dr Rabe. Halle s/Saale. 4^e Kornhaustag, 1906, p. 18.

de la demande, à un taux rémunérateur pour les agriculteurs.

Mais de 1860 à 1880, l'agriculture de la province traversa une période de grande prospérité, pendant laquelle le prix des produits agricoles monta sans cesse, et il ne fut plus question de l'organisation de la vente.

Ce n'est que vers 1880, à l'époque où, sur les marchés européens, se fait sentir l'effet de la concurrence étrangère, et plus particulièrement américaine, que la question redevint d'actualité. Le livre de von Grass Klanin sur les magasins à céréales aux Etats-Unis rouvrit la discussion sur l'influence légitime que doit avoir l'agriculteur sur la fixation des prix de ses produits. La Société centrale agricole de la province, réunie à Erfurt, examina l'opportunité de construire des magasins sur le modèle américain. L'assemblée fut d'avis qu'on ne pouvait engager les agriculteurs dans cette voie tant que l'Etat, par ses traités de commerce, ne se montrerait pas plus favorable à leur égard, et que d'ailleurs, des constructions aussi coûteuses seraient tout à fait inutiles, si préalablement, une protection suffisante contre la concurrence étrangère n'était accordée à l'agriculture.

Le vote de la loi de 1896 et l'institution du Kornhausfonds vinrent modifier cette façon de voir. La province de Saxe, grâce à l'initiative de feu M. de Mendel, fut la première dotée d'un magasin d'Etat destiné à la vente coopérative des céréales. Ce fut le Kornhaus de *Halle sur la Saale* ouvert en octobre 1897. Deux ans plus tard, octobre 1899, un second magasin, construit sur le Kornhausfonds, était érigé à *Nordhausen*. Enfin, l'Etat a élevé un troisième magasin, de petites dimensions, à *Worbis*.

Les frais de construction et la contenance de ces magasins sont les suivants :

	Frais de construction	Contenance
Halle s. Saale..	323.000 marks	60.000 q. m.
Nordhausen....	173.000	18.000
Worbis.....	22.000	3.000
Total.....	<u>518.000</u>	

Le Kornhaus de Halle sur la Saale a été rendu à l'Etat en 1904 ; la société qui l'exploitait fonctionne actuellement dans un Kornhaus de plus petites dimensions, 33.000 quintaux.

Le magasin de Nordhausen, au contraire, a été acheté à l'Etat par sa société.

Enfin, deux coopératives de vente ont élevé avec leurs propres ressources, deux magasins à *Beetzendorf* (contenance : 14.000 qx) et *Torgau* (17.500 qx).

*
* *

Voici d'après quels principes sont gérés ces cinq magasins. Il n'existe pas ici de centralisation de la vente comme en Hesse ou en Poméranie ; chaque magasin opère pour son compte, mais les méthodes sont à peu près les mêmes. Les sociétés sont toutes à responsabilité limitée ; les parts sont proportionnelles soit à l'étendue de la propriété foncière de chaque membre, soit seulement à celle des terres labourables.

A la tête de chaque magasin, se trouve un gérant chargé de la vente, auquel est parfois adjoint un cultivateur ; les sociétés achètent, en général, ferme les céréales qu'elles

revendent à leurs risques et périls. L'obligation de livrer n'est pas imposée aux sociétaires. Les grains emmagasinés peuvent être warrantés, mais ce warrantage est peu employé.

Tous les magasins vendent des engrais et des aliments pour le bétail à leurs membres. Les chiffres d'affaires ont augmenté d'année en année et ont atteint en 1903 :

Halle sur la Saale.	3.084.000 marks.
Nordhausen	1.947.000 —
Worbis	363.000 —
Beetzendorf	1.293.000 —
Torgau	1.600.000 —
Total	8.291.000 —

En tenant compte de la valeur des engrais vendus, on arrive à un total de 11 millions $1/4$ de marks pour l'ensemble des cinq Kornhäuser.

Les bénéfices réalisés en 1903 ont été :

Halle.	14.039 marks.
Nordhausen.	20.346 —
Worbis.	76 —
Beetzendorf.	13.730 —
Total.	50.211 —

Par contre, Torgau a eu un déficit de 2.387 marks, ce qui réduit le bénéfice d'ensemble à 47.824 marks.

Les 5 Kornhäuser ont depuis leur fondation constitué des fonds de réserve dont le total s'élève à 77.238 marks (1).

(1) Dr Rabe. 4^e Kornhaustag, 1906, p. 20.

Le Kornhaus de Halle sur la Saale. — Le Kornhaus de Halle sur la Saale est devenu légendaire dans le monde agricole allemand, tant à cause des espérances exagérées qu'avait fait naître son établissement, qu'en raison des innombrables railleries dont son insuccès financier a été l'objet de la part des adversaires des Kornhäuser, c'est-à-dire des commerçants en grains.

A la fin de 1896, 60 grands propriétaires de la province fondaient à Halle une coopérative de vente de céréales. La société sollicita de l'Etat la construction d'un magasin qui devait être le plus grand de tous ceux élevés en Allemagne. Nous avons dit sa contenance, 60.000 quintaux, et son prix de revient, 323.000 marks. Il se composait :

1° D'un grand bâtiment à quatre étages de 40 mètres de façade sur 20 mètres de côté, et 20 mètres de hauteur totale ; contenance, 40.000 quintaux ;

2° De huit silos cylindriques, en bois, de 23 mètres de hauteur et 5 mètres de diamètre ; contenance, 2.500 quintaux ; soit en tout, 20.000 quintaux (1).

La manipulation des grains à l'intérieur du magasin et des silos, et leur passage de l'un aux autres, étaient assurés par une machinerie très complète. Deux moteurs à gaz et une dynamo réduisaient la main-d'œuvre au minimum.

Les parts de société, de 5 marks seulement, représentaient une responsabilité vingt fois supérieure, soit 100 marks. Chaque sociétaire était tenu de prendre au-

(1) Voir une gravure représentant le magasin de Halle s. la Saale dans : Maier Bode et Neumann : *Die Getreideverkaufsgenossenschaften*. Stuttgart, 1902, p. 71.

tant de parts qu'il possédait de fois 10 hectares de terres labourables, le maximum des parts pour un même membre étant de 100.

Le nombre des sociétaires était monté à 120 au moment où le Kornhaus commença ses opérations, octobre 1897 ; il atteignit 261 à la fin du premier exercice, 1897-1898, avec 3.671 parts représentant une responsabilité de 367.100 marks. En 1899, la société compte 405 membres ; en 1900, 418.

Le magasin opérait avec les cultivateurs de trois manières différentes :

1° Il vendait à la commission les grains déposés par les cultivateurs, chaque dépôt étant logé dans un compartiment séparé. Les frais de magasinage étaient relativement élevés : 30 pfennig par mois et par tonne.

2° Il vendait, également à la commission, les grains déposés dans le silo commun, chaque dépôt ayant perdu son individualité, procédé moins onéreux et qui n'engage pas le cultivateur pour éviter les frais, à précipiter la vente. Par contre, celui-ci peut être tenté de spéculer et court ainsi le risque de subir des pertes.

En fait, ces deux méthodes étaient peu employées.

Le mode normal d'opération était l'achat ferme par le Kornhaus au cours du jour, contre paiement comptant, procédé qui n'a rien de coopératif. Il n'était même pas retenu, comme cela a lieu dans beaucoup de sociétés, un tant pour cent destiné à couvrir les frais du magasin. La société, pour s'attirer une clientèle, offrait les plus hauts prix possibles.

On conçoit à quels dangers expose une pareille méthode, et on prévoit qu'elle doit aboutir aux surprises inséparables de toute opération commerciale.

La première année la société traite 68.350 q. m. valant 1.225.090 marks, et réalise un bénéfice de 7.733 marks.

En 1898-1899, les opérations portent sur 120.000 q. m., mais le bilan se solde par un déficit de 55.718 marks, que l'administration du Kornhaus attribue aux prix d'achat trop élevés, consentis aux producteurs. Ceux-ci avaient d'ailleurs réalisé de tels bénéfices, grâce au Kornhaus, qu'ils décidèrent de couvrir le déficit en payant chacun 171 marks par part.

Il faut remarquer que cette année, 1898-1899, avait été celle du trop fameux corner Leiter qui, sur tous les marchés du monde, fit monter les cours d'une façon si considérable. Les statuts du Kornhaus l'avaient obligé à acheter au cours du jour toutes les céréales qu'on lui apportait ; lorsque arriva le krach, le magasin regorgeait de céréales qui durent être écoulées à perte.

En 1899-1900, 126.500 q. m. de céréales sont traitées par le magasin ; les fourrages et engrais portent à 170.375 q. m. le chiffre des opérations, représentant une valeur de 2.407.366 marks. Le bénéfice réalisé fut de 3.410 marks.

En 1900-1901. (4^e exercice), les opérations portent sur 261.852 q. m. d'une valeur de 3.535.260 marks. Les céréales entrent dans ces chiffres pour 161.500 quintaux. Les bénéfices atteignent 4.315 marks.

Malheureusement les bilans des trois années suivantes se soldèrent par de gros déficits, ainsi que le montre le tableau suivant :

ANNÉES	BÉNÉFICES	PERTES
1897-1898	7.733 marks	»
1898-1899	» —	55.718 marks
1899-1900	3.210 —	» —
1900-1901	4.315 —	» —
1901-1902	» —	86.440 —
1902-1903	» —	29.486 —
1903-1904	» —	52.625 —
	15.158 marks	224.239 marks
		15.158 —
		209.081 marks

En sept années, le Kornhaus de Halle a donc eu un déficit total de plus de 200.000 marks.

A quelles causes faut-il attribuer cet insuccès financier, dont les adversaires des magasins à céréales ont si bruyamment triomphé ?

L'historien de la coopérative de Halle en a fourni les explications suivantes (1) :

Il faut, tout d'abord, remarquer que le Kornhaus de Halle, ouvert en 1897, fut l'un des tout premiers construits en Allemagne, et fut le seul à recevoir des proportions aussi considérables.

La société n'a pu, par suite, profiter d'aucune expérience antérieure quant à son fonctionnement, l'aménagement des locaux, la conduite des opérations commerciales, la création d'un courant d'affaires. Il n'est donc pas étonnant que des fautes aient été commises, que la

(1) Dr Rabe. 4^e Kornhaustag, 1906, p. 21.

société ait dû faire des écoles. La faute initiale fut les énormes dimensions (60.000 q. m.) données au magasin, sous prétexte que le Kornhaus devait fonctionner dans une région extrêmement riche en céréales. Les opérations se trouvèrent, par suite, dès le début, grevées de frais d'intérêts et d'amortissement considérables.

Les machines, très dispendieuses, étaient mal comprises, puisque, pour manipuler 50 kilos de grains, il fallait actionner tous les moteurs.

La circonscription de la Société était également trop étendue, comprenant tout l'arrondissement de Merseburg et certains sociétaires habitant même Erfurt. Dès sa fondation, la société ne s'occupa pas de la vente des engrais et des articles nécessaires à la culture ; or, l'expérience a prouvé qu'il était indispensable pour une coopérative de vente de céréales d'assumer ces fonctions accessoires, car, si elle ne le fait pas, les cultivateurs sont obligés, pour se procurer des engrais et les aliments pour le bétail, de s'adresser à des marchands qui font habituellement le commerce des grains, et qui, par le crédit qu'ils font aux cultivateurs, les tiennent sous leur dépendance. D'ailleurs, les bénéfices qu'une coopérative réalise sur la vente de ces articles, viennent en défalcation de ses frais généraux.

Les parts de la Société de Halle étaient au début, beaucoup trop petites, 5 marks. Aussi, le fonds de roulement était tout à fait disproportionné au chiffre d'affaires qui atteignait 4 et 5 millions. La société dut, par suite, contracter des emprunts dont les intérêts s'élevèrent une année jusqu'à 40.000 marks.

La direction commerciale laissa aussi à désirer ; les énormes quantités de céréales emmagasinées donnèrent

lieu à des pertes, par suite de mauvaise conservation du grain.

Cependant, malgré toutes ces erreurs, la société avait réalisé le but qu'elle s'était proposé : le relèvement des prix payés aux producteurs. Ceux-ci avaient si bien reconnu les services rendus par le Kornhaus, qu'en 1903, ils décidèrent d'augmenter le capital social en portant les parts à 100 marks, et instituèrent l'obligation de livrer au magasin un minimum de 3 tonnes de céréales et de lui acheter 2 tonnes d'engrais et d'aliments pour le bétail. On résolut d'entamer avec l'Etat des négociations pour obtenir le renouvellement du bail à des conditions moins onéreuses, mais l'Etat ne voulut pas diminuer son prix de location. D'autre part, le Kornhaus construit sur un terrain appartenant à l'administration des chemins de fer ne pouvait être acheté par la société.

C'est ainsi, qu'en 1904, après 7 années d'exploitation, la société a dû renoncer à utiliser le Kornhaus de l'Etat, et le lui a rendu. Après être restés 2 années sans emploi, les silos ont été vendus et le magasin aménagé pour le service de la gare.

Mais la société n'en a pas moins continué la vente coopérative des céréales. Sans doute, le nombre des membres a diminué depuis que l'obligation de livrer a été instituée, mais tous ceux qui demeuraient dans le voisinage de Halle sont restés fidèles à la Société. Elle loua un magasin dont le loyer n'était que de 4,000 marks (au lieu de 20.000 qu'elle payait à l'Etat). Elle expédia, autant que possible, les céréales directement de chez les producteurs aux acheteurs, et son chiffre d'affaires a peu baissé, malgré le plus petit nombre de sociétaires. La nouvelle société a réalisé la première année, 1904-1905,

16.000 marks de bénéfices, et 20.000 marks la seconde année 1905-1906. Son avenir était assuré, quand des circonstances particulières l'amènèrent à modifier son organisation.

Il existait à Halle deux autres sociétés, l'une la *Bauernverein* qui s'occupait déjà de la vente des céréales, et l'autre, la Société centrale d'achat d'articles agricoles, qui voulut entreprendre cette vente, chaque société ayant son propre magasin. On décida de fusionner les 3 magasins. Les parts de la société de Kornhaus furent reprises par la Société centrale qui leur assura un intérêt de $4\frac{1}{2}\%$. Sur cet intérêt, $3\frac{1}{2}\%$ seulement sont versés aux sociétaires, 1% étant mis en réserve pour amortir les 200.000 marks de déficit de l'ancienne société.

La Société centrale dispose de grands capitaux. Elle a acheté, moyennant 300.000 marks, un terrain sur le port où elle a fait construire un magasin qui servira à la fois pour la vente des céréales et celle des engrais et autres articles agricoles.

Malgré l'échec financier du Kornhaus de Halle, la vente coopérative des céréales dans la province de Saxe est donc en pleine activité. La Société centrale, forte de l'expérience du passé et de la confiance des cultivateurs saxons, envisage l'avenir avec assurance.

*
* *

Le Kornhaus de Nordhausen. — Fondé en octobre 1899, ce Kornhaus présente cette heureuse particularité d'avoir clos tous ses bilans annuels par des bénéfices appréciables, ainsi que le montre le tableau suivant :

ANNÉES	BÉNÉFICES	
1899-1900	2.356 marks	6 mois seulement.
1900-1901	4.445 —	
1901-1902	6.847 —	
1902-1903	8.432 —	
1903-1904	12.668 —	
1904-1905	20.346 —	
1905-1906	22.287 — (1)	

Les chiffres ci-dessous donnent une idée de l'importance des affaires de ce magasin.

ANNÉES	ARTICLES AGRICOLES	CÉRÉALES	
	Q.	Q.	
1899-1900	14.489	19.387	Six mois seulement. Valant 695.099 m.
1900-1901	34.922	44.913	
1902-1903	55.500	62.405	
1903-1904	51.792	71.081	

Le Kornhaus est devenu le régulateur des cours des céréales dans sa circonscription ; il a obligé les marchands à élever les prix qu'ils offrent au cultivateur au niveau des siens.

En 1905, la Société a acheté le Kornhaus à l'État moyennant 120.000 marks.

(1) Dr Pietsch. Halle. *Deutsche landwirthschaftliche Genossenschaftspresse*. 15 août 1906

Le Kornhaus de Beetzendorf. — Construit en 1878, sans l'aide financière de l'État, ce Kornhaus a fait les bénéfices et pertes suivantes (1) :

ANNÉES	BÉNÉFICES	PERTES
1900-1901	»	4.871 marks
1901-1902	»	46.882 —
1902-1903	40.250 marks	» —
1903-1904	9.403 —	» —
1904-1905	3.526 —	» —
1905-1906	3.500 —	» —
	26.679 marks	21.753 marks

Il a opéré en 1899 sur 55.022 q. m. valant 438.832 marks,
— en 1901 sur 60.797 q. m. — 668.269 —

Les déficits des premières années ont été attribués par la Kornhauscommission à l'exagération des prix d'achat des céréales, et à l'insuffisance des bénéfices prélevés sur la vente des articles agricoles.

*
* *

Le Kornhaus de Torgau. — Construit en 1902 avec les seules ressources de cultivateurs qui réunirent entre eux 80.000 marks, ce magasin a obtenu, jusqu'ici, de moins bons résultats. Son premier exercice se serait soldé par un déficit de 3.503 marks, et, en 1906, la Kornhauscommission le signale comme ayant éprouvé en 1905 une perte de 2.387 marks.

(1) Dr Pietsch. Halle s. Saale. *Deutsche landw. Genossenschafts, presse.* 13 août 1906.

IV. — Les Kornhäuser des duchés de Saxe-Altenburg et de Saxe-Meiningen.

Il existe dans les deux Duchés Saxons, cinq organisations pour la vente coopérative des céréales qui toutes possèdent un Kornhaus ; trois de ces magasins sont actuellement gérés par la Caisse centrale de crédit agricole Raiffeisen, filiale d'Erfurt ; ce sont les Kornhäuser d'*Erfurt*, de *Grimmenthal* et d'*Apolda* ; les deux autres sont administrés par des sociétés spéciales, à savoir ceux de *Lehndorf* et de *Dobitschen*.

Tous ces magasins ont été construits sans le concours financier de l'Etat ; les sociétés d'Erfurt et de Grimmenthal ont fait appel à la Caisse centrale de crédit Raiffeisen, tandis que les membres des sociétés de Lehndorf et de Dobitschen ont réuni entre eux les capitaux nécessaires à la construction des magasins.

*
* *

Le Kornhaus d'Erfurt. — En 1898, se fondait à Erfurt la Société coopérative thuringienne de Kornhaus (*Thüringer Kornhausgenossenschaft*). Dès le début, le nombre des sociétaires fut très insuffisant ce qui obligea à admettre les non sociétaires à faire des affaires avec le magasin. De plus, l'obligation de livrer ne fut pas adoptée. La concurrence des commerçants d'Erfurt et des environs fut particulièrement acharnée, surtout en ce qui concernait l'orge. La Société eut en fin de son premier exercice, un déficit de 8.296 marks. Les marchands de grains avaient boycotté le magasin, si bien que 11.500 quintaux de céréales ne trouvèrent pas acheteur. Ce n'est qu'après

de longs efforts que la Société parvint à se créer une clientèle, et, en 1902 seulement, elle réalisa un bénéfice appréciable, 3.000 marks.

Outre le blé, le magasin vend des pommes de terre, l'orge, le seigle, l'avoine, la paille, etc.

Voici quel a été le mouvement global d'affaires depuis la fondation :

EXERCICES	QUANTITÉS Q.	VALEUR M.	
1898-1899 ...	44.400	,	Déficit de 8.296 m.
1899-1900 ...	39.340	,	Gain de 82 m.
1900.....	57.466	944.603	
1901.....	42.778	682.326	
1902.....	54.080	770.417	Bénéfice de 3.000 m.
1903.....	61.733	766.280	
1904.....	123.282	1.425.170	
1905.....	152.706	1.902.547	
1906.....	157.669	2.066.190	

Dès 1901, on constatait que le Kornhaus avait eu une influence très marquée sur l'élévation des prix payés aux agriculteurs. Alors que les marchands avaient intérêt à acheter à aussi bas prix que possible, le Kornhaus avait réglé ses prix d'achat sur ceux de vente, compte tenu des frais de magasinage et de nettoyage, et d'un léger bénéfice destiné à couvrir les frais généraux de l'exploitation. Les appareils de nettoyage perfectionnés que possédait le magasin permettaient de faire des livraisons parfaites comme propreté et homogénéité, qui réalisaient des prix élevés. Ceux-ci bénéficiaient surtout aux petits

et moyens propriétaires, car, quelle que fût l'importance des livraisons, la société payait des prix égaux pour des qualités égales (1).

De 1903 à 1904, le chiffre d'affaires de la société avait doublé ; cette énorme augmentation amena la dissolution de la société. En effet, malgré tous les efforts faits, on n'était pas parvenu à augmenter le nombre des membres au delà de 20 à 30 ; le capital-parts et le chiffre représentant la responsabilité des sociétaires étaient restés très faibles, et étaient devenus tout à fait insuffisants étant donné le chiffre d'affaires croissant de la société.

Le 18 janvier 1905, la Thuringer Genossenschaft fut dissoute, et le Kornhaus pris en compte par la filiale d'Erfurt de la Caisse centrale Raiffeisen. Sous la nouvelle administration, le Kornhaus d'Erfurt a continué à augmenter notablement son chiffre d'affaires qui, en 1906, a dépassé deux millions de marks. L'exercice se serait cependant clos sur un léger déficit, tandis que celui de 1905 avait donné un bénéfice assez important.

*
* *

Le Kornhaus de Grimmenthal. — Situé dans le Duché de Saxe Meiningen, ce magasin n'arrive pas à réaliser des bénéfices pour une raison très particulière : lors de sa fondation, en 1897, l'emplacement de Grimmenthal fut choisi parce qu'on ne trouva pas à Meiningen même, un terrain convenablement situé près de la voie ferrée. Les fondateurs espéraient que les cultivateurs viendraient à Grimmenthal livrer leurs grains au Kornhaus. C'était ou-

(1) Kornhaus-Kommission. *Wirtschaftliche und finanzielle. Elfolge*, p. 11.

blier la puissance des habitudes chez les paysans qui continuent à fréquenter les marchés sur lesquels leurs ancêtres ont eux-mêmes vendu leurs produits.

Dès le début, les cultivateurs s'abstiennent ; les deux premiers exercices se soldèrent en perte :

1898-1899	9.939	marks	de déficit
1899-1900	8.500	—	—

La contenance du magasin est de 6.000 quintaux.

Les chiffres d'affaires de 1900 à 1906 montrent le peu d'activité de ce Kornhaus.

ANNÉES	QUANTITÉS Q.	VALEUR M.
1900.....	10.515	465.198
1901.....	41.840	495.458
1902.....	45.086	243.009
1903.....	14.564	217.838
1904.....	10.585	457.427
1905.....	5 842	400.824
1906.....	3.610	74 580

Au bout d'un petit nombre d'années, la société se vit obligée de vendre le magasin à la filiale d'Erfurt de la Caisse centrale Raiffeisen, qui en assuma la gestion sans parvenir à relever le chiffre d'affaires.

Grimmenthal est si peu une localité convenable pour le fonctionnement d'un Kornhaus, que la plus grande partie des céréales qui y arrivent n'est pas amenée par voitures, mais par chemins de fer, de localités éloignées, ce qui grève le blé, dès l'achat, de frais de transports impor-

tanté. On n'arrive pas à se procurer les 20 ou 22.000 quintaux nécessaires pour couvrir les frais généraux. De plus, tandis qu'à Dobitschen et à Lehndorf, il suffit d'un seul gestionnaire, il faut deux employés à Grimmenthal et à Apolda, parce que, pour alimenter ces deux magasins, il est nécessaire de visiter régulièrement les cultivateurs, tant pour l'achat des céréales que pour la vente des engrais et aliments pour le bétail.

L'exercice de 1906 s'est clos par un déficit.

*
* *

Le Lager d'Apolda. — Fondé en mars 1901, par l'initiative de la Sous Union d'Apolda des Caisses de crédit, ce magasin est administré par la filiale d'Erfurt de la Caisse centrale Raiffeisen. On loua le propre magasin d'un marchand de grains d'Apolda qui fut préposé à sa gestion.

Dès la seconde année, le chiffre d'affaires doubla et quadrupla presque l'année suivante, ce qui indique suffisamment l'excellence du choix de la localité pour l'établissement d'un magasin. Le terrain aux environs d'Apolda est extrêmement fertile et produit beaucoup de céréales, en particulier de blé. Les engrais artificiels et les aliments pour le bétail sont très demandés.

L'exercice de 1905 a cependant été moins favorable que les précédents à cause de la récolte déficitaire de l'année, et aussi peut-être, parce que le gérant a dû être changé peu de temps avant l'ouverture de la campagne. L'année 1906 a vu également se produire un léger déficit. L'activité du magasin va cependant sans cesse en croissant, ainsi que le montrent les chiffres ci-dessous.

Chiffres d'affaires depuis la fondation :

ANNÉES	CÉRÉALES		ENGRAIS - ALIMENTS	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
	Q.	M.	Q.	M.
1901.....	8.804	148.817	»	»
1902.....	18.163	293.850	8.672	113.807
1903.....	31.601	390.022	10.629	144.303
1904.....	31.662	439.022	12.334	170.911
1905.....	20.909	262.892	8.744	132.937
1906.....	24.373	374.721	11.112	145.611

Les opérations du magasin d'Apolda portent pour plus des 2/3 sur le blé.

*
* *

Le Lager de Geisa. — Depuis le 1^{er} octobre 1905, la filiale d'Erfurt a ouvert à Geisa un quatrième magasin, qui dans les trois premiers mois de son fonctionnement a opéré sur 1.794 quintaux.

*
* *

Le Kornhaus de Lehndorf. — La Société coopérative de Lehndorf fit commencer en 1897 la construction d'un Kornhaus qui ne fonctionna qu'à partir de 1900. Les fonds furent fournis par les seuls sociétaires.

Les parts sont de 60 marks avec responsabilité décuple. La responsabilité totale est de 214.000 marks. La valeur du magasin, y compris le logement pour le gérant, est de 82.000 marks.

Les chiffres d'affaires depuis la fondation ont été les suivants :

ANNÉES	CÉRÉALES		ENGRAIS - ALIMENTS	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
	Q.	M.	Q.	M.
1901.....	16.500	256.021	»	»
1902.....	18.778	293.027	10.945	121.376
1903.....	29.457	433.094	12.436	135.519
1904.....	29.074	443.935	46.758	184.109
1905.....	24.148	400.057	17.758	202.628
1906.....	23.311	406.198	17.146	204.144

Le blé entre pour plus des 2/3 dans les opérations du magasin ; puis viennent par ordre d'importance, le seigle, l'orge, l'avoine.

Ce magasin a constamment réalisé des bénéfices :

En 1902-1903 . . .	3.967	marks.
1903-1904 . . .	8.095	—
1904-1905 . . .	8 951	—
1905-1906 . . .	9.788	—
1906-1907 . . .	11.430	—

La répartition des bénéfices en fin d'année est ainsi faite : 4 0/0 aux parts ; une partie est affectée aux fonds de réserve ; exceptionnellement, une certaine somme est versée aux sociétaires à titre de ristourne. Au 30 juin 1907, le fonds de réserve de la société s'élevait à 10.679 marks, le fonds de roulement à 22.970 marks.

Sur les 96.639 marks montant des frais d'établissement, 26.222 marks avaient été remboursés. La société comptait 87 membres.

Le Kornhaus de Dobitschen. — La Société coopérative de Dobitschen, fondée en 1897, comprenait 58 membres avec 321 parts à 10 marks soit 3.210 marks de capital représentant une responsabilité de 180.000 marks. Elle fit construire un Kornhaus qui coûta 58.000 marks couverts par une souscription entre les sociétaires, qui s'éleva à 61.000 marks.

Les chiffres d'affaires ont été les suivants :

ANNÉES	CÉRÉALES		ENGRAIS - ALIMENTS	
	Quantités Q.	Valeur M.	Quantités Q.	Valeur M.
1900.....	23.042	340.581	»	»
1901.....	20.308	330.785	»	»
1902.....	24.015	384.061	22.601	198.347
1903.....	31.846	476.430	29.314	234.481
1904.....	32.233	503.643	32.094	291.374
1905.....	26.351	442.035	32.077	296.676
1906.....	26.149	454.252	33.028	288.196

Tous les exercices de ce magasin se sont réglés par des bénéfices très sérieux :

ANNÉES	Marks	ANNÉES	Marks
1897-1898.....	9.952	1902-1903.....	8.998
1898-1899.....	273	1903-1904.....	13.694
1899-1900.....	522	1904-1905.....	19.322
1900-1901.....	5.924	1905-1906.....	11.496
1901-1902.....	6.241	1906-1907.....	17.982

Les succès financiers ininterrompus de ce magasin

ont été attribués par le distingué Directeur de l'Union des caisses rurales de la Thuringe (1), à ce fait que l'administration évite avec le plus grand soin tous les frais inutiles : c'est ainsi que la circonscription où opère le magasin est limitée par un cercle de 30 kilomètres de rayon, ce qui permet aux sociétaires d'amener eux-mêmes leurs céréales au magasin par voitures. La contenance du Kornhaus (entre 6.000 et 7.500 quintaux), a été calculée de façon telle, que le chiffre d'affaires annuel corresponde à 2 ou 3 fois cette contenance.

La société ne fait d'affaires qu'avec ses membres, qui sont tenus de livrer toute leur récolte, sauf les semences et les quantités qu'ils utilisent pour leurs besoins personnels.

Les ventes ont lieu par l'intermédiaire de la Caisse centrale de crédit d'Erfurt. Les prix d'achat sont fixés chaque semaine d'après les renseignements obtenus sur les cours du commerce. Toutes les marchandises livrées au cours d'une semaine sont payées le mardi de la semaine suivante. Les blés, les orges, les seigles sont classés d'après quatre types différents, et ce classement donne toute satisfaction aux cultivateurs. Toutes les ventes sont faites livrables au Kornhaus. Le chiffre des membres est monté de 58 à 75 avec un capital parts de 4.050 marks, représentant une responsabilité de 196.000 marks.

Les sociétaires ont mis 170.000 marks dans la société, et ces capitaux, ainsi que les parts, ont toujours reçu une rétribution de 4 0/0. Les bénéfices sont employés au paiement des intérêts et à l'augmentation du fonds de réserve. En 1905, les gros bénéfices réalisés, 19.300 marks,

(1) *M. Klattenhoff*. (Erfurt). 4^e Kornhaustag, 1906, p. 15.

ont permis de distribuer aux associés 13.548 marks, au prorata de leurs ventes de blé et de leurs achats d'engrais.

Au 30 juin 1907, après 10 années d'exercice, la Société avait un fonds de réserve de 41.494 marks et un fonds de roulement de 21.747, soit au total 33.241 marks.

Sur les 122.605 marks représentant les capitaux d'établissement, 25.288 marks avaient été remboursés.

Une maison a été construite pour le gérant et la lumière électrique installée dans le magasin.

Enfin, une boulangerie coopérative a été adjointe au Kornhaus. Du 1^{er} juillet 1906 au 30 juin 1907, cette boulangerie a fourni 1813 quintaux de pain, au prix moyen de 12 centimes 33 la livre. Le bénéfice net de cette fabrication a été de 3.378 marks 70.

*
* *

Si, pour se former une idée d'ensemble sur le développement de la vente coopérative des céréales dans les deux duchés de Saxe Altenburg et de Saxe Meinengen, on totalise les chiffres représentant la valeur des céréales vendues par les six magasins au cours de ces trois dernières années, on obtient le tableau suivant :

	1904	1905	1906
Erfurt	1 425.170 marks	1.902.547 marks	2.066.190 marks
Grimmenthal ..	157.427 —	100.824 —	74.580 —
Apolda	439.022 —	262.892 —	374.721 —
Geisa	» —	» —	23.051 —
Lehndorf	443.935 —	400.057 —	406 198 —
Dobitchen	503.643 —	442.035 —	454 252 —
TOTAUX...	2.969.498 marks	3.408.357 marks	3.398.995 marks

Ces chiffres sont éloquents ; ils montrent la progression de la vente coopérative des céréales dans les duchés et prouvent quels résultats peuvent atteindre des cultivateurs intelligemment organisés.

V. — Les Kornhäuser de la Westphalie.

En Westphalie également, la vente coopérative des céréales a pris une grande extension. Outre les 3 Kornhäuser construits par l'Etat : *Soest*, *Eissen*, *Munster*, il existe de nombreuses sociétés d'achat et de vente de produits agricoles.

Le Kornhaus de Soest.— En décembre 1907, fut fondée à Soest, la Société westphalienne pour la vente des céréales, société enregistrée à responsabilité limitée. Elle comprenait 120 cultivateurs pour la plupart petits et moyens propriétaires. L'Etat construisit un Kornhaus qui coûta 190.000 marks. Les parts sociales de 10 marks représentent une responsabilité de 50 marks. Le directeur du Kornhaus, M. de Koeppen, est un des plus fermes partisans de l'obligation de livrer ; il l'a instituée à Soest. Les grains sont achetés au cours du jour contre paiement comptant. Le magasin s'occupe également de la vente des engrais et des articles nécessaires à la culture.

Le Kornhaus commença à fonctionner en janvier 1899, la société comptant alors 209 membres avec 450 parts. Le chiffre d'affaires et les bénéfices réalisés dans les premiers exercices furent les suivants (1) :

(1) Dr Grabein. *Op. cit.*, p. 69.

ANNÉES	CÉRÉALES VENDUES	BÉNÉFICES
1898-1899	42.493 quintaux	12.022 marks
1899-1900	60.000 —	12.745 —
1900-1901	80.000 —	11.347 —
1901-1902	71.000 —	6.478 —
1902-1903	» —	9.036 —

Cette série ininterrompue de bilans se réglant par des bénéfices, doit être attribuée à la prudence qui règle la fixation des prix d'achat des grains.

A l'expiration du premier bail, la Société a reloué son Kornhaus à l'État pour une seconde période de 10 ans.

La Société de Soest a des filiales à Lippstadt et à Eissen (Waldeck). Dans cette dernière localité l'Etat a construit un petit Kornhaus qui a coûté 65.000 marks.

Le Kornhaus de Dortmund. — En août 1897, s'était fondée à Dortmund la Société westphalienne d'achat et de vente de céréales qui fit construire 4 magasins à Dortmund, Minden, Munster et Bochum. Celui de Dortmund, admirablement situé au point de vue des communications, auprès d'une ligne de chemin de fer et sur le canal de l'Elbe, était un immense bâtiment à 6 étages qui avait coûté 150.000 marks, dont 120.000 prêtés par la ville moyennant 4 0/0 d'intérêts et 2 0/0 d'amortissement.

Ses planchers pouvaient recevoir 16.750 quintaux, et ses 8 silos, 8.250 quintaux. Une machinerie très complète comportait en particulier un elevator permettant le déchargement direct des bateaux.

Le mouvement d'affaires des 2 premières années fut important ;

1899-1900 — 601.260 q. m.

1900-1901 — 668.439 —

La Société, qui avait débuté avec 12 membres, en comptait en 1902, 650 avec 731 parts représentant une responsabilité de 731.000 marks.

Malheureusement, elle éprouva ultérieurement de grandes difficultés à écouler ses grains et, en novembre 1903, sa dissolution fut décidée. Le Kornhaus de Munster, qui était un des rares pour lesquels l'Etat avait simplement prêté les fonds de construction, fut également fermé.

VI. — Les Kornhäuser de la Posnanie.

L'Union des associations Raiffeisen de Posnanie a construit à Posen le « Magasin Allemand », « *das deutsche Lagerhaus* », immense bâtiment d'une contenance de 3.500 tonnes. L'association a des filiales à Janowitz, Wreschen, Bromberg, Thorn et 7 ou 8 autres localités. En font partie 50 caisses Raiffeisen, 20 membres isolés et différentes corporations telles que la Banque provinciale et l'administration des « Colonies prussiennes de Posnanie », qui engage ses colons à s'adresser au Lagerhaus. Le capital social est de 150.000 marks. Les sociétaires se sont engagés à livrer 150.000 q. m. de céréales.

Le Kornhaus de Janowitz. — Ce magasin fut l'un des premiers construits par l'Etat prussien. Il commença

à fonctionner dès le mois de juillet 1897. C'est un bâtiment à 3 étages d'une contenance de 1.000 tonnes dont moitié en planchers, moitié en silos ; la machinerie permet de déplacer 150 q. m. à l'heure. Les wagons arrivent jusqu'au magasin et peuvent être déchargés directement. Le coût de construction a été de 85.000 marks. Dès les premières années, les chiffres d'affaires du magasin furent importants et des bénéfices furent réalisés :

ANNÉES	CÉRÉALES VENDUES	BÉNÉFICES
1897-1898	16.488 quintaux	2.060 marks
1898-1899	32.020 —	2.547 —
1899-1900	38.286 —	2.119 —
1900 1901	33.421 —	3.403 —

L'administration des colonies prussiennes, qui possède un assez grand nombre de parts de la société, lui achète une partie des céréales dont elle a besoin, assurant ainsi au Kornhaus un certain chiffre d'affaires.

Tout le grain vendu ne passe pas par le magasin. La société pratique la vente sur échantillon, moyennant une commission de 1 1/4 0/0, pour le compte des propriétaires dont la récolte est suffisante pour assurer le chargement d'un wagon complet. Cette vente est d'ailleurs peu employée.

Le rapport commercial pour 1898-1899 constate qu'un tiers des membres est constitué par des petits propriétaires et que le Kornhaus a acheté aux plus hauts cours du jour, défalcation faite des frais généraux qui s'élèvent à 3 marks par tonne.

Depuis la fondation du magasin, les prix dans la région se sont élevés à 3 marks au dessus des cours de Posen.

Un moulin coopératif est adjoint au magasin ; en 1898-1899, ce moulin a fait réaliser à la société un bénéfice brut de 14.548 marks, alors que la vente des céréales ne donnait que 2 364 marks et le nettoyage des grains 454 marks. Ces bénéfices ont couvert largement les frais généraux de la société et permis de payer un prix élevé pour les grains livrés au magasin.

D'autre part, le renchérissement du prix du bois dans la région ayant amené les cultivateurs à renoncer à la fabrication du pain à domicile, la société a fondé une Boulangerie coopérative qui pourvoit non seulement aux besoins locaux, mais fait d'importantes affaires avec des localités même assez éloignées.

En fin d'exercice 1900-1901, malgré les prix élevés auxquels avaient été payés les grains, la Société put distribuer aux associés à titre de ristournes 10.000 marks à raison de 3 marks par tonne. Des sommes importantes étaient en outre versées au fonds de réserve et d'amortissement.

De même, en 1902-1903, 9.837 marks furent distribués en ristournes et 4.302 marks inscrits au fonds de réserve.

En six années d'exploitation un tiers des frais de construction furent amortis ; une réserve de 19.393 marks constituée, et 25.000 marks avaient été distribués en ristournes (1).

A l'expiration de son bail avec l'Etat, la Société a acheté le Kornhaus.

(1) Dr Leonhard. *Op. cit.*, p. 100.

VII. — Les Kornhäuser des provinces de Prusse.

Le Kornhaus de Tilsit. (Prusse orientale.) — Au mois d'avril 1897, se fondait à Tilsit, sous le patronage de la Caisse locale de crédit Raiffeisen, une coopérative de vente de céréales, qui obtint de l'Etat la construction d'un Kornhaus, dont les frais d'établissement s'élevèrent à 168.000 marks. Le magasin comporte des planchers d'une contenance de 14.500 quintaux et 8 silos d'une capacité totale de 5.000 quintaux. Les opérations ne-commencèrent qu'en 1900. En 1900-1901, le chiffre d'affaires fut de 241.384 quintaux, dont 151.769 quintaux pour les céréales, le surplus se rapportant aux engrais, charbons, aliments pour le bétail, etc. Les bénéfices réalisés furent de 576 marks et les frais d'exploitation s'élevèrent à 17,2 pfennig par quintal.

La 2^e année 1901-1902, les opérations portèrent sur :

177.500	quintaux de céréales ;
30.000	— d'aliments pour le bétail ;
42.000	— d'engrais ;
20.000	— de semences.

Le bénéfice brut s'éleva à 60.000 marks, le bénéfice net à 800 marks seulement, en raison de l'élévation des frais généraux.

D'après le Dr Leonhard, ce magasin aurait eu, en 1903 et 1904, des déficits qui se seraient élevés au 30 juin 1904 à 19.892 marks.

Le rapport annuel de 1902-1903 fait remarquer que les prix payés aux cultivateurs de la région de Tilsit étaient

les plus élevés de toute la province et que, de ce fait, les producteurs avaient reçu plusieurs centaines de milliers de marks, ce qui expliquait le déficit du Kornhaus.

En 1903, la société a acheté le Kornhaus à l'Etat, ce qui constitue un témoignage suffisant de sa prospérité commerciale.

Le Lagerhaus de Königsberg. — A Königsberg existe depuis 1897 un grand Lagehaus, d'une contenance totale de 579,500 quintaux, qui comporte des planchers et des silos. Il est pourvu de tous les appareils nécessaires pour la manipulation, le mélange, le pesage et le nettoyage des grains. En une heure, 1.000 quintaux peuvent être emmagasinés et 1.500 quintaux expédiés. A l'intérieur du magasin, des compartiments de toutes dimensions peuvent être aménagés pour être loués aux marchands, aux cultivateurs ou aux Sociétés coopératives qui les utilisent comme elles l'entendent; mais l'expérience a prouvé que ce système n'est pas à recommander pour les coopératives; il est préférable que celles-ci possèdent un magasin en propre, qu'elles aménagent à leur convenance et dans lequel elles jouissent de leur pleine indépendance.

Le Kornhaus de Pelplin. (Prusse occidentale.) — La coopérative de Pelplin fut fondée en 1897 sous forme de société enregistrée à responsabilité limitée. Les parts sont de 5 marks, chaque part correspondant à une responsabilité décuple, et chaque membre étant tenu de souscrire autant de parts qu'il possède de fois 10 hectares de terres labourables, le maximum des parts pour un même membre étant de 10.

L'Etat construisit, sur un terrain mis gratuitement à la disposition de la Société par l'administration des chemins de fer, un Kornhaus qui coûta 197.000 marks. Le magasin comporte des planchers sur 3 étages, dont chacun est divisé en 6 compartiments de 20 tonnes de capacité, et 14 silos, dont 6 ont une contenance de 100 tonnes, et 8 une contenance de 20 tonnes. La contenance totale est de 1.360 tonnes.

Les sociétaires sont tenus de livrer la totalité de leur récolte au magasin ; seuls, les grands propriétaires peuvent ne livrer que 500 quintaux et sont autorisés à disposer du surplus.

La société reçoit des grains en simple dépôt ; l'emplacement pour 400 tonnes est loué 20 marks par mois. Elle fait des avances sur ces dépôts jusqu'à concurrence des 2/3 de leur valeur. L'argent nécessaire est fourni par la caisse de crédit de Pelplin. Il est fait un usage fréquent de ce warrantage.

Les prix, payés dès la livraison, sont fixés d'après les cours de la Bourse de Dantzig, diminués de 3 marks pour couvrir les frais généraux et le loyer à payer à l'Etat.

Dès 1901, on constatait que pour les grosses livraisons les prix payés étaient de 2 marks supérieurs à ceux payés antérieurement par les marchands, mais que les bénéfices étaient bien supérieurs pour les petits cultivateurs qui, n'ayant à vendre que des quantités inférieures à la contenance d'un wagon, subissaient autrefois de la part des marchands de fortes réductions.

L'amélioration des semences, grâce au Kornhaus, a été très sensible. Dès la 2^e année, il en a été vendu 137.768 quintaux.

La Société a constamment réalisé des bénéfices.

En 1898-1899....	2.080	marks.
1899-1900....	5.355	—
1900-1901....	6.091	—
1901-1902....	7.403	—

En 1905, la Société a renouvelé son bail avec l'État.

VIII. — Les Kornhäuser en Silésie.

Le Kornhaus de Neusalz sur l'Oder. — L'unique Kornhaus construit par l'État en Silésie est celui de *Neusalz sur l'Oder*. Sa contenance est de 1.000 tonnes et il a coûté 216.000 marks.

La Société coopérative de Neusalz, fondée en 1897, était une société à responsabilité limitée. Les parts étaient de 10 marks avec responsabilité de 100 marks, chaque membre étant titulaire d'autant de parts qu'il possédait de fois 100 hectares de terres, et le même membre ne pouvant posséder plus de 100 parts. Chaque membre était tenu de livrer au magasin un minimum de 1 tonne de céréales.

En 1901, les bénéfices furent de 3.665 marks; en 1902, de 356 marks seulement, par suite de l'élévation des frais généraux et des intérêts à payer à l'État.

Quoique ayant réalisé en 1904 un gain de 7.146 marks, la Société n'a pas renouvelé le bail avec l'État et le magasin a été acheté par des commerçants en céréales.

La situation actuelle des Kornhäuser en Prusse.

Après avoir examiné le fonctionnement des Kornhäuser dans les différentes provinces du royaume de Prusse, cherchons à établir la situation d'ensemble de ces magasins dans ces dernières années.

Le Kornhausfonds a servi, avons-nous dit, à construire 36 Kornhäuser.

Pour 5 de ces magasins, l'État avait simplement prêté les fonds aux sociétés qui construisirent elles-mêmes ; ce sont les magasins de Munster, Badbergen, Ostrach, Luisenhaim et le Kornhaus modèle de Berlin.

En juin 1906 (1), le premier bail avec l'État n'était pas encore achevé pour quatre sociétés à savoir : Worbis, Simmern, Fulda et Rastembourg ;

Six magasins avaient été achetés par les sociétés qui les exploitaient : Anklam, Stolp, Hanau, Nordhausen, Janowitz et Tilsit.

Neuf, ont été loués à nouveau par les sociétés coopératives, dont : Kolberg, Bettenhausen, Hofgeismar, Hohe-
neiche, Zieremberg, Pelplin et Soest.

Un a été vendu à des commerçants : Neusalz.

Trois étaient encore l'objet de négociations entre l'État et les sociétés.

Les conditions de vente et de location ont été satisfaisantes à la fois pour l'État et pour les coopératives.

Les six magasins vendus l'ont été à un prix représentant en moyenne 80 % du capital de fondation. Dans ce capital entrain, pour une part importante, la valeur des machines. Or, celles-ci, au cours des cinq et six années

(1) 4^e Kornhaustag, 1906, p. 52.

pendant lesquelles, elles avaient servi, avaient subi une dépréciation qui ne pouvait être évaluée à moins de 50 % ; certaines d'entre elles même, s'étaient révélées à l'expérience comme mal adaptées aux besoins du magasin. En consentant à payer 80 % du prix de revient, les sociétés ont prouvé que l'exploitation des magasins était rémunératrice pour les sociétaires.

Les neuf sociétés qui ont renouvelé leur bail avec l'État, ont acheté la machinerie pour un prix calculé d'après les 47 % de sa valeur primitive, et le loyer des bâtiments a été fixé à 4, 2 % du coût de construction, taux d'intérêt dont le fisc ne pouvait pas se plaindre.

Huit sociétés ont renoncé à poursuivre l'exploitation de leur magasin et l'ont remis à la disposition de l'État : ce sont sept magasins poméraniens et le Kornhaus de Halle sur la Saale.

A quelles causes faut-il attribuer cet abandon des Kornhäuser de l'État ? Les raisons suivantes en ont été données par les représentants autorisés des sociétés (1) :

1° Les dimensions données aux magasins dépassaient en général de beaucoup les besoins ; les frais d'établissement avaient, par suite, été trop considérables ;

2° On avait abusé de machines trop dispendieuses et souvent peu pratiques.

3° Certains magasins avaient été construits dans des localités mal choisies ;

4° Les capitaux de roulement avaient fait défaut ; d'où nécessité de recourir à des emprunts qui obligeaient à payer de lourds intérêts ;

5° Les prix d'achat des céréales avaient été exagérés,

(1) 4^e Kornhaustag. Dr Grabein, 1906, p. 53.

d'où provinrent des pertes lorsque baissèrent les cours ;

6° Les sociétés s'étaient lancées dans des spéculations malheureuses, mettant en réserve des stocks considérables dans l'espoir d'une hausse des cours ;

7° Certains directeurs de magasins s'étaient montrés incompetents ou insuffisants. Le choix de ces directeurs est extrêmement important pour la réussite d'un magasin coopératif ; il y faut un homme ayant des aptitudes commerciales et une longue expérience.

Mais, si quelques sociétés n'ont pas su éviter des pertes, la grande majorité, au contraire, règle ses bilans par des bénéfices, et le nombre de celles qui, en fin d'exercice, sont en déficit, tend sans cesse à diminuer, à mesure que les directeurs acquièrent de l'expérience.

En 1903, M. Louis Dop, en mission en Allemagne, constate que sur 73 campagnes se rapportant à 27 magasins et relatives aux années 1898 à 1902, 60 se sont réglées par des bénéfices et 13 seulement accusent une perte (1).

Une statistique empruntée à l'Annuaire 1905 de l'Union impériale, constate qu'en 1904, sur 21 Kornhäuser, 14 avaient réalisé des bénéfices et 7 seulement subi des pertes. (Voir tableau, p. 102).

Même en tenant compte du déficit exceptionnel du Kornhaus de Halle, 52.626 marks, on voit que le total des bénéfices dépasse de 18.000 marks le total des pertes.

Enfin, un rapport publié par le Ministère de l'agriculture de Prusse, établit, qu'en 1903, 21 Kornhäuser ont réalisé

(1) Rapport Louis Dop. *Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles*, novembre 1904, p. 1358.

*Résultats financiers de 21 Kornhäuser du Royaume
de Prusse pendant l'année 1904.*

SIÈGE DU KORNHAUS	PROVINCES	BÉNÉFICES	PERTES
1. Pelpin.....	Prusse Orientale	18.891 m.	»
2. Stolp	Poméranie	71 —	»
3. Neusalz	Silésie	7 146 —	»
4. Beetzendorf	Province de Saxe	9.403 —	»
5. Halle	—	»	52.626 m.
6. Nordhausen	—	12.668 —	»
7. Torgau.....	—	»	7.428 —
8. Worbis	—	206 —	»
9. Dobitschen	Thuringe.....	19.322 —	»
10. Lehn Dorf.....	—	8.952 —	»
11. Erfurt	—	3.379 —	»
12. Walschleben	—	576 —	»
13. Cassel.....	Hesse Electorale	»	2.729 —
14. Fulda.....	—	»	804 —
15. Gensungen	—	127 —	»
16. Hofgeismar.....	—	293 —	»
17. Hoheneiche.....	—	»	1.940 —
18. Zierernberg.....	—	»	437 —
19. Melrichstadt.....	Nuremberg.....	1.495 —	»
20. Grunberg.....	Hesse.....	»	370 —
21. Rostock.....	Mecklembourg .	1.131 —	»
		83.660 m.	66.334 m.

des bénéfices s'élevant à 240,133 marks et que 3 seulement ont subi des pertes se chiffrant par 3.236 marks (1).

Pour juger ces statistiques, il ne faut pas oublier que

(1) Dr Grabein. 4° Kornhaustag. 1906, p. 56.

les gains et les pertes qu'elles accusent sont des gains et des pertes nets, c'est-à-dire défalcation faite des frais généraux, du paiement des intérêts et des loyers, et de la constitution des fonds nécessaires à l'amortissement et à la dotation du fonds de réserve.

D'autre part, les sociétés qui opèrent d'après les véritables principes coopératifs en ne payant au moment de la livraison qu'une partie du prix, et répartissent les bénéfices en fin d'année d'après le prix moyen annuel, ne peuvent évidemment accuser ni gains, ni pertes.

Une coopérative de vente ne doit pas d'ailleurs viser à réaliser des bénéfices; elle n'est pas une entreprise commerciale dont le succès ou l'insuccès se mesure au chiffre des gains ou des pertes inscrit à son bilan. Son but essentiel est de procurer aux sociétaires une plus-value de leurs produits par une meilleure organisation de l'offre. Si elle réalise des bénéfices, elle ne le fait qu'aux dépens des producteurs qui n'ont pas reçu l'intégralité des sommes qui leur revenaient. Si, au contraire, le bilan se règle par un déficit, cela prouve que les producteurs ont reçu plus qu'ils ne devaient recevoir; il n'y a pas là, à proprement parler, une perte.

La véritable coopération de vente est exclusive de la notion toute commerciale de bénéfices ou de pertes; elle n'envisage que la plus-value donnée aux produits, dont la mesure est le thermomètre de son utilité.

CHAPITRE IV

LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES DANS LES AUTRES ÉTATS DE L'ALLEMAGNE : LES LAGERHÄUSER (1)

I. — Les Lagerhäuser de Bavière.

Le gouvernement bavarois n'est pas resté en arrière du gouvernement prussien en ce qui concerne les encouragements financiers donnés aux sociétés coopératives de vente de produits agricoles. Conscient de toute la force sociale qui peut résulter de l'organisation scientifique du système de vente des produits de la terre, persuadé que la prospérité économique du royaume dépend en grande partie de celle de l'agriculture, il s'est efforcé, par les moyens les plus divers, de favoriser la fondation et le développement des coopératives de vente.

En Bavière, l'Etat n'a pas, comme cela a eu lieu en Prusse, construit lui-même des magasins qu'il aurait loués aux coopératives ; mais, pour avoir été moins directe, son intervention n'en a pas été moins efficace.

Les Ministères de l'Agriculture, de la Maison du roi,

(1) Le terme « *Lagerhaus* », qui signifie magasin, est celui sous lequel on désigne, en général, dans l'Allemagne du Sud, les magasins à céréales ; il est synonyme de *Kornhaus*, surtout employé en Prusse.

des Finances et de la Guerre ont, chacun dans leur sphère, apporté le plus utile concours à la construction des Lagerhäuser.

Le Ministère de l'Agriculture vient en aide aux coopératives qui se fondent pour l'exploitation d'un magasin agricole, sous deux formes très pratiques : 1^o la subvention, 2^o les avances.

La subvention, non remboursable, atteint 40 0/0 des frais d'établissement ; les avances remboursables, à un taux très minime d'ailleurs, qui varie de 1 à 3 0/0, vont jusqu'à 50 0/0 de ces mêmes frais, de sorte que toute société qui se fonde est sûre d'obtenir 60 0/0 des sommes nécessaires à son établissement. Ce système a, sur le système prussien, l'avantage que le concours de l'Etat n'est pas limité une fois pour toutes par le montant d'un crédit voté, qui, une fois épuisé, oblige l'Etat à refuser tout concours aux sociétés nouvelles qui se créent. D'autre part, 40 0/0 des frais d'établissement restant à la charge des sociétés, celles-ci ont intérêt à ne pas exagérer leurs premières dépenses et à proportionner les dimensions de leurs magasins aux besoins de la région où ils fonctionnent.

L'importance des subventions et le taux de l'intérêt des avances varient suivant les conditions économiques locales et les difficultés plus ou moins grandes qu'aura à surmonter l'entreprise.

Jusqu'en 1903, 83 magasins, dont les frais d'établissement s'élevaient à 1.367.000 marks, avaient reçu 150.000 marks à titre de subvention et 721.000 marks à titre d'avances remboursables portant intérêt à 1, 2, ou 3 0/0.

Comme contre-partie de ces encouragements, le gouvernement stipule en général :

a) Que le magasin servira non seulement aux membres de la coopérative, mais aussi aux autres cultivateurs moyennant un tarif fixé.

b) Que des statuts et un règlement de magasin détermineront le fonctionnement de l'entreprise.

c) Que le nettoyage et le triage des grains seront convenablement assurés.

d) Que le magasin sera assuré contre l'incendie.

2° Le Ministre de la Maison du Roi favorise la construction des magasins en accordant gratuitement dans la mesure du possible, les emplacements nécessaires dans les dépendances des gares et des voies ferrées. S'il est utile d'apporter des modifications au tracé des voies ou aux dispositions des dépendances des stations, une décision ministérielle du 23 juillet 1898, autorise le Directeur des chemins de fer à prendre à sa charge l'infrastructure, jusqu'à concurrence de 10.000 marks, les frais de la pose de la voie de raccordement restant seuls à la charge de la société.

Des avantages spéciaux ont été également accordés aux Lagerhäuser pour la réexpédition des céréales amenées par voies ferrées au magasin, mais ils sont peu utilisés, la presque totalité des céréales étant livrées au magasin par voitures attelées.

3° Le Ministre des Finances fournit du crédit aux coopératives en autorisant la Banque Royale à faire des avances sur toutes les céréales déposées dans les Lagerhäuser.

4° Enfin, un avantage très important est celui accordé par le Ministre de la Guerre qui oblige les fonctionnaires de l'Intendance à acheter les approvisionnements nécessaires à l'armée aux lagerhäuser créés avec

l'aide financière de l'Etat. Les corps de troupe, les magasins militaires, les haras sont contraints de s'adresser aux coopératives agricoles pour les besoins de leur subsistance. Le blé, le seigle, l'avoine, la paille, les fourrages leur sont fournis par les lagerhäuser.

Mieux encore, les corps de troupe sont invités à livrer leurs fumiers et leurs engrais aux membres des coopératives à des conditions très avantageuses ; les transports des fumiers des casernes aux exploitations culturales se font à l'aide de prolonges et du matériel militaires (1).

Les Intendants peuvent d'ailleurs consentir aux magasins agricoles des prix d'achat plus élevés que ceux du commerce, du fait que, pour le transport du magasin dans les garnisons, les céréales bénéficient du tarif militaire qui comporte une réduction de 25 0/0.

Grâce à ces mesures, les achats directs de l'administration militaire aux producteurs, qui, en 1893-1894, n'étaient que de 39 0/0, étaient montés, dès 1898-1899, à 68 0/0. En ce qui concerne le blé, la proportion était montée dans la même période à 100 0/0. Actuellement, tout le blé nécessaire à l'armée est acheté de première main, soit à des coopératives de vente, soit à des agriculteurs.

Les agriculteurs français seraient infiniment reconnaissants à l'administration militaire française, si elle voulait bien prendre modèle sur ce qui se passe en Bavière pour organiser les achats directs de fournitures aux agriculteurs (2).

(1) Rapport Louis Dop. *Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles*, décembre 1904. p. 1466.

(2) Voir 3^e partie. Chapitre V. *Les fournitures directes des cultivateurs à l'Administration militaire*, p. 221.

L'organisation des Coopératives de vente.

La Bavière est un pays de petite culture ; la propriété y est très morcelée ; la production de céréales ne suffisant même pas à la consommation intérieure, l'exportation y est à peu près nulle, sauf un léger courant vers la Suisse.

Aussi, l'organisation des coopératives de vente est-elle, dans ce pays, toute différente de celle des coopératives des provinces grandes productrices de la Prusse.

Alors qu'en Poméranie, par exemple, les sociétés de vente ont cherché à centraliser la vente en vue de l'exportation, les *lagerhäuser* bavarois ont eu surtout pour but de soustraire les cultivateurs à la dépendance dans laquelle ils se trouvaient vis-à-vis des petits marchands de grains, de réduire le nombre des intermédiaires dont chacun prélevait, à leurs dépens, des bénéfices exorbitants ; enfin, d'améliorer la qualité des céréales par la création de types de semences sélectionnées.

Il a été construit en Bavière un grand nombre de magasins qui sont, en général, de petites dimensions. Leur emplacement a été choisi de façon que les cultivateurs puissent y amener leurs grains en deux ou trois heures, et qu'en aucun cas, le voyage aller et retour ne demande plus d'une demi-journée (1). Cette disposition réduit singulièrement les frais de transport.

Les premiers magasins bavarois ont été fondés en 1895. Les frais de construction et d'aménagement ont été très

(1) G. Danoff. *Kornhäuser als Mittel zur Reorganisation des inneren Getreidehandels in Deutschland*. Leipzig, 1902.

différents : ils varient entre 1.500 marks pour les plus petits, et 85.000 marks (Regensburg). Seul le lagerhaus central de la Caisse centrale de crédit de Bavière à Moosach, qui se charge de la vente des céréales dont les petits magasins n'ont pas trouvé le placement, a coûté 250.000 marks.

Voici un classement de 76 magasins bavarois d'après leur coût de construction.

9	magasins	ont	coûté	moins	de	3.000	marks.
7	—	—	de	3.000	à	6.000	—
8	—	—	de	6.000	à	9.000	—
12	—	—	de	9.000	à	12.000	—
8	—	—	de	12.000	à	15.000	—
7	—	—	de	15.000	à	20.000	—
7	—	—	de	20.000	à	25.000	—
9	—	—	de	25.000	à	30.000	—
2	—	—	de	30.000	à	35.000	—
3	—	—	de	35.000	à	40.000	—
2	—	—	de	40.000	à	45.000	—
1	magasin	a	coûté	51.000			—
1	—			85.000			

Il existait, en 1905, en Bavière 105 lagerhäuser (1) dont les frais de construction s'étaient élevés à 2.086.000 marks. Quatre ou cinq de ces magasins ayant absorbé à eux seuls un demi-million, on peut considérer que les cent

(1) F. Brettreich. *Die Verhältnisse der Landwirthschaft in Bayern*, 1905.

Haute Bavière	43	Haut Palatinat	29	Moyenne Franconie	40
Basse Bavière	15	Haute Franconie	8	Souabe	7
Palatinat	5	Basse Franconie	18		

autres, ont coûté 1.500.000 marks, ce qui donne une moyenne de 15.000 marks par magasin.

Comparés aux immenses constructions de l'Allemagne du Nord, les lagerhäuser bavarois sont donc des installations relativement modestes. Les bâtiments et la machinerie sont strictement appropriés aux conditions locales éminemment diverses, et les types de lagerhäuser sont par suite très différents.

Souvent, une société d'achat et de vente a commencé par louer une grange qui tant bien que mal fut aménagée en magasin ; ailleurs, on a utilisé des locaux concédés par l'administration des chemins de fer.

Partout on a cherché à assurer le fonctionnement des sociétés aux moindres frais possibles, de façon à proportionner les dépenses aux facultés des associés et aux quantités peu considérables de céréales qu'ils étaient en mesure de fournir aux entrepôts.

Le personnel employé par ces magasins est très réduit et les frais généraux minimes.

Ces installations sommaires ont suffi, dans les débuts, pour permettre aux sociétés de fonctionner. Quand le nombre des associés s'est accru, les opérations se sont multipliées, les bénéfices ont augmenté et les avantages de cette institution sont apparus aux yeux de tous. Les sociétés sont alors passées de la location à la construction de locaux.

Ainsi, par étapes successives, on est parvenu à assurer le succès définitif d'une œuvre dont les résultats au début étaient assez incertains.

L'expérience a d'ailleurs prouvé que les petits magasins donnaient de meilleurs résultats financiers que les

grands (1) ; la vente y a lieu, en général, à la commission, méthode qui cependant, dans ces dernières années, paraît perdre du terrain en faveur de l'achat direct par les magasins.

En 1899-1900, sur 54 magasins, 36 vendaient encore à la commission. En 1901-1902, il n'y en aurait plus eu que 20, alors que 37 pratiquaient l'achat ferme et 16 employaient l'une et l'autre méthode (2).

Quand le grain n'est que déposé au magasin, le cultivateur reçoit un bon sur lequel la Caisse de crédit fait des avances pouvant s'élever jusqu'à 80 0/0 de la valeur du dépôt.

Pendant l'année 1904-1905, l'ensemble des magasins bavarois a vendu 456.000 quintaux de céréales, 151.000 quintaux d'engrais et 56.500 quintaux d'aliments pour le bétail.

Décrivons, d'après un témoin oculaire, un de ces petits magasins.

Le Lagerhaus de Dettelbach (3).

« L'association comprend 120 membres, petits pay-
« sans possédant de 4 à 6 hectares dont un tiers en vi-
« gnes. Le bâtiment rectangulaire mesure vingt mètres
« sur huit mètres de profondeur, et ressemble assez
« exactement aux dépôts de marchandises de nos petites
« gares. Le rez-de-chaussée, surélevé de 1 m. 25, peut
« recevoir 2.000 quintaux de grains. Les 2/5 de sa
« surface sont réservés aux engrais, une cloison à

(1) Von Pfetten. (Rampsau). 3^e Kornhaustag, p. 27.

(2) Dr Grabein. *Stand und Erfolge*, etc., p. .

(3) A. Dulac. *Manuel de la vente coopérative des grains*, p. 34

« claire-voie séparant la partie du magasin où ils sont
« conservés. Une balance romaine et un peson à la main,
« un tarare pouvant nettoyer 10 quintaux à l'heure et
« un moulin pour transformer le petit grain en farine
« pour l'alimentation des animaux, opération qui coûte
« 0 fr. 60 aux membres de l'association et 0 fr. 75 aux
« étrangers, sont installés dans ce rez-de-chaussée.

« Au premier étage, se trouve un trieur qui peut traiter trois quintaux à l'heure.

« Les frais de construction du bâtiment se sont élevés
« à 12.500 francs ; les machines ont coûté 1.250 francs
« environ. Le magasin possède 750 sacs dont 500 de 100
« kilos pour les expéditions, et 250 de 75 kilos pour les
« manipulations locales, ce qui représente une valeur
« de 937. fr. 50.

« L'ensemble des frais nécessaires à la construction et
« à l'installation du magasin a donc été de 14.687 francs.
« Le terrain lui avait été concédé gratuitement par l'administration du chemin de fer, ainsi que les rails de
« raccordement que la société n'a eu qu'à placer.

« Dès la première année, le Lagerhaus a écoulé 5.000
« quintaux de grains. »

Le Lagerhaus de Trostberg.

L'organisation de la vente collective des céréales à *Trostberg* (Haute-Bavière) a eu pour origine l'impossibilité où se trouvaient les cultivateurs de vendre à l'Intendance militaire qui n'achetait pas par lots inférieurs à deux wagons.

En 1896, les trois caisses Raiffeisen de Heiligkreuz, Oberfeldkirchen et Tyrlaching s'unirent pour construire

un magasin commun qui coûta 14.700 marks. L'Etat accorda une subvention de 2.500 marks, et concéda gratuitement le terrain près de la voie ferrée, à laquelle le magasin fut relié par une voie de raccordement.

La contenance était de 500 quintaux, mais, dès 1898, il fut nécessaire d'agrandir l'installation ; les nouveaux frais firent monter le coût de construction à 23.866 marks, dont 9.000 marks provenaient de subventions de l'Etat.

Le bâtiment (24 m. sur 12 m.) a un seul étage. Il possède des appareils de nettoyage mus par l'électricité. La plupart des fonctions de la société sont honorifiques ; les frais généraux sont, par suite, réduits au minimum.

Dès la première année, 1896-1897, 970 quintaux furent vendus à l'Intendance moyennant 15.302 marks ; les prix d'achat avaient été de 10 0/0 supérieurs à ceux pratiqués jusque-là, et le magasin réalisa un bénéfice de 160 marks.

En 1898-1899, le chiffre d'affaires atteignit 163.816 marks et les bénéfices 889 marks.

En 1899-1900, 5.850 quintaux de céréales passent par le magasin. Les prix payés furent de 50 à 70 pfennig supérieurs à ceux obtenus avant la fondation du magasin.

Dans les débuts, afin d'exclure tous risques de pertes, les ventes se faisaient exclusivement à la commission, mais, depuis 1906, en vue d'assurer un courant d'affaires au magasin, le système de l'achat ferme a été adopté.

Le plus gros client du magasin est l'Intendance militaire, qui se montre très satisfaite des fournitures livrées.

L'Union des Lagerhäuser du Fichtelgebirg.

La création de Lagerhäuser dans la riche région du

Fichtelgebirg est due à l'initiative de M. le D^r Heim. Il y existait, depuis de longues années, 32 caisses de crédit Raiffeisen qui avaient initié les cultivateurs aux avantages de la coopération.

Vers 1894, le D^r Heim, conçut le projet d'organiser la vente collective des céréales des membres de 6 caisses de crédit. Une vieille grange située près de la voie ferrée fut louée et aménagée sommairement. Après 3 années de fonctionnement de ce magasin, le chiffre d'affaires annuel atteignit 1.500 quintaux. On entreprit alors la construction d'un bâtiment neuf qui coûta 3.000 marks, et qui fut doté de machines à main. Les cultivateurs qui avaient amené leurs grains au magasin, les nettoyaient eux-mêmes et remportaient au retour les résidus qui servaient à la nourriture des animaux de la ferme. Le chiffre d'affaires augmenta progressivement jusqu'à atteindre 12.000 quintaux; le magasin fut agrandi; il vaut aujourd'hui 24.000 marks, et ses machines sont mues par l'électricité.

On procéda de même dans une deuxième, puis, dans une troisième localité, si bien qu'il existe aujourd'hui dans le Fichtelgebirg, 10 lagerhäuser qui ont coûté de 3.000 à 30.000 marks, les dimensions de chacun d'eux étant strictement proportionnées aux besoins locaux. Ces 10 magasins sont formés en Union dont le siège est à Ansbach, à 130 kilomètres de la région du Fichtelgebirg. Les magasins peuvent envoyer à Ansbach, des échantillons des grains qu'ils ont à vendre, et l'Union, grâce aux renseignements commerciaux dont elle dispose, se charge de trouver des acheteurs. Ceux-ci sont mis en relation avec le lagerhaus qui règle directement l'affaire avec l'acheteur.

Le bureau de vente d'Ansbach ne sert en réalité que de courtier aux sociétés locales, celles-ci restant libres de disposer autrement de leurs céréales, si elles y trouvent intérêt.

Les avoines de semence du Fichtelgebirg jouissent en Allemagne d'une très grande réputation. L'Intendance militaire locale achète à Ansbach toutes les avoines qui lui sont nécessaires.

La station centrale de Munich : Lagerhaus de Moosach.

La Caisse centrale de Crédit agricole de Munich a fondé, depuis 1898, une Section pour la vente collective des grains qui pare d'une façon très heureuse aux difficultés de vente qu'éprouvent les petits magasins. Les directeurs de ces magasins, qui ne sont pas en situation de suivre les variations des cours, envoient des échantillons à la Station centrale qui recherche des acheteurs et fait connaître au magasin local le prix offert. Si celui-ci accepte, le marché est conclu, et la livraison est faite soit directement à l'acheteur, soit à un Lagerhaus central construit depuis 1901 à Moosach. Celui-ci, dont la contenance est de 30.000 quintaux, a coûté plus de 200.000 marks et est le plus grand de tous les magasins Bavarois.

Les bureaux de vente d'Ansbach et de Munich opèrent, en somme, d'après les mêmes principes. Ils rendent de grands services aux magasins qui utilisent leurs services ; ceux-ci ne sont malheureusement pas aussi nombreux qu'ils devraient l'être.

L'Union des Sociétés de Lagerhaus de Bavière.

Depuis 1905, 33 sociétés de Lagerhaus se sont groupées

pour former l'*Union des Sociétés de Lagerhaus de Bavière*, dont le Bureau de vente est dirigé par la Caisse centrale de crédit de Bavière à Munich. Le Bureau central se charge de la vente des grains des sociétés locales ; celles-ci peuvent cependant être autorisées à vendre directement à des acheteurs agréés par le Bureau central. L'Union tenant essentiellement à conserver la clientèle de l'Intendance militaire, et, dans ce but, ne voulant lui livrer que des fournitures irréprochables, se réserve toutes les ventes à l'administration de la guerre ; les sociétés locales ne seraient pas toujours à même de fournir les grains de la qualité voulue, ou dans un état de propreté suffisant.

M. le baron de Pfetten a bien voulu nous fournir les renseignements suivants sur la vente du blé par l'Union au cours des trois dernières années (1) :

En 1905-1906 (1 ^{er} juillet-30 juin)	283.869	quintaux.
En 1906-1907	—	322.689 —
En 1907-1908	—	440.071 —

Ces chiffres témoignent éloquemment du développement des affaires de la nouvelle organisation.

Les acheteurs de l'Union sont les meuniers, les brasseurs et l'administration militaire, qui se pourvoit auprès de l'Union, ou d'organisations similaires, de la presque totalité de ses besoins.

Le baron de Pfetten constate qu'au cours de la dernière campagne 1907-1908, l'Union n'a reçu aucune plainte au sujet de la qualité du blé livré et que tous les acheteurs

(1) Lettre personnelle, en date du 1^{er} août 1908, de M. le baron de Pfetten, qui est prié de trouver ici l'expression de nos remerciements.

qui ont entamé des affaires avec la société lui restent fidèles.

Autres organisations centrales de ventes de céréales.

Les nombreuses coopératives de vente de céréales de Bavière, qui ont longtemps vécu isolées, ont une tendance de plus en plus marquée à se grouper pour organiser la centralisation de la vente. C'est ainsi, qu'en 1903, ont été fondées les sociétés centrales : *Die Lagerhausgenossenschaft de Landshut*, *Die Hauptgetreideverkaufsgenossenschaft de Ludwigshafen sur le Rhin* ; en 1904 et 1905, la *landwirtschaftliche Lagerhausgenossenschaft de Hosbach* qui, fin 1904, comptait 136 membres, dont 11 sociétés enregistrées ; le *landwirtschaftliches Lagerhaus de Sulzbach sur le Mein* avec, fin 1904, 88 sociétés adhérentes ; la *Lagerhausgenossenschaft de Neustadt sur la Saale* et la *Getreideverkaufsgenossenschaft de Landstuhl* (1).

Résultats d'ensemble des Lagerhäuser bavarois.

De documents officiels (2), il résulte qu'alors qu'en 1902-1903, 57 magasins avaient réalisé des bénéfices et 8 seulement subi des pertes, en 1903-1904, le nombre des magasins en déficit s'est élevé à 16, contre 62 ayant eu des gains. Cette augmentation du nombre de magasins qui

(1) *Die eingetragenen Genossenschaften in Konigreich Bayern, nach dem Stande in Jahren 1902-1903, und mit einer vorläufigen Übersicht über den Stand von Ende 1905.* Munich 1906.

(2) *Jahresbericht des bayerischen Landesverbands landwirtschaftlicher Darlehenskassenvereine und der bayerischen Darlehenskassenvereine, für 1905.*

n'équilibraient pas leurs recettes et leurs dépenses, a eu pour conséquence une tendance des *lagerhäuser* à revenir à la vente à la commission, alors que l'achat direct avait paru entrer dans les habitudes des magasins bavarois.

En 1902-1903, 38 magasins pratiquaient l'achat ferme, 9 seulement vendaient à la commission en consentant des avances qui pouvaient s'élever jusqu'à 70 et 80 0/0 de la valeur des dépôts; 30 employaient l'une et l'autre méthode, et 10 se bornaient à emmagasiner les céréales.

En 1904-1905, 30 magasins environ pratiquaient uniquement l'achat ferme, 3 le plus souvent, 16 ne vendaient qu'à la commission en procurant des avances, alors que 44 magasins avaient pratiqué simultanément les deux systèmes.

Les chiffres d'affaires de l'ensemble des magasins montrent que leur activité va sans cesse en croissant.

*Quantités de céréales reçues et vendues
par les Lagerhäuser.*

ANNÉES	QUANTITÉS REÇUES	QUANTITÉS VENDUES	QUANTITÉS INVENDUES
1898-1899	116 816 q.	103.832 q.	12.984 q.
1899-1900	212.232 —	193.931 —	18.300 —
1900-1901	302.068 —	258.802 —	12.256 —
1901-1902	289.851 —	282.875 —	6.976 —
1902-1903	455.215 —	414.565 —	40.650 —
1903-1904	490.336 —	488.161 —	2.144 —
1904-1905	458.747 —	464.802 —	»

On voit que les chiffres des quantités invendues ont été en décroissant, et qu'en 1903-1904, les quantités ache-

tées et vendues se balançaient presque ; en 1904-1905, il a été plus vendu qu'acheté, précisément en raison des stocks existant en magasin au début de la campagne.

L'élévation des prix de vente, par suite de la vente collective, est due principalement au nettoyage plus soigné des grains qui a pour conséquence leur meilleure conservation ; elle varie de 20 pfennig à 1 m. 50 par quintal, soit en moyenne 7 marks à 8 marks par tonne.

*
* *

Pour conclure, on peut dire que le problème de la vente collective des céréales a été résolu en Bavière de la façon la plus heureuse. La seule difficulté qu'éprouvent encore les sociétés de lagerhaus est celle d'assurer convenablement leur administration financière ; le peu d'importance de la plupart d'entre elles rend impossible de placer à leur tête un spécialiste ayant les aptitudes commerciales voulues. Souvent, c'est l'instituteur ou le curé de la paroisse qui remplit les fonctions de comptable.

Ce défaut d'administrateurs parfaitement compétents a conduit la nouvelle Union, fondée en 1905, à organiser d'une façon très sérieuse l'inspection des sociétés qui lui sont affiliées.

II. — Les Lagerhäuser en Wurtemberg.

C'est en 1895, que furent fondées, sur l'initiative de la « Station centrale d'agriculture » les premières sociétés coopératives de vente de céréales en Wurtemberg. Leur circonscription s'étendait à une seule commune.

L'Institut avait établi, à l'usage de ces sociétés, un modèle de statuts très simples qu'adoptèrent plus tard la plupart d'entre elles. Aux termes de ces statuts, les sociétaires sont tenus de vendre par l'intermédiaire de leur association toutes les céréales qu'ils n'utilisent pas pour leurs besoins personnels. Ils ont cependant le choix de l'époque des livraisons, et peuvent ne les faire que par fractions. Les grains sont déposés dans un local aménagé en magasin, et estimés par une commission. Ils sont soumis à un premier nettoyage et les déchets rendus au cultivateur; puis la commission pèse et classe la livraison. Le déposant a le droit d'assister à ces opérations et de faire les réserves qu'il juge convenables. Le comité de direction de la société est appelé à trancher les contestations.

Dès qu'une quantité suffisante de grains existe en magasin, il est procédé à la vente. Toute spéculation est interdite. Après chaque vente, le prix réalisé, défalcation faite des frais, est reparté entre les intéressés.

Les sociétaires peuvent recevoir sur les grains déposés des avances qui s'élèvent jusqu'aux trois quarts de leur valeur au cours du jour.

Les sociétés se sont, en général, contentées de se procurer quelques machines à main pour le nettoyage des grains, et les objets nécessaires à leur fonctionnement, tels que des sacs. L'Etat leur facilite ces achats en leur accordant des subventions qui allaient, au début, jusqu'à 75 0/0 des dépenses engagées, et ont été ensuite ramenées à 33 0/0 (1).

(1) Proposition de loi Clementel. *Journal officiel*, 1903, Documents parlementaires. Chambre des Députés. Annexes. N° 1419, p. 27.

En échange, les sociétés doivent fournir des rapports annuels sur leurs opérations et prendre l'engagement, en cas de dissolution, d'abandonner aux communes les objets de toute nature achetés au moyen des subventions.

En fait, comme la plupart des sociétés ne construisent pas de magasin, les frais d'établissement sont le plus souvent très réduits ; les subventions de l'Etat varient entre 4 et 500 marks. Parfois, les communes fournissent elles-mêmes le local où sont rassemblés et nettoyés les grains. Donnons deux exemples du fonctionnement de ces sociétés minuscules.

Société coopérative de Neuenstadt (1).

« Seize cultivateurs de Neuenstadt se sont groupés
« pour vendre le surplus de leur récolte d'orge et d'avoine
« qu'ils n'utilisaient pas. On n'avait pas besoin d'un
« grand magasin. Un des membres prêta un grenier
« qu'on lui loua 43 fr. 75 par an. Ce petit local est très
« suffisant pour recevoir les grains destinés à la vente.
« On a installé une bascule pour peser les livraisons et
« un tarare pour le nettoyage. Avec les quelques sacs nécessaires pour l'expédition du grain, les frais d'établissement n'ont pas dépassé 425 fr.

« Les membres de la petite association peuvent livrer
« au grenier commun leur récolte dès qu'elle est battue.
« Ils évitent ainsi tous les risques de destruction (incendie) ou de détérioration (rongeurs, insectes) qu'ils

(1) A. Dulac, *op. cit.*, p. 29.

« supportaient autrefois en conservant le grain chez eux.
« Ils utilisent pour le nettoyage une excellente machine
« qu'ils eussent été incapables de posséder isolément,
« mais gardent comme avant tous les déchets qui servent
« à la nourriture de leurs volailles. »

En 1901, Neuenstadt a vendu 350 q. m. de grains.

Société coopérative de Degenfeld (1).

Cette société comprend les 33 cultivateurs de la commune de Degenfeld. Elle commença à fonctionner sans statuts et n'en établit que plus tard. Elle ne vend presque uniquement que de l'avoine qui est nettoyée au moyen de machines à main, pour l'achat desquelles l'Etat a accordé une subvention de 475 marks. Chaque membre a fourni un certain nombre de sacs dont il existe 500. Quand une quantité suffisante de grains a été battue, le président entre en relations avec l'intendance militaire et autres gros acheteurs, et s'enquiert des prix offerts. Une réunion des associés décide si ces prix seront acceptés, ou si la vente sera retardée.

Dans le premier cas, le bureau se rend successivement chez les cultivateurs, examine les récoltes et décide si elles remplissent les conditions requises. Dans la négative, les grains sont ajournés pour une livraison de moindre qualité.

Les récoltes acceptées sont nettoyées par chaque cultivateur dans sa propre ferme, au moyen des machines de la société, louées à raison de 25 pfennig l'heure.

(1) Maier Bode et Neumann. *Die Getreideverkaufsgenossenschaften*. Stuttgart 1902, p. 268.

A un jour fixé, les récoltes sont réunies dans une grange désignée, où elles sont reçues par le bureau. Elles sont mêlées, ensachées et transportées le lendemain à la gare. Toutes ces manipulations doivent être faites gratuitement par les sociétaires qui alternent entre eux pour le transport à la gare. Le prix obtenu, déduction faite des frais, est réparti entre les intéressés. Ces frais sont d'ailleurs minimes ; 30 pfennigs par quintal pour le transport à la gare, située cependant à près de trois lieues du village.

D'autre part, à la livraison au magasin, il est perçu pour chaque pesée de 100 quintaux, 1 quintal ou 1 1/2 quintal en supplément qui n'est pas payé au cultivateur. Ce boni permet de faire face à la plus grande partie des frais de transport. Les fonctions de membres du bureau sont gratuites.

La société est parvenue, par ce moyen, à payer les prix les plus élevés de la région, soit de 50 à 90 pfennig au dessus des prix antérieurs.

Enfin, les frais de transport qui, autrefois, entraînaient dans la poche des marchands, restent maintenant dans la commune.

La simplicité des procédés de vente et l'absence de frais ont séduit les cultivateurs et conquis leur confiance à la vente collective des céréales.

Toute la comptabilité tient dans un carnet tenu par le président. La société n'a que peu d'argent en caisse et ne donne pas d'acomptes sur les livraisons. Ceux des sociétaires qui ont des besoins d'argent après la moisson, peuvent s'en procurer à la caisse locale de crédit et ne sont pas obligés de vendre prématurément leur récolte.

*
* *

A côté de ces petites associations communales, il existe en Wurtemberg quelques sociétés à circonscription plus étendue.

L'histoire de la coopérative de Kupferzell a été racontée par M. Dutt, son fondateur (1).

Le Lagerhaus de Kupferzell.

En 1897, M. Dutt voulant organiser la vente collective des céréales dans sa région, commença par s'assurer le concours de 173 cultivateurs sur la fidélité desquels il savait pouvoir compter. Un projet de règlement fut établi et signé des associés.

On chercha à évaluer :

1° Les quantités probables de céréales qui passeraient par le magasin ;

2° Le tarif qu'il convenait de fixer pour les frais de nettoyage et de manipulation ;

3° Enfin, par voie de conséquence, la somme nécessaire pour la construction du magasin.

Cette somme fut évaluée à 40.000 marks, qui permirent de construire un magasin muni des machines nécessaires pour les manipulations.

L'Etat contribua à cette dépense par une subvention de 8.000 marks et aux frais d'exploitation des trois premières années par une allocation annuelle de 600 marks.

Outre les appareils de nettoyage, le magasin possède un petit moulin, qui permet aux sociétaires, moyennant

(1) 1^{er} Kornhaustag. Halle, 1899, p. 54.

une faible redevance, de moudre le maïs et les résidus de leur récolte, et de les transformer en nourriture pour le bétail. Les bénéfices que procurent ces préparations et les opérations de nettoyage (25 pfennig par quintal) ont non seulement couvert les frais généraux, mais encore permis de servir un intérêt de 4 0/0 aux parts sociales, et de mettre au fonds de réserve 1.500 marks la première année, 1.300 marks la deuxième, qui, ajoutés à 4.000 marks prélevés sur la subvention de l'Etat, portèrent à près de 7.000 marks la réserve de la société.

L'association applique strictement à ses membres l'obligation de livrer la totalité de leur récolte. Les contrevenants sont exclus de la société, mais l'application de cette mesure est extrêmement rare.

Au début, la société faisait aux cultivateurs une avance immédiate de 75 0/0 sur la valeur de leurs livraisons, calculée au cours du jour.

Cette façon d'opérer ne plut pas aux cultivateurs et le système suivant fut adopté :

Le grain fut payé 1 mark par quintal au dessous du cours des céréales non nettoyées. En fin de trimestre, les comptes sont arrêtés, et les bénéfices répartis sous forme de ristournes.

La société éprouva, les premières années, de grandes difficultés à se créer une clientèle et son directeur dut se transformer en commis-voyageur et visiter successivement toutes les brasseries des environs pour arriver à placer les orges de ses associés. Ses efforts furent couronnés de succès : en quatre années le chiffre d'affaires fit plus que tripler (1).

(1) Grabein : *op. cit.*, p. 69.

ANNÉES	QUANTITÉS TRAITÉES	BÉNÉFICES
1898-1899	9.675 quintaux	4.535 marks
1899-1900	8.760 —	4.798 —
1900-1901	12.000 —	2.427 —
1901-1902	30.000 —	9.649 —

Ce chiffre de 30.000 quintaux correspond à plus de quatre fois la contenance du magasin qui est de 7.000 quintaux.

En 1901, la société de Kupferzell a fusionné avec les sociétés de Ochringen et de Neuenstein pour former la coopérative de vente du pays de Hohenlohe. Il a été construit un second lagerhaus à *Oehringen*; c'est un bâtiment à trois étages de 20 mètres de hauteur et 15 mètres de façade, pourvu de toutes les machines nécessaires au nettoyage et à la manipulation des grains. Il comporte 15 silos de 4.500 quintaux chaque, 2 elevators pour les silos et 2 autres pour les appareils de nettoyage.

Toutes ces machines sont actionnées par un moteur électrique; le magasin est raccordé à la voie ferrée.

Les frais d'installation, y compris le prix des machines et du raccordement, se sont élevés à 79.000 marks, dont 16.000 marks fournis par l'Etat sous forme de subvention

Résultats économiques du Lagerhäuser Wurtembergeois.

Les nombreuses sociétés de ventes de céréales qui se sont constituées dans le Wurtemberg ont toutes donné

d'excellents résultats. Leur chiffre d'affaires s'est accru d'année en année et les prix qu'elles ont payés pour les grains ont été supérieurs à ceux offerts par les marchands, qui se sont vus obligés de suivre ce mouvement de hausse.

Les cultivateurs sont unanimes à reconnaître l'utilité des coopératives. Les services que rendent les machines de nettoyage et de triage des sociétés sont hautement appréciés ; elles permettent, disent de nombreux rapports, de constituer des semences bien sélectionnées dont le rendement est très supérieur aux rendements antérieurs.

L'Institut central d'agriculture a formulé au sujet du fonctionnement de ces coopératives les principes suivants (1) :

1° Les coopératives de vente de céréales constituent dans les pays de moyenne et de petite culture, le meilleur moyen de soustraire les agriculteurs à l'oppression que les marchands de grains font peser sur eux, d'établir des rapports directs entre les producteurs et les consommateurs et d'améliorer la qualité des semences.

2° L'utilité de ces sociétés se fait surtout sentir dans les régions où la production dépasse la consommation et dans lesquelles, par suite des conditions peu favorables de la vente, les cultivateurs sont contraints de s'adresser aux marchands. Au contraire, la fondation de telles sociétés est moins indiquée dans le voisinage de grands centres de consommation où les cultivateurs sont assurés de trouver un placement facile de leurs récoltes.

3° Le succès d'une coopérative de vente dépend des éléments suivants :

(1) Maier Bode et Neumann. *op. cit.*, p. 273.

a) Les frais généraux doivent être aussi réduits que possible.

b) La direction de la Société doit être confiée à une personne suffisamment qualifiée qui n'exige pas une rémunération exagérée de ses services.

c) Les sociétaires doivent être assez pénétrés de l'esprit coopératif pour résister aux influences qui tendraient à les éloigner de leurs associations.

4° Les grandes sociétés, avec un Lagerhaus leur appartenant, sont, sans doute, dans de meilleures conditions que les petites associations pour atteindre le but visé; mais ces grandes sociétés présentent toujours un certain risque. Il ne faut donc chercher à en constituer, ou à construire un Lagerhaus, que si les chances de succès sont à peu près certaines : la société doit avant tout posséder un administrateur expérimenté et pouvoir compter sur la fidélité de ses membres.

Au contraire, la création d'une petite société ne fait courir aucun risque. Même en cas d'insuccès, les locaux utilisés peuvent être rendus à leur destination première. Il est donc préférable, tout au moins, dans la majeure partie des cas, de commencer par la fondation de sociétés communales.

5° Pour le développement ultérieur de la vente coopérative, il est nécessaire de centraliser l'activité des organisations primitives et de constituer un bureau central de vente.

III. — Les Lagerhäuser du Royaume de Saxe.

La production en céréales du Royaume de Saxe est extrêmement déficitaire : des 9 millions de quintaux con-

sommés annuellement, 3 seulement proviennent de la culture du royaume ; les 6 autres sont importés de l'étranger (1). Les cultivateurs éprouvent cependant de grandes difficultés à bien vendre leurs récoltes : la vente directe aux meuniers et aux boulangers a complètement cessé ; toute une série d'intermédiaires, qui pratiquent également le commerce des engrais et des aliments pour les animaux de ferme, s'est interposée entre les producteurs et les consommateurs.

Les petits et moyens moulins de campagne et les petites brasseries locales ont disparu, et ont été remplacés par de vastes établissements créés à grands renforts de capitaux, dans lesquels les derniers perfectionnements techniques sont utilisés. Ces moulins à vapeur et ces grosses brasseries font venir des autres provinces de l'Empire par chemins de fer ou par bateaux, les grains dont elles ont besoin, mais n'achètent pas les petites récoltes des cultivateurs saxons. Tout au plus, achètent-ils, en seconde main, au commerce, qui a préalablement concentré dans ses magasins, les récoltes individuelles. Le cultivateur peut d'autant moins se passer de l'intermédiaire du commerçant, que celui-ci est en même temps vendeur d'engrais.

D'autre part, le paysan saxon, ayant renoncé d'une façon presque générale à faire son pain lui-même, il a intérêt à bien vendre son blé, même quand il n'en produit que pour sa consommation personnelle, car, depuis la disparition des moulins de campagne, il est obligé de

(1) Dr Wiedfeldt-Essen. *Genossenschaftliche Getreideverwertung in Königreich Sachsen. Landwirtschaftliche Jahrbucher*, 1901, p. 299-318.

vendre sa récolte au marchand de grains et d'acheter son pain au village ou à la ville voisine. Le blé du cultivateur va du petit marchand au gros négociant, de celui-ci au meunier, puis au marchand de farine, et enfin, au boulanger, pour revenir sous forme de pain au producteur. Cette circulation augmente singulièrement les frais de toute nature sans qu'il en résulte aucun bénéfice pour les cultivateurs ou la population ouvrière.

C'est contre la puissance des marchands de grains que les coopératives saxonnes ont entrepris la lutte : elles ont cherché à rétablir l'ancien état de choses, des relations directes entre producteurs et gros consommateurs : moulins, malteries, brasseries.

La vente collective est compliquée ici du fait du grand nombre de variétés cultivées dans des régions souvent séparées les unes des autres par des arêtes montagneuses qui modifient les conditions de la culture. Tant au point de vue de la quantité, qu'à celui de la qualité, les récoltes sont extrêmement inégales.

Une centralisation de la vente, comme elle fonctionne en Poméranie ou en Hesse serait donc inapplicable en Saxe.

Les coopératives de vente y ont, au début, opéré isolément sans viser à établir une organisation centrale. Elles ont cherché, moins à exercer une action sur la formation des cours, qu'à s'assurer, par la vente collective, la clientèle des meuniers, de l'Intendance et des brasseurs.

L'organisation disséminée des coopératives bavaroises ne saurait davantage convenir aux associations saxonnes, à cause de l'étendue plus considérable des circonscriptions de ces dernières, imposée par la nature du pays.

Enfin, la concurrence acharnée faite par les marchands, oblige les coopératives saxonnes à s'administrer comme le ferait une entreprise commerciale. Elles ne peuvent d'ailleurs limiter leurs opérations à la vente des petites quantités de blé produites dans la région ; elles doivent importer du blé de l'extérieur pour suffire à la consommation, et fournir aux cultivateurs les engrais et les aliments pour les animaux de ferme. Certaines ont même entrepris de pourvoir aux besoins en pain des agriculteurs de leur région, en s'adjoignant des moulins et des boulangeries coopératives.

L'Etat Saxon encourage la fondation de ces coopératives agricoles. En 1896, le Parlement, sur la proposition du docteur Mehnert, a voté un fonds de deux millions de marks pour le développement de ces sociétés, tant agricoles qu'industrielles. Ce fonds a été porté ultérieurement à cinq millions, dont trois millions pour les coopératives agricoles. Ces sommes doivent être employées en avances remboursables. L'Etat n'entre pas directement en relations avec les Sociétés désireuses de se procurer des fonds ; ceux-ci sont versés à la Caisse centrale agricole coopérative du Royaume de Saxe, Société coopérative anonyme fondée à Dresde le 3 avril 1897, sous les auspices de l'Union des Coopératives agricoles du Royaume de Saxe, créée en 1891, et affiliée elle-même à la grande Union centrale de Darmstadt.

La Caisse centrale est responsable vis-à-vis de l'Etat du remboursement des avances et du paiement des intérêts (1). C'est elle qui fournit les avances aux Sociétés

(1) Dans la 3^e partie de ce travail, nous aurons l'occasion de voir, en parlant de la loi Ruau, que le législateur français a adopté égale-

coopératives. Les avances pour fonds de roulement sont remboursables en cinq ans ; elles ne peuvent dépasser 6.000 marks. Les avances pour frais de premier établissement, constructions d'entrepôts, de magasins à céréales, etc., sont faites moyennant un intérêt de $2\frac{1}{2}0/0$ augmenté d'un cens d'amortissement calculé de manière à éteindre la dette dans un délai de dix à trente ans.

Pour les magasins à céréales, le cens est généralement de $2\frac{1}{2}0/0$, ce qui fixe le délai d'amortissement à 28 ans, et porte à $5\frac{0}{0}$ de la somme avancée, le total des redevances dues par la Société.

Ces encouragements de l'Etat Saxon n'ont pas tardé à porter leurs fruits. En dix ans, les Sociétés d'achat d'articles nécessaires à l'agriculture ont pris en Saxe un grand développement.

Les Sociétés affiliées à l'Union des Sociétés agricoles du Royaume de Saxe, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter considérablement ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous :

ANNÉES	QUINTAUX	VALEUR EN MARKS
1898.....	277.755	1.877.977
1901.....	631.352	4.656.373
1904.....	1.348.389	8.955.446
1907.....	2 179.517	16.605.320

La Société Centrale a participé à ces achats dans la proportion suivante :

ment le principe de l'interposition entre l'Etat et les Sociétés coopératives emprunteuses, d'un organe responsable des avances.

ANNÉES	QUINTAUX	VALEUR EN MARKS	POUR CENT
1898.....	40.495	278.115	14,81
1901.....	171.933	1.295.440	27,82
1904.....	378.166	2.441.212	27,26
1907.....	677.524	4.889.727	29,45

Parallèlement à l'achat des articles nécessaires aux agriculteurs, la plupart des sociétés saxonnes ont entrepris la vente coopérative des céréales de leurs membres. Pour un petit nombre seulement de ces sociétés, ces ventes ont atteint jusqu'ici un chiffre important. Cependant, le total de ces ventes a plus que sextuplé en dix ans.

ANNÉES	QUINTAUX	VALEUR EN MARKS
1898.....	49.765	727.732
1901.....	74.319	1.129.551
1904.....	187.548	2.341.456
1907.....	289.594	4.826.038

En 1898, il n'existait que quatre Sociétés de vente de céréales : le *Kornhaus de Löbau*, la *Société d'achat et de vente de Zittau*, la *Société d'Erdmannsheim* et la *Société de consommation de Pretzschendorf*.

En 1901, on compte 5 coopératives de vente, en 1904, 23 et en 1907, 63.

Ces ventes coopératives de céréales se répartissent d'ailleurs d'une façon très inégale entre les cinq arrondissements administratifs du Royaume. Les Coopératives de l'arrondissement de Bautzen réalisent à elles seules les

Vente coopérative de céréales en Saxe par arrondissement (1).

ANNÉES	BAUTZEN		DRESDE		LEIPZIG		CHEMNITZ		ZWICKAU	
	Quintaux	Valeur	Quintaux	Valeur	Quintaux	Valeur	Quintaux	Valeur	Quintaux	Valeur
		Marks		Marks		Marks		Marks		Marks
1898.	45.965	677.030	2.300	32.150	1.500	48.552	»	»	»	»
1901.	67.232	1.022.499	3.358	50.013	3.728	57.039	»	»	»	»
1904.	132.752	1.780.203	10.633	143.320	33.914	274.292	6.065	87.459	4.284	58.412
1907.	194.980	3.098.178	45.384	841.831	37.444	667.978	6.892	113.972	4.893	104.079

(1) *Deutsche landwirtschaftliche Genossenschaftspress*, 45 octobre 1908.

2/3 des ventes ; celles des arrondissements de Chemnitz et de Zwickau, fondées depuis quatre ans seulement, n'atteignent encore que des chiffres modestes.

Le tableau ci-contre donne à cet égard des indications intéressantes.

Le Kornhaus de Löbau.

En 1898, la Société la plus importante était celle de Löbau qui datait de janvier 1897. Son Kornhaus qui comprend de nombreux planchers et des silos, est situé près de la gare de Löbau et dispose d'une voie spéciale.

Il a coûté 100.000 marks dont 80.000 marks fournis par l'État moyennant 2 1/2 0/0. La Société s'est procurée les fonds de roulement en hypothéquant son terrain pour une somme de 40.000 marks. Les parts de sociétés sont de 5 marks représentant une responsabilité de 50 marks, chaque sociétaire devant souscrire autant de parts qu'il possède de fois deux hectares de terres labourables. Les membres de la société sont tenus de livrer au magasin 80 0/0 des céréales produites par eux. Ces grains peuvent être, soit achetés directement par le magasin, ou y être simplement déposés moyennant une taxe de 10 pfennig par quintal et par mois.

La Société se charge aussi de la vente à la commission et fait des avances jusqu'aux 3/4 de la valeur des dépôts. Des expéditions ont lieu directement de chez le producteur chez l'acheteur.

La Société s'occupe aussi de faire venir du blé des autres parties de l'Europe, afin de satisfaire, même lorsque la récolte locale est déficitaire, aux demandes de sa clientèle de gros acheteurs ; ceux-ci l'abandonneraient s'ils

n'étaient pas certains de pouvoir s'y approvisionner en toutes circonstances.

La situation de Löbau, au point de croisement de nombreuses voies ferrées et d'excellentes routes rayonnant vers la Moyenne et Haute Lusace, n'est pas étrangère à la prospérité du Kornhaus.

Cependant, depuis 1898, une Société, celle de *Zittau*, qui est une Société centrale ayant pour membres des coopératives de vente, a atteint un développement plus considérable encore.

La Société Coopérative de Zittau.

Fondée en 1897, par quatorze Caisses de crédit, la Coopérative agricole d'achat et de vente de Zittau fit construire trois magasins, le plus grand à Zittau même, les deux autres dans le voisinage, à Oderwitz et Hirschfeld. Ces magasins, à deux étages, sont reliés à la voie ferrée et munis de machines de nettoyage. Chacun d'eux a coûté 15.000 marks environ. Les parts de société sont de 50 marks, la responsabilité de 500 marks. La Société a reçu de l'État une subvention de 4.000 marks et 3.500 marks à titre d'avance, moyennant 1 1/2 0/0.

Les Caisses de crédit payent la valeur des grains livrés sur présentation du bon de magasin délivré au moment du dépôt.

Une partie des grains est vendue aux gros consommateurs de la région, une autre s'écoule vers la Bohême, sur le marché de Reichenberg en particulier.

Malgré une guerre acharnée faite, dès le début, par les marchands à la Société, celle-ci a toujours payé de 20 à

30 pfennig, parfois même jusqu'à 40 pfennig, au dessus du cours de la Bourse de Zittau.

*
* *

Deux sociétés, de fondation plus récente, celles de *Mugeln* et de *Leuba* ont déjà pris une belle extension.

Le tableau ci-dessous donne les chiffres d'affaires des quatre coopératives saxonnes les plus importantes :

ANNÉE	ZITTAU		LOBAU		MUGELN		LEUBA	
	Quintaux	Marks	Quintaux	Marks	Quintaux	Marks	Quintaux	Marks
1898..	15.715	227.030	30.250	450.000	»	»	»	»
1901..	36.732	565.499	30.500	497.000	1.159	17.694	»	»
1904..	67.334	874.554	52.700	736.000	24.754	142.110	5.962	68.015
1907..	74.694	1.285.919	52.397	905.088	29.177	516.899	45.013	470.449

Enfin, depuis 1906, la Société centrale de l'Union des Associations agricoles, qui, jusqu'à cette époque n'avait pratiqué la vente collective des céréales qu'à titre accessoire, en faisant quelques ventes à la commission, a donné à ces opérations une grande extension. Elle y a préposé un spécialiste et a vendu :

En 1906, 41.867 quintaux, valant...	691.906 marks.
1907, 63.304 —	1.211.606 —

Il en est résulté une hausse des prix qui parfois n'a pas été négligeable.

La Société centrale pousse les Sociétés affiliées à entreprendre la vente collective des céréales. Celles-ci ont commencé à construire des lagerhäuser, de dimensions

très variables, afin de faciliter les opérations de nettoyage et de mélange. La Société centrale a fait établir des plans de magasins avec ou sans machinerie, dont le coût de construction est respectivement de 5.600 marks, 5.800 marks et 9.500 marks et qui conviennent aux sociétés les plus modestes.

La vente coopérative des céréales en Saxe est donc déjà dans un état d'organisation très avancé, et les brillants résultats obtenus au cours des 10 dernières années, montrent que les agriculteurs Saxons sont entrés résolument dans la voie de la coopération de vente des produits agricoles.

IV. — Les Lagerhäuser du Grand Duché de Bade.

Dans le Grand Duché de Bade, il n'existe pas de loi spéciale en faveur des coopératives de vente, mais le Gouvernement fait tous ses efforts pour les développer. Le Ministre de l'Intérieur leur accorde des subventions pouvant aller jusqu'au tiers des frais d'établissement ; en outre, le Ministre des Finances leur fait, moyennant un intérêt peu élevé, des avances amortissables.

Une des premières coopératives de vente de céréales fondée en Allemagne fut celle d'*Eppingen*, société enregistrée à responsabilité illimitée, qui date de 1893. Les parts étaient de 50 marks dont 1/10, soit 5 marks, exigible à la souscription ou par versements mensuels de 1 mark pendant les 5 premiers mois, chaque membre ne pouvant être titulaire que d'une seule part.

La Société loua à l'Administration des chemins de fer,

moyennant 284 marks, une partie de la gare aux marchandises d'Eppingen, dans laquelle furent installés des appareils de nettoyage.

Le Gouvernement Grand Ducal alloua à la Société une subvention de 2.700 marks, en deux annuités ; le conseil de direction s'engagea à adresser chaque année au Ministre de l'Intérieur, un rapport sur les opérations de la Société.

La Société d'Eppingen était parvenue à payer aux cultivateurs des prix dépassant de 50 pfennig à 1 mark ceux payés jusque-là par les marchands. Elle a cependant cessé de fonctionner à partir de 1900.

Les causes de cet échec sont, en premier lieu, l'abstention d'un grand nombre de cultivateurs vis-à-vis de la Société dont le chiffre d'affaires ne permettait pas de couvrir les frais généraux ; d'autre part, la grande diversité des espèces de grains rendait très difficile la constitution de grosses quantités à offrir aux consommateurs. Enfin, dans la région d'Eppingen, le commerce des céréales, très fortement organisé, mit tout en œuvre pour faire échouer la coopérative.

Cet échec prouve qu'il ne faut tenter l'organisation de la vente coopérative des céréales que dans les localités où l'esprit coopératif a pris un développement tel, que les sociétaires ne s'alarment pas à la moindre perte et n'abandonnent pas leur Société si, au début, elle éprouve quelques difficultés. Les cultivateurs s'affiliant en grand nombre, les frais généraux seront réduits et, en outre, la Société pourra se procurer les machines qui lui sont indispensables.

Le Bureau Central de Mannheim.

Malgré l'échec de la Société d'Eppingen, l'Union des Sociétés agricoles badoises de consommation, affiliée au Reichsverband, et l'Union des Sociétés agricoles du Palatinat s'unirent en 1901 pour organiser un *Bureau central de vente de céréales* à Mannheim. Un magasin situé dans le port intérieur de Mannheim et raccordé aux voies ferrées, fut acheté moyennant 25.000 marks; 22.000 marks furent en outre consacrés à l'aménagement, ce qui porta les frais totaux à 47.000 marks. Le gouvernement badois accorda une subvention de 10.500 marks et une allocation annuelle de 6.000 marks.

Dès la première année le Bureau vendit :

183	wagons	d'orge. . . .	valant	209.529 ^m
84 1/2	—	d'avoine . .	—	121.639
17	—	blé	—	28.938
22 1/2	—	balle d'avoine	—	29.952
10	—	seigle. . . .	—	14.942
Soit 267 wagons				valant 405.054 ^m

Le bénéfice brut fut de 6.693 marks; mais les frais d'exploitation s'étant élevés à 11.470 marks il y eut un déficit final de 4.767 marks qui fut couvert par l'Union.

En 1902, 437 wagons furent vendus pour un chiffre de 687.100 marks, en augmentation de 282,045 marks sur l'année précédente.

Le Bureau central a constitué des Sociétés de vente qui ont construit des magasins pourvus d'une machinerie très complète, en particulier dans les 7 localités de Schefflenz, Boxberg, Eubigheim, Hufingen, Riedöschingen, Stuhlingen et Griessen. Le magasin de Schefflenz a

coûté 20,000 marks ; le terrain a été donné gratuitement par la commune d'Oberschefflenz.

Mais il existe, en outre, de nombreuses sociétés qui, *sans avoir* de magasin, effectuent la vente collective de leurs céréales par l'intermédiaire du Bureau de Mannheim.

Le système de vente est le même que celui qui fonctionne à Kassel. Les Sociétés sont tenues de vendre toutes leurs céréales par l'intermédiaire du Bureau de Mannheim. L'achat est fait le plus souvent au cours du jour ; les sociétaires peuvent cependant déposer leurs grains en magasin, s'ils prévoient un relèvement des cours, et obtenir des avances sur ces dépôts.

Les clients du Bureau sont l'Intendance militaire, les brasseurs, meuniers, malteurs et les sociétés de consommation du Palatinat, du pays de Bade, du Wurtemberg et de la province Rhénane.

Toutes ces sociétés font de bonnes affaires ; en particulier, les lagerhäuser situés dans le haut pays de Bade, éloignés du marché de Mannheim, ont provoqué une élévation sensible des prix et obligé les marchands à se conformer à ce mouvement ascensionnel.

Enfin, les sociétés badoises ont fourni aux cultivateurs les types de semence les plus appropriées aux divers terrains.

V. Les Lagerhäuser en Alsace : Le Bureau central de Strasbourg.

En Alsace, l'Union des associations rurales de Neuwied avait fondé la *Société strasbourgeoise pour la vente de*

céréales, avec bureau de vente à Strasbourg. La Société comprenait 150 caisses locales répondant chacune de 2.000 marks. Les parts sociales étaient de 10 marks avec responsabilité cinquante fois supérieure.

Plusieurs magasins furent construits, mais ces constructions furent à la fois trop nombreuses et trop coûteuses, ce qui greva, dès le début, la Société de gros intérêts à payer.

En 1902, 107 membres répondaient à eux seuls de 300.000 marks ; le capital social fut porté à 600.000 marks.

En 1903, la Société comptait 167 membres dont 150 caisses locales et 17 membres isolés ; 5 nouveaux magasins étaient en construction, deux autres en projet.

Le mouvement d'affaires s'éleva à 500.000 marks, le capital social fut porté à 1.500.000 marks.

La Société malheureusement se lança dans des spéculations qui ne lui réussirent pas, car l'exercice 1904 se clôtura par un déficit de 600.000 marks. En même temps, le directeur de la Filiale Raiffeisen de Strasbourg passait en Amérique après avoir commis 50.000 marks de détournements, La Caisse centrale de Neuwied endossa les trois quarts du déficit, soit 450.000 marks, les caisses locales les 150.000 derniers marks.

Malgré ces énormes pertes, l'Assemblée générale résolut de continuer les affaires pendant l'année 1905, mais sa situation financière ne s'étant pas améliorée, la Société strasbourgeoise fut dissoute au mois de février 1906.

Son échec était tout entier dû à l'exagération des sommes consacrées aux constructions, et aux spéculations dans lesquelles la Société s'était lancée.

DEUXIÈME PARTIE

LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES EN AUTRICHE

I. — Les Associations agricoles en Autriche.

Le mouvement d'association agricole en Autriche est de date plus récente que celui dont nous avons esquissé l'histoire en parlant de l'Allemagne.

Ce n'est, en effet, qu'en 1886, à *Gross Petersdorf*, en Moravie, que fut créée la première Caisse de crédit Raiffeisen ; mais, depuis lors, les institutions coopératives, sous leurs diverses formes, ont pris un rapide développement.

Dans chacun des pays de la couronne autrichienne, les sociétés coopératives sont groupées en une ou plusieurs Unions, distinctes le plus souvent par nationalités, « pour lesquelles la représentation des intérêts professionnels se double du désir d'étendre l'influence de la race qu'elles représentent (1). »

(1) Proposition de loi Clémentel. Rapport. *Journal officiel*, 1903.

Le plus grand nombre de ces Unions sont elles-mêmes fédérées en une Union centrale des Sociétés coopératives agricoles d'Autriche, créée en 1898, et qui, en 1906, comptait près de 5.000 sociétés locales groupées en 18 Unions ; les cinq sixièmes des sociétés agricoles autrichiennes sont affiliées à l'Union centrale. Celle-ci a tenu, à l'exemple de l'Union Impériale allemande, son premier congrès général à Vienne en 1906.

Comme en Allemagne également, les coopératives de vente de produits agricoles se sont greffées sur les organisations agricoles et leurs Unions.

La construction des premiers magasins à céréales remonte à 1898. Leurs fondateurs se sont moins proposés d'arriver à influencer directement les cours du blé, que de soustraire le petit cultivateur à l'oppression des marchands intermédiaires, de lui éviter l'obligation de vendre ses grains sitôt après la récolte et de lui permettre d'attendre une tournure favorable des cours.

La création de ces magasins a été beaucoup encouragée par le Gouvernement Impérial, les divers Royaumes ou provinces, voire même par les municipalités.

Un crédit annuel de 200.000 couronnes (1), est mis à la disposition du Ministre de l'agriculture en faveur des sociétés coopératives de vente.

La répartition de ce crédit entre les sociétés a lieu sur l'avis émis par une commission spéciale des associations agricoles, instituée dans chaque province. Cette commission comprend des délégués du Gouvernement, des Etats

Documents parlementaires, Chambre des Députés. Annexe n° 1449, p. 21.

(1) 1 couronne = 1 fr. 04.

provinciaux, du conseil provincial d'agriculture, des Unions provinciales, etc.

Elle examine les demandes des coopératives de vente ; si l'avis émis est favorable, la société reçoit environ 20 0/0 du capital nécessaire à sa fondation ; ce capital est mis à sa disposition sous forme de subvention pure et simple.

L'Etat fournit aussi parfois des avances sans intérêts ; il n'intervient d'ailleurs que s'il estime que l'entreprise a quelque chance de succès. A cet effet, la Commission doit d'abord se livrer à une enquête pour savoir si l'établissement du magasin projeté répond à un besoin réel de l'agriculture, si le centre de production est assez considérable et à portée de débouchés suffisants, si le magasin est assuré de recevoir des futurs associés la quantité de céréales nécessaire à son fonctionnement. L'existence d'une caisse de crédit capable de couvrir les premiers frais, doit être examinée, et la commission doit entrer en relations avec les acheteurs en gros possibles, tels que meuniers, malteurs, brasseurs, etc.

Ce contrôle préalable paraît essentiel au ministère qui, par une circulaire du 16 août 1902, a fait connaître que toute subvention serait refusée à une société qui s'adresserait à lui après le commencement, et *a fortiori* après l'achèvement des travaux. Par contre, les avances ne sont liquidées que lorsque les travaux sont terminés et que la société est en exploitation. Certaines plaintes se sont élevées contre le retard apporté parfois dans la liquidation des avances ; les Kornhäuser de Bohême, en particulier, ont dû emprunter de l'argent à 4 1/2 0/0 en attendant cette liquidation, ce qui a occasionné à chaque établissement une dépense moyenne de 1.800 couronnes (1).

(1) *Génossenschaftliches Jahrbuch des Centralverbandes des*

Ce sont les Unions régionales de sociétés agricoles qui sont chargées par le ministre de faire toutes les démarches en vue de la création des sociétés de vente et, au besoin, de fournir à celles-ci les statuts et les plans nécessaires.

La fondation des sociétés est laissée à l'initiative individuelle ; chaque associé prend une ou plusieurs parts dont le montant est généralement minime, mais la responsabilité représentée étant un multiple du taux des parts, la société aura un crédit suffisant pour se procurer par l'emprunt les sommes nécessaires à sa constitution et à son fonctionnement.

La nature et la forme des enquêtes qui précèdent l'allocation des encouragements financiers de l'Etat aux coopératives agricoles, sont assez analogues à celles instituées en France par la loi Ruau, ainsi que nous le verrons dans la troisième partie de ce travail.

II. - Les Lagerhäuser de Basse Autriche.

Les agriculteurs de Basse Autriche ont été incités à construire des magasins à céréales par l'exemple des organisations bavaroises de *lagerhäuser* ; ils y furent poussés également par le désir d'organiser la vente collective à l'administration militaire, vente déjà entreprise dans plusieurs régions, mais qui fonctionnait d'une façon irrégulière.

Le premier Lagerhaus fut ouvert à *Pochlarn* en juillet 1898. — En 1899, 9 autres magasins entrent en acti-

deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften Böhmens.
Prague, 1902.

tivité, à savoir : *Schwadorf, Ebreichsdorf, Stockerau, Tulln, Mistelbach, Zistersdorf, Oberhollabrunn, Ziersdorf, Kilb*. En 1900, 4 nouveaux magasins sont créés et 5 autres en 1901 : *Absdorf, Allenstein, Durnkrut, Gramat-Neusiedel, Herzogenberg, Horn, Obersiebenbrunn, Saint-Poelten, Vitis*. Enfin en 1903, 2 derniers magasins portent à 21 le chiffre total des lagerhäuser de Basse Autriche.

Pour le plus grand nombre de sociétés, les parts sont de 10 couronnes, avec responsabilité 20 fois supérieure, soit 200 couronnes. Chaque sociétaire est d'ailleurs tenu à prendre un nombre de parts proportionné à l'étendue des terres labourables qu'il cultive.

La contenance des magasins varie de 5.000 à 12.000 quintaux, les frais de construction de 54.000 couronnes pour le plus petit magasin à 122.000 pour le plus grand, auquel il est vrai est annexé un moulin.

La répartition des frais d'établissement a été estimée ainsi qu'il suit en ce qui concerne les 10 magasins construits en 1898 et 1899 (1).

	Petits magasins	Grands magasins
Construction.....	28 à 30.000 c.	36 à 60.000 c.
Machines.....	12 à 14.000	24.000
Moteur.....	4.000	8.000
Raccordements avec la voie ferrée.....	4 à 14.000	4 à 14.000

Les sociétés opèrent en général de la façon suivante : à la livraison au magasin, chaque cultivateur reçoit un

(1) Rapport Dr Maurice Ertl. *Congrès de la Vente du Blé*. Versailles, 1900, vol. II, p 241.

acompte qui varie entre 70 et 80 0/0 de la valeur du grain au cours du jour. Après un nettoyage à la machine, et les criblures étant rendues aux cultivateurs, il n'est tenu compte que du poids net du grain nettoyé. Celui-ci classé par catégories, s'il y a lieu, est vendu par la société qui en remet le prix à l'associé, déduction faite d'une retenue minime, 15 à 20 kreutzer par quintal, pour frais d'exploitation, d'amortissement, etc.

Comme en Allemagne, les lagerhäuser autrichiens s'occupent des fonctions accessoires de fourniture de tous les articles nécessaires à la culture, entre autres des engrais, et réalisent de ce fait des bénéfices qui viennent en déduction de leurs frais généraux.

La « Caisse centrale coopérative de Basse Autriche », qui a pour membres les coopératives elles-mêmes, leur fournit les sommes nécessaires à leur fonctionnement, et qui peuvent atteindre la moitié de la valeur des propriétés de chacune d'elles, plus les 2/3 du montant total des sommes pour lesquelles se sont engagés les porteurs de parts, au taux de 4 1/4 0/0.

Enfin, la Caisse centrale warrant les céréales emmagasinées jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur, au même taux de 4 1/4 0/0.

*
* *

Comme type des grands magasins de Basse Autriche, nous décrirons le magasin d'*Absdorf*.

Le Lagerhaus d'Absdorf (1).

« Construit sur les plans du Bureau des constructions

(1) A. Dulac. *Manuel de la Vente coopérative des Grains*, p. 33.

« de Basse Autriche, la contenance de ce magasin est de
« 800 à 900 tonnes ; il mesure 16 m. 90 sur 11 m. 70 ;
« sa hauteur est de 22 m. 70.

« L'édifice comporte un rez-de-chaussée avec sous-
« sol, et six étages. Les silos au nombre de six, forment
« un cube de 11 m. 70 sur 4 m. 50 qui occupe toute la
« hauteur du magasin. Tout le reste est en greniers. Les
« machines sont situées au centre du bâtiment, aux éta-
« ges supérieurs. Il y a trois élévateurs, qui, à l'arrivée
« du grain au magasin, le transportent du rez-de-chaus-
« sée au cinquième étage. Là se trouvent deux cylindres
« aspirateurs pour l'époussiérage. Les poussières sont
« entraînées dans une chambre close et les grains des-
« cendent aux machines de nettoyage situés au quatrième
« étage, où deux machines puissantes, l'une pour les
« grains lourds, l'autre pour les grains légers, peuvent
« traiter chacune vingt quintaux à l'heure.

« Au centre du troisième étage, se trouvent deux
« trieurs. Au rez-de-chaussée, une balance sert à la pesée
« des grains à l'arrivée ; l'autre, placée sous les tubes de
« descente, pèse les grains à la sortie avant la mise en
« sac ; un moulin permet de moudre 200 à 250 kilos à
« l'heure.

« Les silos, en bois blanc, ont une contenance de 600
« quintaux ; leurs dimensions intérieures sont de 2 m. 25
« sur 3 m. 90 ; leur hauteur est de 11 mètres. Les parois
« de 20 centimètres d'épaisseur à la base et de 10 centimè-
« tres au sommet, sont constituées par des planches
« clouées les unes sur les autres sur leur plat.

« Les grains s'écoulent par la partie inférieure des
« silos et tombent dans la balance automatique pour
« l'ensachage.

« Ayant subi un époussiérage, un nettoyage puis un
 « triage, aux 5^e, 4^e et 3^e étages, le grain tombe de nou-
 « veau au rez-de-chaussée dans un réceptacle où vient le
 « puiser le 3^e élévateur pour l'élever cette fois au 6^e étage.
 « De là, il est dirigé soit sur les silos, soit sur les gre-
 « niers, au moyen d'un appareil de distribution com-
 « posé de neuf tubes de descente (3 pour les silos, 6 pour
 « les greniers) disposés circulairement autour d'une
 « table; le grain est amené à l'orifice de l'un quelconque
 « d'entre eux par l'intermédiaire d'un tube oblique mo-
 « bile autour d'un axe perpendiculaire à la table en son
 « centre.

« Ce tube oblique reçoit, à sa partie supérieure le
 « grain que les norias montent du rez-de-chaussée.

« Chacun des trois premiers étages est divisé par des
 « cloisons en six compartiments auxquels aboutissent
 « les six tubes de descente. Le quatrième étage, man-
 « sardé est presque complètement occupé par les cham-
 « bres à poussières ».

Résultats économiques des Lagerhäuser autrichiens.

Dès les premières années de leur fonctionnement, les lagerhäuser de Basse Autriche ont donné des résultats économiques très satisfaisants. En 1900, on constatait (1) que les cultivateurs avaient la certitude de vendre aux prix du marché, que jamais autrefois les marchands ne leur payaient. Les magasins ont entrepris aussi, avec un grand succès, les fournitures directes à l'administration

(1) *Congrès de la Vente du Blé*. Rapport Dr Maurice Ertl, vol. II, p. 242.

militaire. Beaucoup de commerçants avaient bien essayé de boycotter les produits venant des magasins coopératifs, mais ceux-ci avaient trouvé des débouchés à l'étranger ; ils exportent en particulier du seigle et de l'orge en Allemagne à des conditions très avantageuses.

Les magasins à céréales de la Basse Autriche sont réunis en une Union provinciale par l'intermédiaire de laquelle les sociétés locales peuvent vendre, si elles le désirent ; l'Union prend 1 pour 1.000 pour couvrir ses frais. C'est principalement par elle que se sont réalisées les ventes à l'administration militaire.

Dans les huit premiers mois de leur fondation, les magasins agricoles avaient vendu 80.000 quintaux de céréales, dont 40.000 par l'intermédiaire de l'Union provinciale. Les prix obtenus étaient toujours de 25 à 50 kreutzer supérieurs à ceux du commerce.

L'Etat et la province avaient fourni pour chaque magasin environ 4.000 couronnes de subvention et 4.000 couronnes d'avances sans intérêts.

Résultats financiers.

Les résultats financiers furent cependant moins heureux et les sociétés éprouvèrent, au début, des difficultés assez sérieuses, qu'elles sont d'ailleurs parvenues à surmonter.

Les 21 magasins avaient nécessité, tant pour la construction que pour l'achat des machines, une dépense globale de deux millions de couronnes. Or, le capital social, représenté par le montant des parts, ne s'élevait qu'à 160.059 couronnes seulement. Il avait donc fallu se procu-

rer des fonds de roulement au moyen d'emprunts à la Caisse centrale, emprunts qui se chiffèrent par 2.500.000 couronnes. La dette totale des sociétés se montait à 4.500.000 couronnes, soit 200.000 couronnes d'intérêts annuels à payer.

Avec d'aussi lourdes charges, il n'est pas étonnant qu'au bout de deux ou trois années, les sociétés, à peu d'exceptions près, se soient toutes trouvées en déficit. En 1903, trois magasins seulement avaient couvert leur frais d'exploitation et les intérêts de leurs fonds d'emprunt, 18 ne les avaient couverts que partiellement, dont 7 n'avaient jamais atteint ce résultat. Le déficit d'un de ces magasins monta à 235.000 couronnes.

Une telle situation ne pouvait durer.

Les Etats provinciaux ont voté à chacun des budgets de 1903 et 1906, 300.000 couronnes pour venir en aide aux sociétés coopératives; celles-ci, loin de se décourager, ont adopté un certain nombre de mesures qui ont rapidement amélioré leur situation financière.

Pour parer à l'insuffisance du capital-parts qui ne représentait en moyenne que 6 0/0 des frais de construction et des fonds de roulement, chaque société ayant une moyenne de 13.000 couronnes à payer chaque année pour intérêts des sommes empruntées, les parts sociales furent portées, dans la plupart des sociétés, de 10 à 50 couronnes, la responsabilité de chaque part restant fixée à 200 couronnes.

Voulant secouer l'apathie des cultivateurs qui n'utilisaient pas les magasins pour la vente de leurs produits, les sociétés ont entrepris une active propagande par la parole qui s'est étendue jusqu'aux plus petites localités; des conférenciers infatigables ont été y répandre les idées.

coopératives, faisant comprendre aux paysans les avantages qu'ils retireraient de la vente collective, grâce aux magasins. Les sociétés sont ainsi parvenues à s'affilier de nombreux associés qui ne se contentèrent pas de payer la cotisation, mais vendirent effectivement leurs grains par l'intermédiaire des magasins.

Dès la première année qui suivit cette propagande, plusieurs lagerhäuser ont réussi à tripler leur chiffre d'affaires et à traiter des quantités suffisantes pour couvrir leurs frais.

Les sociétés ont, en outre, renoncé pour la plupart à faire des avances aux cultivateurs sur les céréales déposées. Ces avances qui s'élevaient jusqu'à 90 0/0 de la valeur des dépôts, étaient cause de l'encombrement des magasins, les cultivateurs retardant sans cesse l'époque de la vente dans un but de spéculation.

Un des magasins se trouva ainsi, une année entière, regorger de grains et subir des pertes, ces grains s'étant détériorés, et les intérêts dus par les déposants n'étant pas payés.

Enfin, la clôture des exercices annuels que les statuts avaient fixée au 31 décembre, fut reportée au 30 juin, époque à laquelle les magasins étant à peu près vides, il est plus facile d'établir un inventaire.

Ces mesures produisirent immédiatement les meilleurs effets :

Au 30 juin 1904, tous les magasins avaient couvert leurs frais généraux et le montant des intérêts de leurs emprunts ; 7 même avaient réalisé des bénéfices assez importants.

La situation financière des Lagerhäuser de Basse Autriche est donc désormais assurée, et après avoir traversé

une crise de jeunesse, leur développement ne laisse plus rien à désirer (1).

III. — Les Lagerhäuser du Royaume de Bohême.

a) *Les Lagerhäuser allemands.*

Le royaume de Bohême compte, dans les pays de langue allemande, 10 grands Lagerhäuser et un 11^e magasin, celui de *Niedermuhl*, qui possède un moulin coopératif et pour cette raison est placé à part dans les statistiques de l'Union centrale des sociétés coopératives allemandes de Bohême.

Le plus ancien de ces Lagerhäuser remonte à 1888, c'est celui de *Podersam* ; le plus récent, *Tepl*, construit en 1903, n'a commencé à fonctionner que le 1^{er} octobre 1906.

Les magasins de Bohême sont des constructions assez dispendieuses qui, sauf deux, Podersam et Tepl, ont coûté plus de 100.000 couronnes, certains plus de 150.000 couronnes. La construction des 10 magasins a entraîné une dépense totale de 1.237.316 couronnes.

Les sociétés ont reçu des encouragements financiers :

a) De l'État autrichien sous la double forme de subventions et d'avances sans intérêts.

b) Du Royaume de Bohême sous la même double forme.

c) Des districts, des villes, des villages mêmes, sous forme de subventions.

(1) *Der erste Oesterreichische landwirthschaftliche Genossenschaftstag*. Vienne, 1906, p. 54 et suiv.

d) Du « *Fonds du Jubilé de l'empereur François-Joseph pour la protection des petits producteurs agricoles* ». Ce fonds, créé par le Landtag de Bohême avec une dotation de 1.000.000 de couronnes, peut accorder aux sociétés coopératives des avances allant jusqu'à 50 0/0 du capital d'établissement, pourvu que 30 0/0 de ce capital ait été fournis par leurs propres moyens. Grâce à ces avantages, les fondateurs de sociétés coopératives pour la vente des céréales, n'ont besoin de réunir en argent que 30 à 33 0/0 de leur capital d'exploitation. Le fonds de roulement est fourni par les Unions centrales de crédit auxquelles sont affiliées les sociétés de vente.

La part respective que l'État autrichien, le Royaume de Bohême, les administrations locales, le Fonds de l'empereur François-Joseph prennent aux dépenses d'établissement des magasins de Bohême, ressort du tableau porté à la page 156.

On trouvera à la page 157, des renseignements sur le taux des parts, le coefficient de responsabilité, le chiffre d'affaires, et les bénéfices et pertes relatifs à l'exercice 1905-1906.

Cet exercice n'a pas donné de résultats très heureux pour les lagerhäuser de Bohême, puisque sur les neuf anciens magasins, deux seulement ont réalisé des bénéfices et sept ont été en pertes. Cependant, si l'on rapproche le chiffre de ces pertes du chiffre d'affaires total, on voit que le premier est relativement insignifiant, sauf peut-être pour Podersam.

Cette situation peu favorable a été attribuée aux quantités moindres de céréales vendues par les magasins, comparativement aux années précédentes. D'abord l'année 1903, a été marquée dans certaines parties de la

SIEGE DU MAGASIN	ANNEE de fondation	DÉPENSES d'établissement Terrain construction machines	SUBVENTIONS			AVANCES SANS INTÉRÊTS		Prêts à intérêts Fonds Empereur François-Joseph
			des administrat. locales	de l'État Autrichien	du Royaume de Bohême	de l'État	du Royaume	
			couronnes	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes
1. Aussig....	1899	119.217	District..... 8.000 Communes.... 3.145 Autres sources. 40.378	40.000	45.900	6.000	10.600	»
2. Bilin.....	1898	147.535	District..... 500 Communes.... 6.373	20.000	46.000	»	10.000	18.800
3. Brux.....	1900	131.810	District..... 20.000 Communes.... 8.000	41.000	17.464	6.000	44.643	»
4. Eger.....	1899	163.979	Divers..... 8.032	45.970	23.955	45.970	15.970	20.000
5. Leitmeritz.	1895	129.385	District..... 8.000 Communes.... 2.040	48.000	48.900	40.000	12.600	20.000
6. Luditz....	1899	110.177	District..... 3.000 Communes.... 42.000	10.000	18.600	6.000	12.400	20.000
7. Podersam.	1888	74.247	— — — — —	45.000	32.548	»	10.000	40.000
8. Postcherad	1898	168.075	District..... 4.000 Communes.... 10.000 Autres sources. 800	28.000	28.000	16.000	16.600	40.000
9. Tepitz....	1899	155.687	District..... 40.000 Communes.... 795 Autres sources. 45.436	20.250	22.750	10.000	12.500	»
10. Tepl.....	1905	57.201	District..... 1.000	8.000	8.425	4.000	5.600	5.604
TOTAUX.....		1.257.316	431.739	456.220	202.543	73.970	417.913	164.494
11. Niedermühl	1902	96.400	»	»	»	»	»	»

SIÈGE de la Société	TAUX des PARTS	COEFFICIENT de responsabilité	CHIFFRE D'AFFAIRES	BÉNÉFICES	PERTES
	cour ^{tes}		couronnes	couronnes	couronnes
1. Aussig	40	triple	581.232	»	2.649
2. Bilin	10	—	1.539.159	»	10.663
3. Brux	40	quintuple	465.199	»	417
4. Eger	10	décuple	1.540.320	1.415	»
5. Leitmeritz .	40	double	454.746	787	»
6. Luditz	20	triple	4.292.296	»	6.584
7. Podersam .	20	sextuple	728.378	»	36.240
8. Potscherad .	10	triple	1.505.973	»	6.356
9. Teplitz	10	—	801.234	»	2.472
10. Tepl	20	—	17.322	»	»
TOTAUX			11.925.861	2.202	65.384
11. Niedermuhl.	400	triple	345.553	535	»

Bohême par une grande sécheresse qui a occasionné une récolte déficitaire ; mais surtout, les sociétaires n'apportent pas aux magasins toute leur récolte ; on a calculé qu'en moyenne chaque membre n'avait livré que 33 quintaux, ce qui est manifestement inférieur aux quantités produites. Les sociétés n'ont pas inscrit dans leurs statuts l'obligation de livrer et elles déplorent que les cultivateurs ne comprennent pas les bénéfices qu'ils retireraient de l'adoption *proprio motu* de cette règle.

Pour remédier à cet état de choses, l'Union des sociétés agricoles allemandes de Bohême a institué en 1906, une « Lagerhaus Kommission » analogue à la « Kornhaus-Kommission allemande, qui doit étudier toutes les questions concernant les magasins coopératifs et s'efforcer de relever la situation financière des lagerhäuser. La Commission a tenu sa première séance le 29 décembre 1906.

Enfin, l'Union pensant que le contrôle des coopératives est indispensable dans leur propre intérêt, a institué un Inspecteur des *lagerhäuser* qui, de concert avec l'Inspecteur d'état, doit signaler à la Commission toutes les questions utiles.

Grâce à ces mesures, et forts de l'expérience acquise, les représentants des *lagerhäuser* de Bohême envisagent en toute confiance l'avenir de leurs magasins (1).

b) *Les Lagerhäuser tchèques.*

Tous les magasins dont il vient d'être question, sont situés dans la partie allemande du Royaume, c'est-à-dire, la région Nord qui avoisine le royaume de Saxe. Pour la partie tchèque de la Bohême, constituée par tout le centre, il existe une « Union centrale des Sociétés agricoles de Bohême » dont le Directeur M. Johann Sedlak a bien voulu nous communiquer un annuaire (2), auquel nous empruntons les renseignements suivants relatifs à l'année 1905.

Il existe dans la partie tchèque de la Bohême treize *Lagerhäuser* auxquels se réfèrent les chiffres ci-dessous :

(1) *Jahrbuch des Centralverbandes der Deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften Böhmens*. Prague, 1906, p. 86 et suiv.

(2) En nous communiquant cet annuaire, rédigé en langue tchèque, M. Johann Sedlak a poussé l'obligeance jusqu'à traduire à notre usage les indications essentielles concernant les « *lagerhäuser* » ; nous lui en exprimons ici notre vive reconnaissance.

SIÈGE du Lagerhaus	ANNÉE de Fondation	FRAIS de construction	SUBVENTIONS reçues	PRÊTS sans intérêts	GAINS	PERTES	FONDS de réserve
		couronnes	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.
1. Bohnovice.....	1904	5.889	3.583	»	»	97	180
2. Brod Cesky....	1894	52.375	200	»	588	»	8.928
3. Brod Nemecky.	1902	7.896	»	»	6.217	»	3.120
4. Caslav.....	1896	108.800	28.515	42.000	1.079	»	27.685
5. Hora Kutná...	1892	97.359	27.000	»	4.928	»	35.993
6. Kradec Kralové	1900	166.948	60.383	30.146	»	175	23.818
7. Jaromer.....	1900	77.741	31.667	7.707	»	1.305	5.085
8. Pardubice.....	1904	123.951	71.462	22.690	»	2.112	31.277
9. Plzen.....	1898	»	200	10.000	5.044	»	79.104
10. Rakovník...	1893	70.524	19.000	9.400	»	1.700	11.657
11. Rychnov.....	1900	32.405	12.000	7.600	71	»	66
12. Skalice Ceska..	1900	141.468	27.000	18.000	428	»	»
13. Voderady.....	1900	»	5.900	1.000	»	165	844

On voit que la situation financière de ces magasins est satisfaisante, puisque la majorité a réalisé des bénéfices, dont quelques-uns très importants, et que les pertes faites par les autres sont insignifiantes, étant donnés les fonds de réserve que les sociétés ont accumulés.

L'activité des lagerhäuser tchèques progresse d'une façon très rapide, ainsi qu'il ressort de la statistique suivante :

ANNÉES	MARCHANDISES DIVERSES	VALEUR
1901.....	912 wagons	276.012 couronnes
1902.....	1.739 —	805.524 —
1903.....	2.825 —	1.116.489 —
1904.	3.399 —	1.536.387 —
1905.....	6.115 —	3.884.900 —
TOTAUX..	14.990 wagons	7.619.314 couronnes

A côté de la vente collective des céréales, les magasins procurent à leurs associés tous les articles nécessaires à la culture : semences, engrais, alimentation du bétail, etc. Ils pratiquent la vente directe à l'administration de la guerre. En 1907, ils ont livré à l'Intendance militaire :

Avoine	29.340	quintaux	valant	462.416	couronnes
Seigle	2.451	—	—	52.493	—
Foin	9.493	—	—	74.814	—
Paille	9.173	—	—	41.691	—
Totaux	50.458	—	—	631.416	—

Les *lagerhäuser* tchèques limitent leurs opérations à la vente des céréales des seuls associés, et malgré cette limitation leur chiffre d'affaires est satisfaisant.

M. Johann Sedlak nous a écrit que l'Union des sociétés agricoles, voulant obtenir de meilleurs résultats encore, cherche à organiser la centralisation de la vente par l'intermédiaire d'un bureau central.

Les coopérateurs espèrent, avec une direction commerciale suffisamment éclairée, obtenir une augmentation sensible des quantités de céréales vendues par les *lagerhäuser*. Le but visé est la concentration en une seule main de l'écoulement de toutes les céréales produites par les cultivateurs organisés, afin d'arriver à acquérir sur la fixation des cours l'influence désirable,

IV. — Les *Lagerhäuser* de Moravie.

C'est dans la période de 1893 à 1902, que les agriculteurs de Moravie se sont groupés en vue d'obtenir un prix plus rémunérateur de leurs produits.

La société agricole de la province est divisée en 2 sections : la section tchèque et la section allemande.

La section tchèque comptait en 1902, 45 sociétés d'achat et de vente.

La première de ces sociétés fut fondée en 1897 à *Littau* ; elle opéra d'abord sans magasin, puis, en construisit un très simple, assez semblable aux dépôts des gares de marchandises, qui coûta 4.000 couronnes.

La même année, fut fondée à *Wischau*, la 2^e société d'achat et de vente qui, dès le début, construisit un magasin qui coûta 63.900 couronnes, la machinerie 18.200 couronnes.

La Société reçut des subventions : 8.000 couronnes de l'Etat, 14.000 couronnes de la Province ; la caisse d'épargne de *Wischau* prêta en outre, 20.000 couronnes.

En 1902, la Société comptait 509 membres ayant 689 parts à 20 couronnes, la responsabilité étant quadruple.

Les autres sociétés agricoles de cette section n'ont pas de magasin leur appartenant, mais utilisent des locaux loués. Citons la Société de *Prerau*, fondée en 1898, qui comptait, en 1902, 630 membres, les parts étant de 40 couronnes. Le loyer du magasin est de 1.000 couronnes.

La section allemande compte 3 sociétés de lagerhäuser, dont la première fut fondée, en 1898, à *Zwittau*. Les parts, au nombre de 651, sont de 20 couronnes avec responsabilité quintuple. Le lagerhaus, d'une contenance de 50 wagons, a une machinerie actionnée par l'électricité. Il a coûté 60.000 couronnes, dont 8.000 fournies par l'Etat et 8.000 par la province. Il est exclusivement réservé à l'avoine dont il a réussi à améliorer les semences.

A *Pulgram*, les membres de la caisse locale Raiffeisen ont fondé en 1899, un petit lagerhaus d'une contenance de 20 wagons qui a coûté 17.200 couronnes.

Enfin, la 3^e société, celle de *Neusiedel*, a construit un magasin d'une contenance de 50 wagons, auquel est adjoint un moulin. Il a coûté 110.000 couronnes. Les parts sociales, au nombre de 602, sont de 20 couronnes avec responsabilité quintuple (1).

V. — Les Lagerhäuser de Carinthie.

Dans cette province on peut citer le magasin de *Kuhnsdorf* (contenance 2.500 quintaux) qui a coûté 34.000 couronnes, et un tout petit magasin, celui de *Völkermarkt*, qui n'est que loué par la société coopérative agricole (2).

(1) Wiener landwirthschaftlichen Zeitung, 15 mars 1902.

(2) En Hongrie, il existait au mois de septembre 1904, 29 magasins à céréales créés à partir de 1900. La loi 14 de 1904 leur a affecté un fonds de 2 millions de couronnes.

En Serbie, 24 greniers coopératifs étaient en exploitation à la même époque.

(Congrès régional des Syndicats agricoles. Vannes, 1906. Rapport Rieul Paisant).

TROISIÈME PARTIE

LA VENTE COLLECTIVE DES CÉRÉALES EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES FRANÇAISES

Les Sociétés d'Agriculture et les Comices agricoles.

C'est à une date relativement récente que s'est produit un mouvement d'association parmi les agriculteurs français.

Son véritable point de départ a été la loi du 21 mars 1884 relative à la création de syndicats professionnels. Jusqu'à cette époque, les seuls groupements pratiqués par nos agriculteurs étaient les sociétés d'agriculture, dont l'institution remonte au XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, et les comices agricoles, nouveau type d'association apparu vers 1830, mais qui ne fut réglementé que quelque 20 ans plus tard, par la loi du 20 mars 1831.

L'activité de ces groupements se manifestait par l'institution de concours comportant des récompenses, sous forme de médailles et de primes en argent, accordées aux animaux et aux produits exposés, à la bonne tenue des étables et des exploitations agricoles, aux fabricants d'instruments et de machines agricoles, etc.

Ces institutions, qui ont certainement eu leur utilité en encourageant les progrès de l'agriculture et en stimulant l'émulation parmi les cultivateurs, ne correspondaient qu'à un état tout à fait primitif de l'association agricole ; leur insuffisance devint manifeste, lorsque, aux environs de 1880, l'agriculture française, comme celle de tous les vieux pays d'Europe, traversa une crise inquiétante pour l'avenir de cette branche de la production nationale.

Les conditions de la productivité universelle avaient subi un complet bouleversement : le développement considérable des moyens de transport, la rapidité accrue des communications entre toutes les parties du monde, permettaient à l'Amérique, à la République Argentine, aux Indes, à la Russie de faire affluer sur nos marchés d'énormes quantités de produits agricoles dont le coût de production, par suite de la plus grande fertilité des terres nouvellement exploitées, était très inférieur au coût de production des produits français.

Le marché français, devenu tributaire du marché mondial allait à sa ruine ; les agriculteurs comprirent la nécessité de se grouper en vue d'organiser la lutte avec les producteurs étrangers ; il s'agissait de chercher les progrès réalisables dans les méthodes de culture, d'abaisser les prix de revient, d'améliorer les conditions de vente.

L'individualisme qui avait caractérisé jusque-là toute la production agricole, constituait pour nos agriculteurs une sérieuse cause d'infériorité dans la lutte mondiale qui s'ouvrait; parmi eux, se dégagait l'idée d'une organisation possible des producteurs en vue de coordonner leurs efforts et de produire dans de meilleures conditions. Le « patronage académique » des sociétés d'agriculture et des comices était tout à fait insuffisant pour réaliser une pareille œuvre. A une situation économique toute nouvelle, il fallait un instrument nouveau, une forme d'association apte à poursuivre la substitution d'une action plus collective à l'action purement individuelle. Cet instrument nouveau fut le Syndicat agricole.

Les Syndicats agricoles.

Dès 1880, des groupements professionnels qui étaient de véritables syndicats avant la lettre, furent organisés pour lutter contre les maladies cryptogamiques, contre la fraude des engrais et des semences.

En 1883, M. Tanviray, professeur départemental d'agriculture à Blois, forma entre les agriculteurs de Loir-et-Cher, une association syndicale ayant pour but d'acheter en commun toutes les matières utiles à l'agriculture, et spécialement les engrais chimiques. L'entreprise réussit si bien que les grandes sociétés d'agriculture s'empresèrent de suivre l'exemple qui venait de leur être donné; des syndicats naquirent dans le Loiret, dans le Vaucluse, dans la Drôme, dans le Jura. Toutes ces associations vivaient en marge de notre législation, lorsque la loi du 21 mars 1884 vint leur offrir la possibilité de se constituer sous un régime légal. Le législateur de 1884

n'avait pas exclu de la loi du 21 mars les syndicats agricoles, mais il ne les y avait pas non plus insérés. Lors de la dernière délibération au Sénat, M. Oudet, sénateur du Doubs, fit ajouter, un peu par surprise, les mots « *et agricoles* » aux articles 3 et 5 de la loi et c'est de ce modeste amendement qu'est sortie la vaste organisation des syndicats agricoles.

La première forme de coopération que pratiquèrent les syndicats fut la coopération d'achat.

La nécessité d'obtenir de plus gros rendements afin de produire à meilleur marché, obligeait les cultivateurs à transformer leurs méthodes de culture et à adopter des moyens de production plus scientifiques. A des terres épuisées par de longs siècles d'exploitation irrationnelle, il fallait apporter les matières fertilisantes que les savants, chimistes et agronomes, indiquaient comme devant les régénérer. Habitué à n'employer comme engrais, que le fumier de ferme, nos cultivateurs hésitèrent longtemps avant d'adopter l'emploi des sels minéraux. Les premiers qui se risquèrent dans cette voie, n'eurent pas d'ailleurs toujours à s'en féliciter ; le commerce des engrais, faute d'une clientèle suffisante, était obligé de vendre à des prix très élevés et abusait de l'ignorance des acheteurs pour falsifier les produits livrés. La nécessité de protéger les cultivateurs contre ces abus s'imposait, et le 4 février 1888 fut promulguée une loi réprimant ces fraudes.

Après le vote de la loi du 21 mars 1884, l'association fondée dans le Loir-et-Cher par M. Tanviray, se constitua en *Syndicat des agriculteurs de Loir-et-Cher* ; l'exemple une fois donné, fut suivi avec empressement, et de nombreux syndicats se fondèrent dans le but, non

seulement d'acheter les engrais en commun, afin de les obtenir à meilleur marché et de qualité contrôlée, mais de procurer aux cultivateurs des semences sélectionnées, des machines agricoles et des instruments aratoires perfectionnés. D'une façon générale, les syndicats s'appliquèrent à faire connaître les meilleures méthodes de culture, les applications scientifiques intéressantes, la sélection raisonnée et l'alimentation rationnelle pour l'amélioration du bétail.

Au début, les syndicats s'étaient constitués en groupements régionaux embrassant un département tout entier. Bonne pour l'achat en commun des engrais et des appareils perfectionnés, cette organisation était défectueuse au point de vue de la cohésion, de la confiance réciproque des syndiqués. Dans ces associations à vaste circonscription, comprenant parfois plus d'un millier de membres, les paysans considéraient le groupement comme un cénacle de personnalités dirigeantes, placé bien au dessus d'eux, présidant de loin à leurs travaux, chargé de distribuer les faveurs, les encouragements et les services. Aussi, la plupart de ces groupements régionaux se sont-ils décomposés en syndicats communaux et cantonaux, ou, n'ont pu subsister qu'en favorisant le développement des groupements secondaires, autonomes ou non. C'est la substitution du principe de la formation par en bas à celui de la formation par en haut. Dans ces petits syndicats, tous les associés sont des gens se connaissant bien, ayant des intérêts identiques et des origines communes.

Quel est l'état actuel du développement des syndicats agricoles en France ?

Le nombre de ces syndicats qui était de 5 seulement

au 1^{er} juillet 1884, atteignait 10 ans après, le chiffre de 1092, avec 378.750 membres, et au 1^{er} janvier 1900, celui de 2.133.

La dernière statistique publiée par le Ministère du Travail porte qu'au 1^{er} janvier 1907, il existait :

3.883 Syndicats agricoles groupant 716.530 membres ;

201 Syndicats patronaux de commerce ou d'industrie agricole, horticulteurs, maraîchers ou éleveurs.

476 Syndicats d'ouvriers agricoles et bûcherons.

Soit au total, 4.560 syndicats agricoles groupant plus d'un million de chefs de culture ou d'ouvriers agricoles.

Ces syndicats se répartissent d'une façon très inégale entre tous les départements de France et d'Algérie. Sept départements ont plus de 100 syndicats ; celui de la Haute-Savoie arrive en tête avec 267. C'est la Sarthe qui comprend le plus grand nombre d'agriculteurs syndiqués : 26.000.

Les Unions de Syndicats agricoles.

A l'exemple des grandes fédérations allemandes de sociétés de coopération et de crédit agricole, les syndicats agricoles français ne tardèrent pas à comprendre la nécessité de se fédérer pour réaliser l'association agricole au deuxième degré. Etant donnée la grande différence qui existait entre certains syndicats, les uns étant très nombreux et très étendus, les autres n'étant que des associations locales d'un petit nombre de membres, ces fédérations devaient, par le rapprochement des expériences réalisées sur tous les points du pays, dégager les enseignements qui en résultaient et diriger les syndicats dans la voie la plus favorable à leur développement. En groupant et en disciplinant les associations locales, les fédé-

rations augmenteraient leur activité, en leur permettant de rendre à leurs membres des services plus nombreux et plus variés.

C'est encore la loi du 21 mars 1884 (1) qui a permis la constitution de ces groupements au deuxième degré. La seule différence que la loi aît faite, au point de vue juridique, entre les syndicats et les unions de syndicats est qu'elle a refusé à celles-ci la faveur de la personnalité civile. Cette limitation de la capacité des unions, qui, dans l'esprit du législateur, visait les fédérations de syndicats ouvriers, n'a pas empêché les unions de syndicats agricoles de rendre les services en vue desquels elles avaient été constituées.

*L'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs
de France.*

Deux ans après la promulgation de la loi du 21 mars 1884, la plus nombreuse et la mieux organisée de nos grandes sociétés agricoles, la Société des Agriculteurs de France, fonda le 3 mars 1886, l'*Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*, à laquelle sont affiliés près d'un millier de syndicats comptant 500.000 membres environ. Son programme a été formulé de la façon suivante par l'article 10 de ses statuts :

(1) Art. 5. — Les Syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

« Elle se propose notamment :

« 1° De servir aux syndicats unis de centre permanent
« de relations et de leur procurer les moyens et rensei-
« gnements nécessaires pour les faire profiter de mar-
« chés avantageux et de tarifs de transports à prix
« réduits ;

« 2° D'encourager la création de nouveaux syndicats ;

« 3° De recueillir et communiquer aux syndicats unis,
« toutes les indications venant soit de l'intérieur, soit de
« l'étranger, qui seraient propres à les éclairer sur la
« situation respective des récoltes, sur les offres et
« demandes, et à guider ainsi les syndicats et leurs mem-
« bres dans leurs opérations et marchés ;

« 4° De leur donner des avis et conseils en toutes ma-
« tières contentieuses et techniques sur lesquelles les
« syndicats unis jugeraient utiles de la consulter, soit
« dans l'intérêt propre des syndicats, soit dans l'intérêt
« particulier de leurs membres ;

« 5° De leur faciliter l'usage du laboratoire de la So-
« ciété des agriculteurs de France pour l'analyse des
« terres, engrais et autres matières. »

L'Union centrale a largement contribué au dévelop-
pement du mouvement syndical agricole ; elle stimule
les initiatives locales, aide à vaincre les difficultés d'or-
ganisation et exerce une sorte de patronage sur les syn-
dicaux affiliés. Mais, par suite de l'étendue même de son
action qui s'exerçait sur toute la France, l'Union ne
pouvait établir aucun lien réel entre les syndicats de
régions si diverses au point de vue de la production
agricole.

Les syndicats, après avoir acquis quelque expérience,
songèrent à constituer des groupements plus restreints

ayant pour objet la représentation d'intérêts plus spécialement propres à une région limitée.

Les Unions départementales.

Les premières de ces unions adoptèrent comme circonscription le département.

Dès 1887, 3 unions départementales se constituèrent : l'*Union des syndicats des agriculteurs de la Drôme*, l'*Union des syndicats agricoles du Jura* et l'*Union des syndicats agricoles de la Côte-d'Or*. D'autres se fondèrent successivement dans l'Ardèche, le Morbihan, la Loire, le Doubs, l'Hérault, le Pas-de Calais, la Sarthe, la Mayenne, les Alpes-Maritimes, les Hautes-Alpes, etc., etc.

Mais, le cadre départemental a paru, en général, trop étroit pour donner aux unions une influence et une autorité suffisantes. Le groupement qui a obtenu le meilleur succès a été l'Union régionale.

Les Unions régionales.

Les *Unions régionales* ont pour circonscriptions les anciennes provinces ou des régions ayant des intérêts similaires. Leur fondation a été une tentative pour faire revivre la vie provinciale et réagir contre les excès de la centralisation administrative et le despotisme de l'État.

Les Unions régionales sont actuellement au nombre de treize :

1° L'*Union des Syndicats agricoles du Sud-Est*, fondée en 1888. Son siège est à Lyon, elle englobe dix départements et comprend plus de 100.000 membres répartis en 365 syndicats. C'est la plus importante des unions régionales.

2° L'*Union des Syndicats agricoles de la région du*

Nord, fondée en 1891, avec siège à Boulogne-sur-Mer ; elle réunit les syndicats, d'ailleurs peu nombreux, des cinq départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise.

3° *L'Union des Syndicats agricoles de Normandie*, fondée en 1892. Son siège est à Caen ; elle a pour circonscription les cinq départements de l'ancienne province. Elle a créé une société coopérative de production et de consommation, la *Coopérative agricole de Normandie*.

4° *L'Union des Syndicats agricoles et viticoles du Centre*, fondée en 1892, a son siège à Orléans et comprend sept départements des anciennes provinces du Berry, du Nivernais et de l'Orléanais.

5° *L'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté*, fondée en 1892. Siège à Dijon ; sa circonscription s'étend sur six départements comprenant 367 syndicats. Elle a créé à Dijon une coopérative agricole pour la fourniture des engrais.

6° *L'Union des Syndicats agricoles des Alpes et de Provence*, fondée en 1892, a son siège à Marseille. Elle comprend, outre sept départements, la Corse, l'Algérie et la Tunisie, et compte aujourd'hui 243 syndicats affiliés. Elle a fondé la *Coopérative agricole des Alpes et de Provence*, avec siège à Avignon.

7° *L'Union des Syndicats agricoles des départements de l'Ouest* ou Union d'Anjou, Maine, Vendée et Poitou, fondée en 1893 avec siège à Angers. Elle comprend six départements.

8° *L'Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons*, fondée en 1894, réunit les syndicats des cinq départements de l'ancienne province de Bretagne.

9° *L'Union Girondine* siège à Bordeaux.

10° L'Union des Pyrénées et des Landes.

11° L'Union du Périgord et du Limousin.

Ces trois Unions se sont formées à la suite de la dissolution de l'Union des Syndicats agricoles du Sud-Ouest, fondée en 1896, et qui comprenait huit départements, mais qui manquait complètement d'homogénéité ;

12° L'Union des Syndicats agricoles du Midi, fondée en 1897, avec siège à Toulouse, s'étend sur onze départements de la vallée de la Garonne ;

13° L'Union des Syndicats agricoles lorrains, récemment fondée, a son siège à Nancy.

Si quelques-unes de ces Unions, l'Union centrale et l'Union du Sud-Est en particulier, ont une grande activité, plusieurs végètent et n'ont guère qu'une existence nominale (1). Aucune des Unions françaises n'a organisé, comme l'ont fait si utilement les Unions allemandes, un service d'inspection des opérations des syndicats et coopératives affiliés. Le contrôle exercé par les Unions sur les groupements primaires est un contrôle purement moral ; il est permis de trouver tout à fait insuffisante cette surveillance, et de souhaiter que toutes les organisations au premier degré acceptent et se soumettent à l'inspection périodique de leurs Unions, ne serait-ce que pour justifier le caractère réellement coopératif de leurs opérations et se distinguer d'entreprises qui se parent du titre coopératif, mais ne sont en réalité que de simples entreprises commerciales.

La Coopération de crédit.

Les syndicats, avons-nous dit, faisaient des achats en

(1) Comte de Rocquigny. — *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*. — 2^e édition. Préface, p. XII. Paris. 1906.

commun pour le compte des associés. Ces opérations firent apparaître une nouvelle question, celle du crédit agricole. Les syndicats, en effet, durent payer comptant les marchandises que leurs membres ne pouvaient rembourser qu'après la récolte. D'où, l'institution dans beaucoup de syndicats de caisses de crédit agricole.

La première institution de crédit agricole mutuel fondée en France, fut la *Société de crédit agricole de Poligny* fondée en 1883, sur l'initiative de M. Louis Milcent, membre du Syndicat agricole de Poligny.

C'était une société coopérative régie par la loi du 24 juillet 1867, qui, ayant débuté avec un capital versé de 10.000 francs seulement, a vu son chiffre d'affaires atteindre en certaines années 300.000 à 400.000 francs.

Malheureusement, elle eut peu d'imitateurs, seuls quelques syndicats se risquèrent à instituer des caisses du même type, tant étaient puissants les préjugés qui régnaient alors dans le monde rural, sur la possibilité d'acclimater en France le crédit agricole, déjà florissant dans les pays voisins, tels que l'Allemagne, l'Italie, etc.

Vers 1893, M. Louis Durand, avocat à la cour de Lyon, instituait une nouvelle forme de crédit agricole sur le principe des caisses allemandes Raiffeisen, à circonscription restreinte et avec responsabilité solidaire des associés.

La fédération des caisses Durand forme « *l'Union des Caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée* », dont le siège est à Lyon.

D'autre part, le « Centre fédératif du crédit populaire en France » à la tête duquel se trouvent MM. Rostand, président, Charles Rayneri, vice-président, directeur de la banque populaire de Menton, de Rocquigny et Dufour-

mantelle, a institué des caisses agricoles coopératives qui peuvent être constituées sans capital, ou avec un capital de fondation divisé en parts d'intérêt.

Ces deux genres de caisses étaient, d'une façon générale, des sociétés en nom collectif à capital variable fonctionnant d'après les principes de la loi du 24 juillet 1867. Pas plus que la société anonyme à capital variable, modalité adoptée par la Société de crédit agricole de Poligny, cette forme ne s'adaptait aux besoins particuliers du crédit agricole.

Une législation nouvelle était nécessaire pour instituer des formes juridiques spéciales au crédit agricole ; ce fut l'objet de la loi du 3 novembre 1894, relative à la création de *caisses de crédit agricole*, et issue des délibérations du premier Congrès international d'agriculture réuni à Paris en 1889, sous la présidence de M. Méline.

Les caisses de crédit agricole.

Le nouveau type de caisses de crédit agricole est à l'usage exclusif des syndicats agricoles ; seuls, en effet, les membres d'un ou plusieurs syndicats peuvent fonder ces caisses, mais les autres membres du ou des syndicats fondateurs peuvent participer aux avantages offerts par la caisse.

Le capital social peut être constitué, non par des souscriptions d'actions, mais par des souscriptions de parts nominatives faites par les membres de la société et transmissibles seulement par voie de cession aux membres des syndicats.

Le fonds de roulement peut être constitué, ou augmenté au moyen d'emprunts faits par la société.

Les syndicats utilisèrent largement les facilités que leur offrait la nouvelle loi; mais certains, et en assez grand nombre, parvenaient difficilement à se procurer les fonds de roulement qui leur étaient nécessaires. La loi du 17 novembre 1897 portant prorogation du privilège de la Banque de France est venue mettre à la disposition du crédit agricole une double dotation :

1° Une somme annuelle, d'au moins 2 millions de francs, définitivement acquise à l'Etat qui n'en peut disposer qu'en faveur de l'agriculture ;

2° Une somme de 40 millions de francs, remboursable par l'Etat à la Banque à l'expiration de son privilège (1).

Les « établissements de crédit agricole » prévus par l'article 18 de la loi du 17 novembre 1897, et dont l'objet devait être la répartition entre les caisses locales des fonds mis à la disposition de l'agriculture, furent créés par la loi du 31 mars 1899, « ayant pour but l'institution de « *Caisses régionales de crédit agricole mutuel* et les en-

(1) Art. 5. — A partir du 1^{er} janvier 1897; et jusques et y compris l'année 1920, la Banque versera à l'Etat, chaque année et par semestre, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse jamais être inférieure à deux millions.

Art. 7. — Est approuvée la Convention du 31 octobre 1896 en vertu de laquelle la Banque s'engage à mettre à la disposition de l'Etat, sans intérêt, pour toute la durée de son privilège, une nouvelle avance de 40 millions de francs.

Art. 18. — Les sommes versées par la Banque par application des articles 5 et 7 seront réservées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements de crédit agricole.

« couragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés
« et aux banques locales de crédit agricole mutuel. »

Les sommes mises à la disposition des Caisses régionales, le sont à titre d'avances sans intérêts ; la répartition a lieu par le Ministre sur la proposition d'une commission spéciale.

L'institution de ce nouvel organisme a largement facilité le développement des sociétés de crédit. Alors qu'en 1900, on ne comptait que 100 à 150 sociétés de crédit agricole mutuel régies par la loi du 5 novembre 1894, il existe, au 30 juin 1908, 92 caisses régionales et 2.125 caisses locales, grâce auxquelles 320 millions ont été prêtés au paysan français (1). La « Fédération nationale des caisses régionales », tout récemment fondée, est appelée à donner une impulsion encore plus vive au progrès du crédit agricole.

Le crédit ainsi mis à la disposition des agriculteurs est essentiellement un *crédit à court terme* : les avances faites par l'Etat aux caisses régionales, doivent, en effet, être remboursées par celles-ci dans un délai maximum de cinq années.

D'autre part, dans l'esprit du législateur, le crédit institué par les lois de 1894 et 1899, devait être surtout un *crédit individuel*, destiné à permettre aux agriculteurs les opérations courantes de leur profession. En réalité, la loi autorisait le *crédit collectif*, mais un crédit collectif réservé aux seuls syndicats.

(1) Discours prononcé à Blois, le 5 juillet 1908, par M. J. Ruau, ministre de l'Agriculture, à l'occasion du 2^e Congrès national du Crédit mutuel et de la Coopération agricole. *Journal officiel* du 7 juillet, p. 4578, 3^e colonne.

Pour achever l'œuvre de l'organisation du crédit agricole, il restait à créer et le *crédit à long terme*, et le *crédit collectif* applicable aux sociétés coopératives. Ce fut l'objet de la loi Ruau que nous retrouverons plus loin.

Le Crédit agricole réel. — Les Warrants agricoles.

Il n'a pas paru suffisant au législateur d'instituer le crédit agricole personnel. Une loi du 18 juillet 1898 a organisé le *crédit agricole réel* sur gage mobilier. Jusque-là, le seul mode légal de warrantage nécessitait le dépôt préalable des marchandises warrantées dans des magasins publics. Ce système était tout à fait impraticable en ce qui concernait les produits agricoles, tant à cause du petit nombre de magasins généraux existants, et, par suite, de leur éloignement des producteurs, que des frais élevés qu'eût entraînés l'emmagasinement de marchandises encombrantes et de peu de valeur. La nouvelle loi organisait le nantissement des récoltes au domicile du producteur, mais dans des conditions telles, que cette nouvelle institution fut peu appréciée par les agriculteurs qui n'y eurent guère recours. Le remaniement de la loi s'imposait ; elle fut abrogée et remplacée par la loi du 30 avril 1906. L'innovation essentielle de la nouvelle loi qui intéresse particulièrement les coopératives de vente de céréales, consiste à permettre la création des warrants par les cultivateurs sur les produits déposés dans les magasins syndicaux ou coopératifs, et par les sociétés coopératives agricoles, sur les produits déposés dans les magasins, lorsqu'ils sont devenus leur propriété.

CHAPITRE II

LES PROMOTEURS DE LA VENTE COLLECTIVE DES CÉRÉALES

La campagne anti-termiste.

En France, l'organisation de la vente collective des céréales n'a été entreprise d'une façon systématique qu'à partir de 1900. Cette tentative a été précédée par une campagne très active menée par les représentants du monde agricole contre la spéculation à terme pratiquée dans les Bourses de commerce.

Il ne rentre pas dans le cadre de ce travail d'exposer les arguments contradictoires des partisans et des adversaires des marchés à terme, et de prendre parti dans un débat qui a été l'objet de discussions retentissantes. Il nous suffira de rappeler brièvement l'origine de cette campagne et les faits qui en ont marqué le développement.

Lorsque, il y a une douzaine d'années, se produisit dans les divers pays d'Europe la crise agricole due à la mévente du blé, de nombreux amis de l'agriculture accusèrent la spéculation à terme d'être la cause de l'abaissement des cours ; des publications parurent dénonçant les méfaits des agioteurs des Bourses de commerce et concluant à l'interdiction de ces opérations.

L'initiative du mouvement vint d'Angleterre où M. Charles W. Smith, de Cheltenham, ancien courtier à Liverpool, et très au courant des opérations de bourse pour les avoir pratiquées durant de longues années, exposa en détail le mécanisme des marchés à terme et démontra leur influence déprimante sur la fixation des cours.

En Allemagne, la même thèse est soutenue, avec non moins de force, par M. Gustave Ruhland, professeur d'Economie politique à l'Université de Fribourg (1). Une enquête du Reichstag sur la question des bourses de commerce aboutit au vote de la loi du 22 juin 1896 qui réglemente les opérations permises et interdit toutes spéculations sur les blés et les farines.

Les spéculateurs, cependant, parvinrent à tourner la loi et, même la fermeture de la Bourse de Berlin, ordonnée par le Gouvernement, ne les empêcha pas de continuer clandestinement leurs opérations.

En Belgique, M. Hammesfahr, négociant en céréales à Anvers, dans une brochure connue (2), conclut à la suppression du commerce à terme « *dans le monde entier* ».

En France, le champion des idées anti-termistes a été M. Alfred Paisant, alors Président du tribunal civil de Versailles, qui, sous le pseudonyme de « du Pré Collot », a publié, de décembre 1895 à avril 1896, dans le Journal de l'Agriculture, une série d'articles intitulés : « *Ours et taureaux* », dans lesquels les effets malfaisants de la spéculation étaient mis en évidence.

(1) G. Ruhland, *De la suppression des marchés à terme sur les Céréales*. Berlin 1896.

(2) Hammesfahr. *Le commerce des céréales et les marchés à terme en rapport avec les problèmes sociaux*. Anvers, 1897.

La spéculation, soutenaient les défenseurs des marchés à terme, tend à régulariser les cours : elle achète quand les cours sont trop bas et, par suite, enrayer la baisse ; elle vend quand les cours sont trop élevés, et par là enrayer la hausse.

L'effet de la spéculation est précisément inverse, répondait M. Alfred Paisant, et avec lui tous les anti-termistes : l'expérience est là pour montrer que, loin de régulariser, elle exagère la variation des cours : elle les maintient bas, tant que les stocks ne sont pas entre ses mains et qu'elle a besoin d'acheter ; dès qu'elle est en possession des stocks, elle pousse à une hausse injustifiée. La fixation du prix des blés ne dépend pas, en fait, de l'offre et de la demande de blé réel, mais de l'offre et de la demande de blé fictif, de blé papier.

Cette campagne anti-termiste eut pour conséquence le dépôt par M. le député Rose, le 16 juin 1896, d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux opérations de bourse, proposition qui fut l'objet d'un rapport favorable déposé par M. Dron, le 8 juillet 1898.

Dans l'intervalle, une proposition analogue avait été faite par M. le député Michelin. Mais ces deux propositions ne vinrent pas en discussion avant la fin de la législature.

A défaut d'une intervention législative, qui ne semblait pas devoir être prochaine, on songea, pour soustraire la fixation des prix des céréales aux caprices de la spéculation, à créer une organisation des agriculteurs qui groupât sous une direction centralisée, leurs forces jusque-là isolées : pour mieux vendre, on voulut organiser la vente en commun, en écartant, entre producteurs et consommateurs, l'intervention des intermédiaires ; on

visait à une diminution de l'écart entre les prix payés par les consommateurs et ceux reçus par les agriculteurs.

C'est encore M. Alfred Paisant qui fut le promoteur de cette tentative : sur son initiative, se réunissait à Versailles au mois de juin 1900, quelques jours avant que ne siégeât à Paris, le Congrès international d'agriculture, le *Congrès de la vente du blé*, dont le but était l'organisation de la vente collective du blé en France.

A cette époque, il existait d'ailleurs deux précédents qui pouvaient fournir d'utiles leçons. Deux syndicats, celui d'Anjou et le Syndicat agricole du Périgord, avaient entrepris et réalisé la vente collective du blé de leurs membres.

Quoique ces deux syndicats se soient, depuis lors, dissous, il est intéressant de résumer leur histoire.

Le Syndicat d'Anjou.

C'est en Anjou, vers la fin de 1894, qu'eurent lieu les premiers essais de vente collective des blés. Vers le mois de novembre, les prix étaient tombés à quinze francs le quintal pour les blés de choix.

Les directeurs du Syndicat d'Anjou, fondé depuis 1887, entreprirent d'enrayer la baisse en utilisant l'organisation syndicale elle-même ; le Syndicat acheta du blé à ses membres comme il leur vendait des engrais ; il groupa des quantités assez fortes qu'il écoula soit sur les marchés locaux, soit en Bretagne, où les besoins étaient plus nombreux à cette époque et les prix plus élevés.

Le Syndicat vendit plus de 30.000 quintaux de blé dans la campagne 1894-1895, et, par la concurrence ainsi faite

au commerce, causa un relèvement rapide des prix. Les opérations étaient faites, au début, exclusivement avec les fonds et sous la responsabilité du Syndicat ; la nécessité se fit sentir de disposer d'un capital qui servirait tant à couvrir les risques des ventes à perte, qu'à étendre le nombre et la durée des opérations.

En août 1895, une Société en participation alimentée par des versements variables des agriculteurs, fut annexée au Syndicat. Une Commission, nommée par le Syndicat, fut chargée d'administrer les fonds et de contrôler les opérations. Les affaires de la société en participation atteignirent environ 40.000 quintaux de blé et 1.200 balles de graines de trèfle, représentant un mouvement de fonds de plus, d'un million de francs. Les prix moyens payés pour le blé dépassèrent de 0 fr. 25 centimes à 0 fr. 50 centimes les cours du commerce.

Les blés étaient vendus dans l'Ain, à Avignon, à Marseille, à Toulon et dans l'extrême Midi, dans la région de Bordeaux, en Bretagne et en Normandie.

Mais la société en participation présentait l'inconvénient d'exposer le Syndicat à supporter les risques inhérents au commerce en blé. Elle fut remplacée le 6 juin 1896 par une Coopérative de consommation et de production, régie par la loi de 1867, et fondée au capital de 30.000 francs, divisée en action de 100 francs, un quart versé, et en quarts de 25 francs, entièrement libérés.

Cette coopérative, qui vendait des engrais aux agriculteurs, par l'intermédiaire des syndicats affiliés, achetait ferme les céréales et les revendait à ses risques et périls. Elle se laissa malheureusement aller à faire des ventes à découvert. Une hausse imprévue étant survenue, la coopérative dut, pour couvrir ses engagements, racheter à des

cours très élevés et faillit sombrer. Elle résista néanmoins, augmenta les prix des engrais et parvint à récupérer ses pertes. Mais beaucoup de membres du Syndicat d'Anjou protestèrent contre cette façon de faire supporter aux acheteurs d'engrais les pertes provenant des spéculations sur les blés. Ils demandèrent la dissolution de la Coopérative qui fut prononcée le 2 juillet 1898.

Dès le 20 août 1898, une nouvelle coopérative de production et de consommation était fondée sous le nom de : *Coopérative agricole de l'Ouest*, au capital de 17.000 francs. Ses opérations ont été modestes ; elle a vendu :

En 1898-1899 : 5.500 quintaux de blé.

En 1899-1900 : 5 à 6.000 quintaux de blé.

En 1900-1901 : 9.000 quintaux de blé valant 180.000 fr.

En 1901-1902 : 7 à 8.000 quintaux de blé valant 150.000 francs.

En 1902-1903 : 7.300 quintaux de blé ; (6.000 quintaux à Marseille, 500 quintaux en Normandie ; 800 quintaux en Anjou).

En 1903-1904 : 1.000 quintaux de blé seulement.

Toutes les ventes au cours des dernières années avaient été faites, soit à la commission, soit avec contre-partie presque immédiate. M. Nicolle, directeur de la coopérative estimait à 1 franc par quintal, le bénéfice obtenu par les agriculteurs du fait de la vente en commun. Les clients de la coopérative avaient surtout été les meuniers. En 1900-1901, 3.200 quintaux avaient été vendus à l'administration militaire.

En 1905, la Coopérative agricole de l'Ouest a été dissoute pour des raisons tout à fait étrangères à la vente en commun du blé. Son histoire montre quels risques comporte

le système de l'achat ferme par les coopératives et la nécessité pour celles-ci de s'interdire toute idée de spéculation.

La Coopérative du Périgord.

La Coopérative agricole du Périgord fut fondée en juillet 1899, par le Syndicat agricole du Périgord, au capital de 100.000 francs, divisé en 2 000 parts de 50 francs. A côté des porteurs de parts, elle admettait des adhérents participants payant une cotisation annuelle de 0 fr. 50, mais n'ayant pas le droit de s'immiscer dans les affaires sociales. L'intérêt à servir aux porteurs de parts était limité à 4 0/0. En outre de la réserve légale, 20 0/0 des bénéfices étaient affectés à un fonds de réserve supplémentaire, 10 0/0 consacrés à des gratifications aux employés, et les 70 0/0 restant, répartis entre les coopérateurs proportionnellement aux affaires par eux faites avec la société.

Dès la création de la coopérative, il se produisit une hausse notable des prix du blé sur les marchés locaux ; les agriculteurs vendirent par son intermédiaire la plus grande partie de leurs récoltes. Toutes les ventes étaient faites à la commission.

Les chiffres d'affaires réalisés ont été les suivants :

Année 1899-1900. . . .	10.000 quintaux de blé.
1900-1901. . . .	2.500 sacs.
1901-1902. . . .	4.000 sacs.
1902-1903. . . .	2.500 sacs.
1903-1904. . . .	4.100 quintaux de blé.
	1.800 quintaux d'avoine.

Cette Coopérative a été dissoute au commencement de 1907 pour des raisons qui nous sont inconnues.

Le Congrès de la vente du blé.

Réuni à Versailles, les 28, 29 et 30 juin 1900, sous la Présidence d'honneur de M. Jean Dupuy, Ministre de l'Agriculture, et la Présidence effective de M. le Baron de Courcel, Sénateur, ancien Ambassadeur, membre de l'Institut, le Congrès de la vente du blé comprenait de nombreux représentants des grandes associations agricoles, des membres du Parlement, des représentants du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de la Guerre, ainsi que des membres étrangers éminents, appartenant au monde agricole des grandes puissances : Allemagne, Autriche, Etats-Unis, etc.

Il examina diverses questions relatives à la fixation du prix des céréales : suppression des marchés fictifs, organisation du crédit personnel et réel, admission temporaire des blés et bons d'importation, les fournitures directes des cultivateurs à l'administration militaire et, enfin, l'objet même de sa réunion : l'organisation de la vente collective des céréales en France. La résolution qu'il adopta sur ce dernier point fut la suivante :

Résolution sur le principe de l'organisation collective de la vente du blé en France.

Il y a lieu :

1° D'organiser la vente du blé de manière à assurer aux agriculteurs un prix rémunérateur, et de créer à cet effet des sociétés coopératives ayant une existence distincte de celle des syndicats ou unions de syndicats, mais constituées sous les auspices de ces syndicats ;

2° D'établir le mode de fonctionnement de ces sociétés à leur choix sur les bases suivantes :

a) Achat aux associés contre paiement d'acomptes, avec règlement définitif des comptes au prix moyen par qualité, des ventes effectuées dans l'année ;

b) Achat ferme au cours du jour pour le compte des associés ;

c) Vente en qualité d'intermédiaire pour le compte individuel des associés, moyennant une commission, avec faculté de procurer aux associés des avances sur le prix par voie de warrantage ;

3° De favoriser l'établissement, par ces sociétés, de greniers ruraux et de magasins régionaux destinés à emmagasiner, conserver, soigner, mélanger les blés et à les classer suivant les types adoptés, notamment dans les gares de chemins de fer des centres de production, à proximité des canaux et, si possible, à proximité des magasins militaires ;

4° D'apporter à la législation, les modifications nécessaires pour que les caisses régionales de crédit agricole établies en exécution de la loi du 31 mars 1899, puissent avancer aux sociétés coopératives et aux caisses locales, les fonds nécessaires pour établir ces greniers et magasins ;

5° De faire fonctionner, à côté de ces sociétés, des caisses locales de crédit agricole ;

6° De solliciter les mesures fiscales, s'il y a lieu, de nature à faciliter le fonctionnement des sociétés formées ;

7° De solliciter du gouvernement la publication, en temps utile, des statistiques et renseignements propres à éclairer les agriculteurs sur la production du blé, l'état

des récoltes, les cours de vente dans chaque région et dans chaque pays ;

8° De nommer, en réunion générale, comme conclusion du Congrès, un comité permanent élu par les membres français du congrès, dont le siège serait à Paris, chargé d'étudier et de prendre les résolutions nécessaires pour l'organisation de la vente du blé en s'inspirant des vœux émis par le Congrès et de se mettre en relations avec les organisations syndicales et coopératives qui existent déjà.

Ce comité fut élu dans la dernière séance du Congrès le 30 juin 1900 : ce fut le *Comité permanent de la vente du blé*.

Le Comité permanent de la vente du blé.

Le Comité avait reçu du Congrès la mission « de poursuivre, utilisant les lois actuellement existantes, — en attendant que les syndicats reçoivent de lois nouvelles le complément de droits qui leur sont nécessaires, — la création de sociétés coopératives pour la vente du blé. Ces coopératives s'appuieront sur le crédit des caisses régionales et locales déjà existantes et dont le Comité permanent de la vente du blé cherchera aussi à favoriser l'extension ».

Le Comité a son siège à Paris, 83, rue de Monceau. Il est présidé par M. le baron de Courcel, et a pour secrétaire général M. Alfred Paisant, pour secrétaire général adjoint, M. Rieul Paisant. Les assemblées générales annuelles du comité ont lieu au Musée social, 5, rue Las-Cases, à Paris.

La propagande du comité a surtout visé à faire l'éduca-

tion économique des producteurs de céréales. Il s'est tout d'abord efforcé de faire pénétrer dans l'idée des cultivateurs que c'était à eux que devait revenir la fixation des cours de leurs marchandises. Il leur a montré le danger de l'isolement des producteurs en face de spéculateurs bien renseignés et riches qui ont, peu à peu, usurpé le pouvoir de fixer les prix des produits agricoles. Il a vivement recommandé aux producteurs de céréales d'abandonner, avec l'aide des caisses de crédit, la déplorable habitude de vendre dès la récolte, et a préconisé la politique des « petits paquets », consistant à fractionner la vente par fractions à peu près égales sur les douze mois de l'année. Il a cherché, en s'appuyant sur la presse agricole, en particulier sur la presse syndicale, à faire pénétrer dans les campagnes des informations exactes sur les cours des céréales ainsi que sur l'état des marchés et des récoltes.

Il a dans ce but entrepris la centralisation des renseignements que lui adressent des agriculteurs désignés la plupart par leurs syndicats, et créé une feuille d'informations : *La Correspondance du Comité permanent de la vente du blé et de la Coopération agricole*, qu'il envoie gratuitement aux journaux qui lui en font la demande.

Outre les articles de fonds sur toutes les questions qui intéressent les producteurs de céréales, on trouve dans cette feuille des tableaux donnant, semaine par semaine, les cours moyens du blé dans les quinze régions entre lesquelles a été divisée la France. En fin de campagne, est publié un graphique représentant le mouvement des prix du blé en France au cours de la campagne.

Le graphique relatif à l'année 1906-1907 permet de constater que les cours moyens, en France, ont varié

entre 22 fr. 25 le quintal (1^{re} semaine d'octobre 1906) et 25 fr. 75 (4^e semaine de juillet 1907), pour retomber à 22 fr. 50 (dernière semaine de septembre 1907).

Un graphique général s'appliquant aux prix moyens du blé en France depuis 1897, dû à la collaboration éclairée de M. Louis Brétignière, chargé du service des renseignements, et présenté par lui à la neuvième assemblée générale du Comité de la vente du blé, le 18 mars 1908, fait ressortir les chiffres suivants :

Campagne.	Prix moyen par quintal métrique.
1899-1900.....	18 fr. 30
1900-1901.....	18 99
1901-1902.....	21 04
1902-1903.....	22 03
1903-1904.....	20 48
1904-1905.....	22 82
1905-1906.....	22 62
1906-1907.....	23 15

soit, en sept années, une élévation de près de 5 francs dans le prix moyen du quintal de blé.

Cette heureuse tenue des cours est due, pour une bonne part, à la propagande persévérante faite par le Comité de la vente du blé et par tous ceux qui s'inspirent de ses idées ; les cultivateurs ont compris l'intérêt qu'ils ont à ne pas jeter sitôt la récolte, toute leur production sur le marché ; ils ont appris à échelonner leurs offres et à les proportionner aux demandes de la consommation.

CHAPITRE III

LA PRATIQUE DE LA VENTE COLLECTIVE DES CÉRÉALES

La vente collective des céréales n'est encore pratiquée, en France, qu'à titre d'exceptions. Quelques syndicats et sociétés coopératives ont cherché depuis quelques années à organiser cette vente et ont obtenu des résultats satisfaisants, quoique modestes.

Nous passerons en revue les principales de ces organisations, sans avoir la prétention d'en épuiser la liste.

La coopérative agricole de Bailleul (Nord).

Fondée en 1898, sous les auspices du syndicat agricole de Bailleul, cette société a la forme d'une société anonyme régie par la loi de juillet 1867, à capital variable, qui débutant à 5.000 francs, a été porté à 40.000 francs, par suite de l'achat d'immeubles et de terrains sis près de la gare de Bailleul et permettant de relier le magasin avec la voie ferrée. La création de la coopérative a été nécessitée par l'attitude des marchands d'engrais, qui font généralement en même temps le commerce du blé, et qui refusaient d'acheter les denrées des cultivateurs qui prenaient leurs engrais au syndicat de Bailleul.

La circonscription de la société comprend les deux cantons de Bailleul et les communes limitrophes. Le nombre de ses membres, au 1^{er} janvier 1907, était de 380, répartis en 7 sections communales. Les statuts n'établissent pas de maximum pour l'intérêt des parts sociales, mais en fait, il est limité à 4 0/0.

La Coopérative pratique l'achat ferme. Son fondateur, M. Henri Behague, est encore actuellement son administrateur délégué.

La Coopérative agit au nom du syndicat et elle est dirigée par le même conseil d'administration. Elle possède un vaste magasin près de la gare de Bailleul qui lui permet d'emmagasiner des quantités considérables de récoltes. Elle transforme les produits : blé, farine, orge, maïs, de ses adhérents seulement, sous forme de concassage, aplatissage, mouture. C'est ainsi qu'elle transforme annuellement 5.000 hectolitres de blé en farine.

Elle fait également le mélange d'engrais simples pour obtenir des engrais complets appropriés aux différentes cultures et aux différents sols au moyen de formules qui ont été essayées par ses adhérents et reconnues efficaces. Le cultivateur vient lui-même au magasin avec ses produits ; il attend la transformation et s'en retourne avec les produits transformés. Un moteur à gaz de 20 chevaux marche journellement, sauf quelques interruptions en été.

La Coopérative est vendeur de blé, avoine, de seigle, d'orge, de maïs, de pois verts et de colza en grains. Elle pratique l'achat ferme à ses membres, avec revente à ses risques et périls, mais se couvre aussitôt par des marchés à terme, procédé qu'on ne saurait recommander. Il est tout à fait illogique de voir une coopérative dont le but

essentiel est d'arriver à fixer les prix indépendamment des caprices de la spéculation, recourir à cette même spéculation sous prétexte de se couvrir de risques, et donner ainsi à cette institution un semblant de justification.

Le tableau ci-après donne un relevé des ventes effectuées par la coopérative de Bailleul, de 1898 à 1907 :

ANNÉES	BLÉ	AVOINE	SEIGLE	ORGE	MAIS	POIS VERTS	COLZA en grains
	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux
1898..	»	»	»	»	20	»	40
1899..	»	»	150	»	500	»	30
1900..	620	»	200	»	520	»	2.962
1901..	260	45	990	400	850	»	»
1902..	1.497	200	750	600	900	62	»
1903..	2.691	116	»	»	»	»	»
1904..	1.950	»	»	»	»	»	»

ANNÉES	BLÉ	PRIX TOTAUX	AVOINE	PRIX TOTAUX	HARICOTS	PRIX TOTAUX	
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	
1905..	667	15.341	50	950	59	2.655	
1906..	2.137	49.151	45	900	312	17.160	
1907..	3 926	88.335	149	2.980	192	9.600	

D'autre part, les achats se sont élevés, en 1906, à 327.692 francs dont un tiers de grains pour la nourriture du bétail. Sur ces achats, des remises sont faites aux adhérents en fin d'exercice, quand les bénéfices le permettent.

*La société coopérative du Syndicat agricole
de l'arrondissement d'Arras.*

Le Syndicat agricole de l'arrondissement d'Arras,

fondé en 1895, a créé au mois de juin 1903, une société coopérative qui lui est intimement liée. Le crédit de la nouvelle société est assis sur celui du Syndicat et les deux organisations ont la même administration. Les parts sociales sont de 25 francs. A la fondation, 542 parts furent souscrites, 352 par les membres du syndicat, à raison d'une part chacun, et 190 par le syndicat en vue de nouvelles demandes de souscription. Le total du capital souscrit était de 13.550 francs, dont 1.355 francs versés.

La société est à capital variable, régie par les lois des 21 juillet 1867 et 1^{er} août 1893. Les adhérents doivent faire partie du syndicat. Son objet est d'organiser la vente du blé et autres produits agricoles de ses adhérents, de prendre part à toutes les adjudications et marchés publics et de warranter au besoin les produits déposés dans ses magasins. Les bénéfices sont répartis : 25 0/0 à la réserve légale et au paiement de l'intérêt des parts, suivant décision de l'assemblée générale, 75 0/0 entre une réserve supplémentaire et les coopérateurs, au prorata de leurs opérations.

Le système d'achat est malheureusement ici encore l'achat ferme au cours du jour, qui n'a rien de coopératif, expose la société à des pertes et diminue singulièrement l'intérêt que les sociétaires portent au résultat de la vente. C'est ainsi qu'à l'assemblée du 11 mars 1905, le rapport de M. Bachelot constate que la Coopérative a subi des pertes par suite de ventes prématurées au moment où la récolte offrait de belles apparences. Ce mode défectueux de vente s'impose, paraît-il, à la société par suite du peu de développement des principes coopératifs chez les agriculteurs de la région.

La coopérative dispose de deux magasins, l'un en

commun avec le syndicat, d'une contenance de 500 quintaux, l'autre qui lui est propre, d'une contenance de 1.000 quintaux et qu'elle loue. L'un et l'autre sont situés de part et d'autre et à cinquante mètres des voies de débord de la Compagnie du Nord établies sur la Grande Place. Le chargement et le déchargement ne peuvent donc se faire directement des wagons dans le magasin.

Le fonds de roulement est fourni par le Syndicat avec lequel la coopérative est en compte courant, et qui se charge de tous paiements et recouvrements pour son compte.

La comptabilité est tenue par les mêmes agents que celle du Syndicat. Elle comprend un livre journal, un livre des entrées, un livre des sorties et un livre de caisse, qui n'est, en réalité, qu'un chapitre du livre de caisse du syndicat.

Durant les neuf premiers mois de son existence, la coopérative a achetée 9.966 quintaux de céréales et graines, pour une somme de 174.300 francs, et vendu 8.344 quintaux valant 150.440 francs.

Le tableau suivant donne, pour chaque produit, le nombre d'achats et de ventes, les quantités achetées et vendues et les prix moyens pendant cette période. Le rapprochement des prix d'achat et de vente fait ressortir le bénéfice résultant de la vente collective.

*Opérations de la Coopérative du Syndicat d'Arras
du 1^{er} Juillet 1903 au 1^{er} Avril 1904.*

	ACHATS			VENTES		
	NOMBRE	POIDS	PRIX MOYEN	NOMBRE	POIDS	PRIX MOYEN
	d'achats	Quint.	par quintaux	de ventes	Quint.	par quintaux
Blé.....	403	2.937	20 f. 69	36	2.094	21 f. 27
Avoine.....	465	4.049	13 93	41	3.457	14 32
Seigle.....	21	1.400	14 70	82	1.461	15 62
Orge.	5	70	16 68	13	30	16 67
Escourgeon.....	46	310	17 94	48	257	19 09
Colza.....	46	677	21 69	14	677	21 91
OEillette.....	12	56	38 31	5	50	38 77
Caméline.....	12	25	14 77	1	5	15 »
Blés de semence..	22	450	25 49	235	419	28 33
Avoine de semence	7	215	15 73	33	135	17 49
Hivernage.....	6	23	22 89	30	15	24 39
Lentilles.....	5	52	24 56	63	46	28 40

Dans la période du 1^{er} juillet 1903 au 31 décembre 1904, le mouvement d'affaires total a été en chiffres ronds de :

8.000	quintaux	de blé,
8.500	—	d'avoine,
1.600	—	de seigle,
470	—	d'orge,
780	—	de colza,
130	—	d'œillette,
25	—	de caméline.

Sur ces quantités, 160 quintaux avaient été vendus à l'Administration militaire ; la mise en vigueur de la cir-

culaire du 15 juin 1904 réglementant les achats directs, fit monter ce chiffre à 400 quintaux pour les deux premiers mois de 1905. Les autres acheteurs étaient les minotiers, les fabricants d'huile et même des commerçants.

Le tableau ci-après, qui donne le mouvement d'affaires pendant les années 1905, 1906, 1907, semble indiquer un ralentissement de l'activité de cette coopérative, dû, en partie, à la suspension, du 30 juin 1906 au mois de novembre 1907, des achats directs de l'Administration militaire :

	1905		1906		1907	
	QUANTITÉS	PRIX TOTAUX	QUANTITÉS	PRIX TOTAUX	QUANTITÉS	PRIX TOTAUX
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs
Blé.....	3.244	78.087	4.791	42.485	846	22.894
Avoine.....	5.445	86.586	1.449	22.357	355	7.790
Seigle.....	295	5.068	536	9.472	452	2.945
Orge.....	452	2.649	82	4.809	90	4.807
Divers.....	447	2.967	489	6.624	465	2.400

Il y a lieu de remarquer que la Coopérative d'Arras fonctionne dans une région particulièrement fertile en céréales, et dispose de débouchés importants fournis par les centres miniers voisins. Enfin, l'emplacement des magasins sur une place où aboutissent les voies de chemin de fer, est une circonstance qui réduit sensiblement les frais de transport et de manutention.

Syndicat des Agriculteurs du Loiret.

Ce syndicat, qui n'a pas de capital, mais simplement des cotisations, achète ferme à ses adhérents leurs pro-

duits agricoles et les revend à des tiers en excluant toute idée de bénéfice :

	1906		1907	
	QUANTITÉS		QUANTITÉS	
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs
Avoine.....	1.294	24.880	1.348	26.979
Orge.....	200	3.800	423	2.324
Pommes de terre.....	970	8.300	2.445	49.702
Trèfle incarnat.....	»	»	41	1.845
Betteraves.....	»	»	350	822

*
* * *

Les syndicats suivants se chargent de la vente des produits agricoles pour le compte de leurs membres ; la plupart n'ont même pas perçu de commission et conservent les déboursés à leur charge.

Syndicat agricole de Chaumont-sur-Aire (Meuse).

Fondé en mars 1898, le Syndicat agricole de Chaumont-sur-Aire, a pour circonscription la commune et les communes environnantes. Il a organisé la vente de la laine des troupeaux des villages syndiqués qui s'élève à 16.000 francs par an. Il vend également l'avoine, les blés de semence et de consommation, et le bétail.

Ce Syndicat a une vie très intense due au développement des services matériels et sociaux. Il s'est fait une spécialité de la vente du blé à l'Intendance, en particulier aux officiers acheteurs de la place de Verdun.

Il a été ainsi vendu :

En 1905.....	7.085 quintaux valant	161.719 f. »
— 1906.....	2.715 —	60.045 »
— 1907.....	220 —	4.725 »

Si l'on se rappelle que les achats directs aux cultivateurs ont fonctionné pendant toute l'année 1905 et le premier semestre 1906, ont été suspendus du 1^{er} juillet 1906 au mois de novembre 1907, et n'ont été pratiqués à nouveau que pendant les deux derniers mois de l'année 1907, on s'expliquera qu'en deux années, la vente de blé d'un syndicat aussi bien dirigé que celui de Chaumont, soit tombée de 7085 quintaux à 220 quintaux, et on se rendra compte de l'importance de cette question des achats directs aux cultivateurs, pour le développement de la vente coopérative des céréales.

En outre du blé, le Syndicat a vendu :

En 1906, 1.300 q. de graine de minette val.	29.576 fr.
30 — de sainfoin.....	870
12 — de trèfle.....	1.440
En 1907, 320 — de minette.....	8.267

Ce syndicat comptait au 1^{er} janvier 1907, 529 membres.

Les syndicats agricoles de la Haute-Saône.

Dans la Haute-Saône une série de petits syndicats communaux ont organisé des essais de vente collective.

Celui de Jasney, en 1905, a vendu 150 quintaux de blé ; celui de Mailleroncourt-Saint-Toucras, en 1907, a vendu 350 quintaux d'avoine valant 6.300 francs. Celui d'Anjeux, a écoulé :

En 1905, 100 q. de blé valant	2.400 fr.
1906, 514 — — —	11.741
17 — d'avoine —	328
20 — de paille —	70

Le Syndicat des Agriculteurs du Nord : Lille.

Ce syndicat a entrepris la vente à l'intendance militaire, à laquelle il a vendu :

En 1904,	432 quintaux de blé.
1905,	863 — —
1906,	961 — —

La Coopérative agricole du Sud-Est : Lyon.

Cette coopérative, créée par l'Union des Syndicats du Sud-Est, présidée par M. Duport, offre ses services aux membres de l'Union pour l'écoulement de leurs céréales. Dès 1901, il vendait 3.800 sacs d'avoine et 2.400 en 1902.

Le tableau suivant, relatif aux deux derniers exercices, donne une idée de l'activité de cette coopérative :

DENRÉES	1906		1907	
	QUANTITÉS	PRIX TOTAUX	QUANTITÉS	PRIX TOTAUX
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs
Blé.....	1.515	35.027	534	1.242
Avoine.....	1.109	20.416	957	1.914
Seigle..	257	3.958	»	»
Pommes de terre.....	315	1.799	5.500	47.175
Betteraves.....	151	387	486	1.822
Foin.....	549	3.821	1.021	9.955
Paille...	159	619	1.789	9.839

Le Syndical agricole de Dienville (Aube).

Ce syndicat, présidé par M. Georges Royer, est celui qui a réalisé le chiffre de vente le plus important.

Les ventes coopératives de blé ont commencé le 10 septembre 1906. Depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1906, le Syndicat a vendu 4.701 quintaux de blé pour 103.366 fr. 50. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1907, 11.500 quintaux représentant une somme de 258.260 fr.

En 1906, le bénéfice moyen procuré tant aux adhérents vendant isolément ou non syndiqués, a été de 0 fr. 50 par quintal.

En 1907, l'entente des agriculteurs a permis de vendre avec un écart de 0 fr. 30 et même de 0 fr. 15 sur les cours de Paris, alors qu'autrefois les marchands, qui, par une entente tacite opéraient chacun dans un rayon déterminé, étaient les maîtres, et achetaient en moyenne à 1 fr. 50 d'écart sur ces mêmes cours.

Voici comment opère le Syndicat : les adhérents font connaître au syndicat les quantités qu'ils désirent vendre et les prix demandés. Quand une quantité suffisante est annoncée, il est fixé un jour de vente ; celle-ci a lieu par adjudication entre les acheteurs qui ont été prévenus par le Syndicat. Est déclaré adjudicataire du lot, le soumissionnaire qui a offert un prix qui atteint ou approche de celui fixé par le syndica

L'adjudicataire doit envoyer les toiles nécessaires au syndicat qui les répartit entre les cultivateurs.

Les livraisons sont faites directement par le syndiqué vendeur à l'acheteur, qui paie aussi directement sans intervention du syndicat.

Les seuls frais sont des frais de poste supportés par la caisse syndicale.

Ainsi, sans frais de premier établissement, sans magasin, sans dépense aucune d'administration, le syndicat de Dienville a organisé la vente coopérative au plus grand bénéfice de ses adhérents. Il faut espérer que d'autres syndicats imiteront son exemple, et feront ainsi entrer dans les habitudes des paysans français les principes de la coopération de vente qui ont donné à l'étranger de si beaux résultats.

*Considérations d'ensemble sur la vente collective
des céréales en France.*

La revue que nous venons de passer des tentatives d'organisation de vente collective des céréales en France, conduit aux constatations suivantes :

1° Il n'existe en France aucune société fondée spécialement en vue de l'organisation de la vente collective des céréales. Cette vente n'est réalisée que par quelques syndicats à titre d'exploitation annexe ;

2° Il n'existe aucun magasin construit et aménagé spécialement en vue de la concentration, de la manipulation du mélange, de la conservation et de la vente des grains : les syndicats utilisent, à cet effet, leurs propres magasins destinés, en principe, aux engrais dont ils pratiquent la vente à leurs adhérents ;

3° Les quelques syndicats qui ont organisé la vente collective des céréales pratiquent, soit le système de l'achat ferme qui, nous l'avons dit, n'a rien de coopératif, soit le système de la vente à la commission qui n'est qu'une première étape dans l'organisation de la coopération de vente ;

4° Tous les syndicats qui vendent collectivement agissent isolément. Il n'existe nulle part de centralisation de vente, comme en Poméranie ou en Hesse, de bureau central de vente, comme à Munich ou à Ansbach ;

5° Les quantités de céréales vendues collectivement en France sont tout à fait insignifiantes comparées à celles qu'écoulaient les Kornhäuser et Lagerhäuser allemands et autrichiens.

Causes du peu de développement de la vente collective.

A quelles causes faut-il attribuer le peu de développement pris en France par des méthodes de vente dont les agriculteurs étrangers retirent de si grands avantages ?

L'absence de sociétés fondées spécialement en vue de la vente collective des céréales s'explique d'abord par la date relativement récente du mouvement d'association chez nos agriculteurs.

Nos premiers syndicats agricoles ne remontent, avons-nous dit, qu'à 1884 ; à cette époque, les Unions agricoles allemandes, qui constituaient déjà un 2° degré de groupement, se fédéraient au 3° degré pour former le *Reichsverband*.

L'organisation du crédit agricole, chez nous, est de date plus récente encore : 1894 et 1899.

Or, nous avons vu qu'en Allemagne les coopératives de vente s'étaient greffées sur des associations agricoles très nombreuses et très prospères, sur les caisses de crédit locales en particulier. La vente collective des céréales n'a souvent même été qu'une extension de l'activité de sociétés d'achat et de vente préexistantes, en Poméranie, par exemple.

Malgré le grand développement pris en France par les associations agricoles primaires, les syndicats, un petit nombre seulement a abordé cette forme supérieure de la coopération : la vente collective.

Autre cause qui a son importance : les sociétés coopératives ne jouissent pas en France d'un régime juridique propre, nos Codes ne renferment pas de loi analogue à la loi allemande du 1^{er} mai 1889 qui a eu une si heureuse influence sur le développement des associations coopératives. Toutes nos sociétés sont, ou civiles ou commerciales, et régies soit par le Code civil, soit par la loi de 1867, modifiée en 1893. Il en résulte que des commerçants peu scrupuleux usurpent journellement le titre de coopérative pour couvrir des opérations purement commerciales et jettent ainsi une certaine défaveur sur la coopération.

En un mot, le législateur n'a pas encore fixé les statuts de la coopération.

Enfin, la vente collective des céréales eut été singulièrement facilitée par l'existence de magasins communs où seraient venues se concentrer les petites récoltes individuelles. La construction de ces magasins exigeait des capitaux que les agriculteurs, livrés à eux-mêmes, ne pouvaient se procurer ; l'intervention financière de l'Etat était, par suite nécessaire ; mais jusqu'à une époque toute récente, le seul crédit que l'Etat fut à même d'offrir aux agriculteurs, était un crédit individuel et à court terme.

Il restait à créer le crédit collectif et à long terme.

CHAPITRE IV

LE CRÉDIT COLLECTIF ET A LONG TERME

La loi du 5 novembre 1894 et le crédit collectif.

L'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 définissait de la façon suivante l'objet des sociétés de crédit agricole :

« Elles ont exclusivement pour objet de faciliter et
« même de garantir les opérations concernant l'industrie
« agricole, et effectuées *par ces syndicats* ou par des
« membres de ces syndicats. »

Les sociétés pouvaient donc se livrer à deux ordres d'opérations : opérations collectives avec les syndicats eux-mêmes, opérations individuelles avec les membres des syndicats.

L'article continue : « Ces sociétés peuvent... se charger, relativement aux opérations concernant le crédit agricole, des recouvrements ou des paiements à faire
« *pour les syndicats* ou pour les membres des syndicats. »

Enfin, l'article 3 admet les syndicats au même titre que les membres des syndicats au partage des bénéfices éventuels réalisés par la société.

La loi assimilait donc le syndicat, dans ses rapports avec la société de crédit, à un simple membre du syn-

dicat et l'admettait à bénéficier de tous les avantages attachés à ce titre.

Un grand nombre de sociétés de crédit agricole usèrent de la faculté que leur accordait la loi, et insérèrent, dans leurs statuts, les opérations à faire avec le syndicat agricole lui-même, en outre des opérations avec les particuliers membres du syndicat ; mais aussi, beaucoup de fondateurs de sociétés de crédit agricole semblaient ne pas s'être rendu compte de la faculté qui leur était ouverte de faire des opérations de crédit agricole collectif, et dans les statuts qu'ils rédigeaient, n'envisagèrent que les opérations individuelles avec les membres des syndicats.

Le crédit collectif au 12^e Congrès du Crédit populaire.

C'est le comte de Rocquigny, dont la grande compétence en tout ce qui concerne les questions agricoles donne une autorité particulière à tous ses écrits, qui, le premier, signala, au 12^e Congrès du Crédit populaire tenu à Reims en 1902, l'importance de cette question du crédit collectif, et l'utilisation que les syndicats pouvaient en faire pour l'approvisionnement de leurs dépôts en engrais, en outillage agricole, pour l'organisation de la vente en commun par des sociétés coopératives, l'amélioration du bétail, la transformation industrielle des produits, la protection des récoltes organisée en commun, etc., etc.

Le remarquable rapport de M. de Rocquigny peut se résumer par cette formule : « Vous ne faites que du crédit individuel ; il y a aussi le crédit collectif », et il caractérise les relations qui doivent unir les sociétés de

crédit et les syndicats par cette autre formule : « la Société de crédit agricole, banquier du Syndicat ».

Les idées émises par M. de Rocquigny furent approuvées par le congrès qui adopta la résolution proposée par lui, et ainsi conçue :

« Le Congrès :

« Considérant que dans la pratique du crédit agricole en
« Allemagne et chez les peuples les plus avancés en cette
« matière, le crédit personnel accordé aux agriculteurs,
« se complète par le crédit collectif ouvert aux associa-
« tions rurales qui travaillent à améliorer au profit de
« leurs membres, les conditions de l'exploitation agri-
« cole ;

« Considérant que la loi du 5 novembre 1884 autorise
« expressément les sociétés de crédit agricole à faire des
« prêts aux syndicats agricoles pour les aider à réaliser
« toute opération concernant l'industrie agricole ;

« Est d'avis :

« Que les sociétés de crédit agricole doivent devenir les
« banquiers des syndicats agricoles qui ont contribué à
« leur fondation en souscrivant des parts de leur ca-
« pital ;

« Que, sans préjudice pour les demandes de prêts indi-
« viduels, elles doivent consentir à ces syndicats, dans
« la mesure imposée par l'impossibilité d'immobiliser à
« long terme les fonds affectés aux besoins du crédit
« agricole, les prêts qui pourraient être utiles au déve-
« loppement de leurs services professionnels (1). »

(1) *Douzième Congrès du Crédit populaire*. Reims, 1902, page 476.

Les coopératives agricoles et le crédit collectif.

C'est aux seuls syndicats que la loi de 1894 réservait le privilège du crédit collectif ; les sociétés coopératives de vente ou de production ne pouvaient être admises à en profiter, qu'en passant par l'intermédiaire d'un syndicat.

Le Congrès de la vente du blé avait aperçu la complication et l'inutilité du double intermédiaire de la Caisse locale et du Syndicat, entre la Caisse régionale dispensatrice du crédit et la Société coopérative. Le paragraphe 4 de la résolution adoptée par lui, disait :

« Il y a lieu, 4^e d'apporter à la législation les modifications nécessaires pour que les caisses régionales de « crédit agricole, établies en exécution de la loi du « 31 mars 1899, puissent avancer aux sociétés coopé-
« tives et aux caisses locales, les fonds nécessaires pour « établir ces greniers et magasins. »

La loi du 31 mars 1899 interdisait, en effet, aux caisses régionales toutes autres opérations que l'escompte des effets souscrits par les membres des sociétés locales et des avances à ces mêmes sociétés.

Pour remédier à cette situation, MM. Méline, Papelier, Krantz et Fénal, avaient, à la séance de la Chambre du 2 juillet 1901, présenté à la proposition Debussy sur l'admission temporaire des blés, un amendement d'après lequel : « Sur les redevances annuelles versées par la « Banque de France et mises à la disposition du gouver-
« nement par la loi du 31 mars 1899, en faveur des « Caisses régionales de crédit agricole », une somme de six millions devait être prélevée pour donner des subventions aux sociétés coopératives agricoles qui se constitue-

raient pour la création de magasins et d'entrepôts de blé et autres denrées agricoles. L'attribution de ces subventions devait être faite d'après les mêmes règles que les avances aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel.

La discussion de cet amendement fut renvoyée par ses auteurs, au moment où devait venir en discussion le projet de réforme des warrants agricoles, déposé le 24 octobre 1901 par M. Dupuy, Ministre de l'Agriculture ; mais ce projet ne put être examiné avant la fin de la législature.

L'affiliation directe des Sociétés coopératives de vente aux Caisses régionales, 1902.

La proposition Méline, Papelier, etc., fut examinée en 1902, par le Congrès de Reims du Crédit populaire. M. Rieul Paisant, Secrétaire général adjoint du Comité de la vente du blé, proposa au Congrès de souscrire au principe de la proposition, mais le Congrès n'y consentit pas. Dans un rapport très étudié, présenté au Congrès, M. Rieul Paisant avait préconisé, en outre, l'affiliation directe des sociétés coopératives de vente aux Caisses régionales, en vue de permettre à ces sociétés de se procurer les fonds de roulement nécessaires à leur fonctionnement, les capitaux de construction et d'aménagement des magasins devant être fournis directement aux coopératives d'après le principe de la proposition Méline, Papelier, etc.

L'auteur du rapport insistait sur l'inutilité de l'interposition d'une Caisse locale entre la Caisse régionale et la Coopérative, et concluait à l'adoption par le Congrès du vœu suivant :

« Le Congrès émet le vœu :

« Que les sociétés coopératives constituées pour la
« vente des céréales, fondées entre membres de syndi-
« cats agricoles et s'interdisant strictement la réalisation
« de bénéfices commerciaux, soient admises par la loi à
« s'affilier directement aux Caisses régionales de Crédit
« agricole mutuel, et à recevoir d'elles, soit sous forme
« d'avances pour fonds de roulement, soit sous forme
« d'escompte, les sommes nécessaires à leur fonctionne-
« ment. »

Combattu par M. Rayneri, qui estimait au contraire utile, le rôle d'intermédiaire des Caisses locales, le vœu ne fut pas adopté par le Congrès qui se rallia à une résolution vague, d'après laquelle les Caisses agricoles devaient « seconder dans une large mesure » les opérations des sociétés coopératives.

La proposition Clémentel, 1903.

Le Comité permanent de la vente du blé, convaincu de la nécessité de pourvoir les agriculteurs de magasins coopératifs, afin de leur permettre d'organiser la vente collective de leurs céréales, s'efforça d'obtenir l'intervention financière de l'Etat. Le 11 mars 1903, il votait la résolution suivante :

« Le Comité permanent de la vente du blé, considérant
« que la vente collective du blé ne peut recevoir toute
« l'extension désirable que si les agriculteurs disposent
« de magasins spécialement aménagés pour la conserva-
« tion et la manipulation des grains, émet le vœu :

« Que, sur les fonds provenant de la convention passée
« entre la Banque de France en 1897, une somme de

« 5 millions soit mise à la disposition du Ministre de
« l'Agriculture pour être attribuée à titre de subventions
« ou d'avances sans intérêts, aux Sociétés coopératives
« constituées entre agriculteurs en vue de la vente collec-
« tive des céréales produites par eux ;

« Que les conditions à remplir par ces sociétés soient
« déterminées de manière à faciliter leur constitution,
« assurer leur bon fonctionnement et leur contrôle, et à
« écarter toute organisation reposant sur d'autres prin-
« cipes que ceux de la coopération. »

Pour donner satisfaction à ce vœu, le 30 juin 1903, M. le député Clémentel et 182 de ses collègues déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à « *la création de Sociétés coopératives en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles.* »

Précédée d'un remarquable exposé des avantages de l'organisation de la vente collective des céréales et du fonctionnement des magasins agricoles en Allemagne et en Autriche, cette proposition comportait un prélèvement de 5 millions de francs sur la dotation du crédit agricole, destinés à être répartis, à titre d'avances sans intérêts, entre les Sociétés coopératives agricoles. Ces avances devaient être strictement limitées aux sociétés réellement coopératives, et, à cet effet, l'article 6 définissait les conditions que devaient remplir les sociétés pour acquérir le droit de prendre le titre de coopérative. Des sanctions pénales étaient prévues contre les sociétés qui, ne remplissant pas ces conditions, « prendraient le titre de coopérative agricole ou un titre laissant supposer qu'elles poursuivent un but désintéressé ».

La publicité illusoire et coûteuse de la loi de 1867,

était remplacée par une publicité plus simple et gratuite.

Enfin, à l'exemple des législations allemande et autrichienne, une inspection annuelle des coopératives à former était organisée et confiée aux Unions de sociétés ou d'associations agricoles.

La proposition Clémentel fut renvoyée à l'examen de la commission d'agriculture de la Chambre.

Amendement Clémentel-Ruau, 1904.

Au cours de la discussion du budget de 1904, M. Rouvier, Ministre des finances, avait proposé à la Chambre d'incorporer au budget le solde des redevances annuelles versées par la Banque de France, en vertu de la loi du 17 novembre 1897. Le monde agricole éleva de vives protestations contre ce projet qui tendait à priver l'agriculture de fonds qui lui avaient été spécialement affectés, et M. Rouvier renonça à en poursuivre la réalisation. MM. Clémentel et Ruau déposèrent, en outre, un amendement par lequel, sur les redevances de la Banque, une somme de 5 millions de francs devait être prélevée pour être attribuée aux Sociétés coopératives agricoles à titre d'avances sans intérêts, en vue de la construction de greniers, celliers ou magasins. L'amendement spécifiait que seules devaient être considérées comme coopératives agricoles, « les Sociétés constituées entre agriculteurs » pour répondre aux besoins de leur profession, qui « n'auront en vue, et, en fait, ne réaliseront aucun bénéfice commercial, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique. »

L'amendement, momentanément retiré par ses auteurs, à la demande de la Commission du budget, qui désirait

ne pas retarder le vote de la loi de finances, fut repris par eux, le 26 décembre 1904, sous forme d'amendement au projet de budget de 1905.

Entre-temps, la Chambre avait témoigné de l'intérêt qu'elle portait au développement des sociétés coopératives, en votant, sur la proposition de M. Malizard, un crédit de 50.000 francs pour leur distribuer, non plus des avances remboursables, mais des subventions pures et simples. Ce crédit supprimé par la Commission des Finances du Sénat, ne fut pas rétabli par la Haute Assemblée, malgré un amendement de MM. Gomot et le Baron de Courcel.

La loi Ruau, 1906.

Un changement de ministère fit faire un grand pas à la question de la dotation des Sociétés coopératives.

M. Rouvier, le nouveau chef de Cabinet, appela au Ministère de l'Agriculture, un des plus fermes défenseurs de l'Agriculture et des idées coopératives, M. Ruau.

Un de ses premiers soins fut de constituer une commission qu'il présida lui-même, et dans laquelle le Comité permanent de la vente du blé était représenté par son secrétaire, en vue de l'étude et de la rédaction d'un *projet de loi sur les coopératives agricoles*.

Après quelques négociations, avec le Ministre des Finances qui devait contresigner le projet, celui-ci fut déposé à la Chambre le 21 avril 1905. Renvoyé à la Commission de l'Agriculture, déjà saisie de la proposition Clementel-Ruau du 30 juin 1903, le projet fut l'objet d'un rapport favorable de M. Louis Vigouroux déposé à la séance du 29 novembre 1905. Discuté le 11 décembre 1905

et les 22 et 29 janvier 1906, il fut adopté à mains levées.

Voté également par le Sénat, sans modifications appréciables, le 6 décembre 1906, le projet Ruau sanctionné par un vote conforme de la Chambre, est devenu la loi du 29 décembre 1906.

L'objet essentiel de la loi Ruau est d'autoriser le Gouvernement à prélever sur les redevances annuelles de la Banque de France, (dont le montant est égal au $\frac{1}{8}$ des bénéfices bruts réalisés par la Banque sur ses opérations d'escompte), des sommes destinées à fournir aux sociétés coopératives agricoles, régulièrement affiliées à une Caisse locale, des *avances spéciales à long terme*, remboursables dans un délai maximum de 25 années, et pouvant être utilisées à des achats ou constructions d'immeubles ainsi qu'à leur installation et à leur aménagement.

Le montant de ces avances est limité pour chaque société au double du capital versé. D'autre part, le total des avances ainsi accordées par le Gouvernement, ne pourra dépasser le tiers des redevances annuelles versées par la Banque dans les caisses du Trésor, ce qui correspond à environ 6 millions pour les redevances accumulées au moment de la promulgation de la loi, et à 4.300.000 francs environ chaque année.

L'Etat n'entre pas en relations directes avec les coopératives, mais seulement par l'intermédiaire des Caisses régionales de crédit. Celles-ci reçoivent gratuitement les avances nécessaires aux coopératives, et sont responsables vis-à-vis de l'Etat du remboursement dans les délais convenus.

Dans le projet primitif, l'intérêt que les caisses régionales étaient autorisées à exiger des sociétés coopératives,

était fixé uniformément à 2 0/0. Au cours des discussions auxquelles a donné lieu la loi, on a été amené à penser que cette fixation uniforme pouvait avoir des inconvénients en ne s'adaptant pas suffisamment aux conditions essentiellement variables dans lesquelles se font les prêts, et la fixation du taux de l'intérêt à payer par les coopératives, a été laissée à l'appréciation de chaque Caisse régionale, sauf approbation du gouvernement.

Pour être aptes à recevoir des avances, les sociétés coopératives doivent être constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats agricoles et avoir pour but « d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associations. » Si, en effet, les coopératives pouvaient faire des opérations avec des non-sociétaires, elles joueraient par rapport à ceux-ci, le rôle de commerçants, puisque, une coopérative de vente, par exemple, pourrait acheter ferme à des non associés pour revendre avec bénéfice.

La loi du 29 décembre 1906, moins exigeante que la proposition Clémentel, n'a pas imposé aux coopératives, désireuses d'obtenir des avances, un type juridique spécial ; la seule condition imposée est de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, *quel que soit leur régime juridique*.

Les sociétés coopératives agricoles ont, en général, adopté la forme de sociétés civiles et de sociétés anonymes à capital variable, mais l'ampleur de la formule employée par le législateur donne à penser qu'il a voulu permettre aux sociétés coopératives de se constituer sous

la forme de simples syndicats professionnels, par analogie avec le progrès réalisé par la loi du 4 juillet 1900 sur les assurances mutuelles. On ne voit aucune bonne raison pour interdire à une coopérative de production et de vente de se fonder sous la forme de syndicat professionnel, forme généralement adoptée, par exemple, par les sociétés pour le battage des récoltes dont la légalité n'est pas contestable.

La répartition entre les Caisses régionales, des fonds destinés, tant aux sociétés coopératives qu'aux Caisses de crédit locales, est faite par le ministre sur l'avis d'une commission spéciale dont les membres sont nommés par décret pour 4 années.

Cette commission détermine la durée et le montant de chaque prêt.

La loi a été complétée par deux décrets qui règlent les détails de son application.

Décret du 30 mai 1907.

Rendu après avis de la commission de répartition, ce décret détermine de la façon suivante, les opérations que pourront entreprendre les sociétés coopératives susceptibles de recevoir des avances :

« La production, la transformation, la conservation et
« la vente des produits agricoles. L'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments,
« ateliers, magasins, matériel de transport, l'achat et
« l'utilisation des machines et instruments nécessaires
« aux opérations agricoles d'intérêt commun. »

Décret du 26 août 1907.

Ce second décret est un règlement d'administration publique divisé en quatre chapitres.

Le premier chapitre édicte les règles à observer pour les demandes d'avances.

Celles-ci doivent être adressées par les coopératives à la Caisse régionale sous la responsabilité de laquelle se fait l'emprunt.

La demande est accompagnée d'un certain nombre de pièces dont l'énumération est donnée, et qui comprend un mémoire justificatif avec projet et devis estimatif pour les travaux à exécuter.

La Caisse régionale décide sans appel de la transmission ou de la non transmission au Ministre. En cas de transmission, la Caisse régionale doit, par une délibération spéciale, couvrir de sa responsabilité la demande d'avance. Le Préfet du département est chargé de faire parvenir le dossier au Ministre ; celui-ci le soumet à la Commission de répartition et décide. Cette décision motivée est transmise à la Caisse régionale et à la Coopérative.

Le chapitre II spécifie un certain nombre de conditions, que devront remplir les statuts des sociétés coopératives qui désirent participer aux avances.

1° Des clauses précisant le caractère coopératif de la société : les parts doivent être nominatives, exclusivement réservées à des membres d'un syndicat agricole ; leur taux de remboursement ne pourra, en aucun cas, excéder leur prix initial ; aucun dividende ne peut être attribué au capital et le taux des intérêts ne devra pas dépasser 4 0/0. Les excédents annuels, déduction faite

des charges, amortissements, intérêts du capital, réserve légale, etc, ne pourront être répartis entre les coopérateurs que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société. 2° Des clauses destinées à faciliter le contrôle de l'Etat et à garantir le remboursement des avances : toute modification aux statuts devra être portée à la connaissance de la Caisse régionale responsable du remboursement de l'avance, qui en fera part au Ministre, aucune modification ne devant être considérée comme acquise avant qu'elle n'ait été autorisée par le Ministre. La comptabilité devra être tenue conformément aux prescriptions du Code de commerce et aux instructions du Ministre. Enfin, les statuts devront faire connaître les dispositions prévues pour constituer une réserve destinée à amortir et à rembourser l'avance de l'Etat.

Le chapitre III règle la surveillance à exercer sur l'emploi des avances consenties, surveillance qui est confiée à la Caisse régionale responsable des avances. Celle-ci doit veiller à ce que les avances ne soient pas détournées de leur affectation, et se faire délivrer chaque année avant le 31 janvier les inventaires et les bilans de l'exercice précédent, le relevé des opérations effectuées ou en cours pour l'emploi des avances. Elle ne verse à la Société coopérative les sommes consenties qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Enfin, le chapitre IV organise le contrôle à assurer pour le remboursement des prêts : Une hypothèque sera immédiatement prise au profit de l'Etat sur les terrains et constructions appartenant à la Société avec extension stipulée ou formellement promise sur les constructions à élever ou à aménager. La Caisse régionale doit, en

outre, exiger des Sociétés coopératives dont elle présente la demande, soit la clause de responsabilité solidaire de tous leurs membres pour les opérations dont elle se rend responsable, soit un engagement solidaire qu'elle reconnaîtrait suffisant signé par tous les membres du conseil d'administration.

La comptabilité et la gestion des Sociétés coopératives bénéficiaires d'avances sont soumises à la vérification des fonctionnaires chargés d'examiner le fonctionnement des Caisses régionales et des Sociétés coopératives. Ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives et doivent veiller à ce que les garanties de remboursement de l'avance ne soient pas diminuées par une violation ou une modification des statuts.

Les premières avances à long terme, 1908.

La Commission de répartition, réunie au mois de février 1908, a, pour la première fois accordé des avances à long terme à des Sociétés coopératives. Les avances accordées se sont élevées à 289.450 francs pour six coopératives agricoles : deux laiteries, une distillerie, une société linière, une fabrique de conserves de légumes et une coopérative vinicole, situées dans les départements des Deux-Sèvres, de la Seine-Inférieure, des Vosges, de l'Aude et du Var.

A sa dernière réunion, (novembre 1908) la commission a statué sur les demandes d'avances formulées par neuf sociétés, dont sept coopératives vinicoles et deux laiteries coopératives. Elle a proposé de leur accorder les avances sollicitées s'élevant à 293.000 francs.

Il existe actuellement (décembre 1908) vingt-trois sociétés coopératives agricoles dotées d'avances de l'Etat qui se montent à 974.325 francs.

CHAPITRE V

L'ETAT CLIENT DES COOPÉRATIVES AGRICOLES LES FOURNITURES DIRECTES DES CULTIVATEURS A L'ADMINISTRATION MILITAIRE

L'Etat consommateur de denrées agricoles.

L'intervention financière de l'Etat en vue d'encourager la constitution et le fonctionnement de Sociétés coopératives agricoles n'est pas le seul moyen par lequel l'Etat peut chercher à procurer aux cultivateurs le « juste prix » de leurs produits. Il en est un autre, qui, s'il était appliqué, serait d'une très grande efficacité. Pour qu'une coopérative de vente prospère, il faut, avant tout, qu'elle soit assurée de trouver des débouchés. Or, l'Etat, sans s'imposer aucun sacrifice pécuniaire, bien mieux en réalisant des bénéfices, est à même de procurer aux coopératives agricoles de vente, des débouchés importants ; il suffirait qu'il réservât à ces sociétés, sinon la totalité, au moins une notable partie de sa propre clientèle. Il est, en effet, un grand consommateur de denrées agricoles : le ministère de la Guerre, celui de la Marine, les grandes administrations publiques, achètent chaque année des quantités considérables de ces produits. En 1902, par exemple,

le ministère de la Marine a acheté 90.000 quintaux de blé; celui de la Guerre, par gestion directe, 570.000 quintaux de blé, 460.000 quintaux d'avoine, 730.000 d'orge, plus environ 400.000 quintaux de foin, autant de paille et 11.000 quintaux de luzerne ou de sainfoin. Pour les places à l'entreprise, il lui a été fourni 700.000 quintaux de foin, 100.000 de paille et 1.500.000 d'avoine (1). Pour le seul ministère de la Guerre, on peut évaluer entre 630.000 et 700.000 quintaux, la quantité de blé annuellement nécessaire. Il semblerait naturel que l'Etat se procurât ces énormes stocks de denrées agricoles en s'adressant directement aux producteurs, et en écartant par principe, les intermédiaires dont les services se traduisent par une élévation des prix payés par l'Etat et une moins-value payée aux producteurs. Il n'en est malheureusement pas ainsi en France, où, sauf des cas exceptionnels, l'Etat semble n'avoir pas conscience du rôle social important qu'il pourrait jouer dans la recherche d'une meilleure organisation économique du pays, en établissant des relations directes avec les producteurs.

Dans cet ordre d'idées, nous avons été devancés, une fois de plus, par nos voisins d'Outre-Rhin. L'administration militaire allemande a nettement affirmé sa volonté d'acheter directement et de préférence aux agriculteurs, ainsi qu'en témoigne la note suivante empruntée à un journal agricole allemand (2) :

« Afin de favoriser les achats directs de produits agri-

(1) *V^e Congrès national des Syndicats Agricoles*. Rapport Rieul Paisant sur les *Fournitures directes des cultivateurs à l'Administration militaire*. Périgueux, 1903.

(2) *Journal Agricole de Strasbourg*, 12 juillet 1902.

« coles auprès des producteurs, les autorités militaires
« supérieures compétentes ont pris les dispositions suivantes : 1° Les troupes et administrations achèteront
« les produits agricoles indigènes dont elles auront
« besoin, autant que possible directement auprès des
« producteurs, en tant que cela est compatible avec les
« intérêts du fisc ou ceux d'ordre général, sans pour cela
« exclure le commerce légitime. — 2° A cet effet, il est
« recommandé aux magasins militaires d'entrer en relations directes avec les associations de producteurs déjà
« existantes, et, en outre, de contribuer autant que possible
« à la formation de ces associations en les favorisant à
« l'occasion de la concession des fournitures. — 3° Lorsqu'il s'agira d'une adjudication publique de fournitures de denrées agricoles, des intermédiaires ne seront
« agréés que s'ils ont, dès le début, pris part à la soumission, et si, par rapport aux fournitures à adjuger, ils
« ont fait des offres plus avantageuses que celles des
« autres soumissionnaires. »

Nous avons dit que le ministère de la Guerre Bavaïois a poussé l'application de ce principe jusqu'à acheter depuis 1900 la totalité du blé dont il a besoin directement aux producteurs. A cette même époque, la proportion des achats directs atteignait 68 0/0 pour le seigle, 63 0/0 pour l'avoine, 87 0/0 pour le foin, 88 0/0 pour la paille.

Comment l'Administration militaire française réalise ses approvisionnements en vivres et en fourrages.

Deux systèmes sont en usage dans l'armée française pour la constitution des approvisionnements en vivres et en fourrages : l'*entreprise* et la *gestion directe*.

A) *Système de l'entreprise*. — Dans les places dites à l'entreprise, l'Etat passe un contrat avec un entrepreneur qui s'engage, moyennant un prix convenu, à fournir le nombre de rations de pain ou de fourrages nécessaires à la garnison. En ce qui concerne la fourniture du pain, destiné à l'alimentation des troupes, les places à l'entreprise se divisent elles-mêmes en *places de fourniture*, dans lesquelles le pain est fabriqué au moyen de farines achetées par l'entrepreneur, et en *places de fabrication*, dans lesquelles l'entrepreneur reçoit de l'Etat les farines nécessaires à la fabrication du pain et qui proviennent des magasins militaires.

Il y a en France environ 145 places de fournitures et 106 places de fabrication. Pour les services des fourrages, il y a 257 places à l'entreprise avec un effectif de chevaux qui varie de l'unité à 2.800 (Versailles).

B) *Système de la gestion directe*. — Dans les places en *gestion directe*, au contraire, l'administration militaire achète directement le blé et les fourrages qui lui sont nécessaires, les entretient dans ses magasins, fabrique paille dans ses manutentions et le distribue aux troupes.

Ces diverses opérations sont confiées à un personnel spécial et éprouvé, celui des Officiers d'administration du service des subsistances ; leur nombre restreint (1) n'a permis de mettre en gestion directe que 53 places pour le blé et 34 pour les fourrages. Voici la liste de ces

(1). Officiers principaux.....	21
Officiers d'administration de 1 ^{re} classe.	170
Officiers d'administration de 2 ^e et 3 ^e cl.	234
Total.....	435

Annuaire du Corps de l'Intendance. Paris, 1907.

CORPS d'Armée	BLÉ		FOURRAGES	
	NOMBRE de Places	PLACES	NOMBRE de Places	PLACES
Gouvern ^t Militre de Paris	1	Paris.	3	Paris, Vincennes, Saint Germain.
1 ^{er}	4	Lille, Maubeuge, Dun- kerque, Arras.	1	Lille.
2 ^e	3	Amiens, La Fère, Laon.	1	Soissons.
3 ^e	1	Rouen.	1	Rouen.
4 ^e	1	Le Mans.	»	»
5 ^e	2	Orléans, Fontainebleau.	»	»
6 ^e	8	Mézières, Reims, Cha- lons, Camp de Chalons, Montmédy, Verdun, Longwy, Saint-Mihiel.	4	Chalons, Camp de Cha- lons, Verdun, Com- mercy.
7 ^e	8	Besançon, Dôle, Gray, Vesoul, Chaumont. Langres, Epinal, Bel- fort.	7	Besançon, Dôle, Chau- mont, Langres, Epinal, Belfort.
8 ^e	3	Nevers, Chalons-sur- Saône, Dijon.	3	Nevers, Dijon, Auxonne.
9 ^e	1	Tours.	»	»
10 ^e	2	Rennes, Cherbourg.	1	Rennes.
11 ^e	2	Nantes, Brest.	»	»
12 ^e	1	Limoges.	»	»
13 ^e	1	Clermont-Ferrand.	»	»
14 ^e	6	Lyon, Grenoble, Cham- béry, Briançon, Mont- Dauphin, Embrun.	4	Lyon, Grenoble, Brian- çon, Mont-Dauphin.
15 ^e	2	Marseille, Toulon.	1	Marseille.
16 ^e	1	Carcassonne.	1	Castres.
17 ^e	1	Toulouse.	1	Toulouse.
18 ^e	1	Bordeaux.	1	Tarbes.
20 ^e	4	Troyes, Pont-à-Mous- son, Nancy, Toul.	5	Troyes, Pont-à-Mous- son, Nancy, Lunéville, Toul.

places, publiée en 1903, dans un ouvrage très documenté sur les achats de l'administration militaire, et mise à jour en 1908 (1).

Comment l'Etat procède à ses achats. — Les adjudications.

Pour se procurer le blé, l'avoine, le foin et la paille qui lui sont nécessaires dans les places à gestion directe, l'administration militaire a employé jusqu'en 1904, comme procédé normal l'adjudication publique sur soumissions cachetées avec concurrence et publicité.

A maintes reprises, l'attention du ministre fut appelée par les membres du Parlement sur l'exagération des prix atteints dans ces adjudications pour lesquelles la concurrence n'existait pour ainsi dire pas, par suite de l'entente des soumissionnaires qui se faisaient une spécialité des fournitures à l'Etat.

Les deux principaux reproches faits au système de l'adjudication étaient :

1° Que ces adjudications comportaient des lots trop importants, ce qui, en fait, empêchait le petit cultivateur d'y prendre part ;

2° La complication de la comptabilité de l'administration qui rebute l'agriculteur, et surtout ne lui permet d'être payé de ses marchandises qu'après de longues formalités.

Aussi, dès le 29 octobre 1887, la Chambre, à la suite d'une interpellation au Ministre de la Guerre, adoptait-elle l'ordre du jour déposé par M. René Brice, auteur de l'interpellation, ainsi conçu :

(1) Tony Perrin. *Les fournitures directes des cultivateurs à l'Administration militaire*. Paris, 1903.

« La Chambre invite M. le Ministre de la Guerre à
« revenir au régime de la gestion directe et à fractionner
« les adjudications de fourrages par garnison, par nature
« de fourrages et par mois. »

Projet d'achats sur simple facture.

Le Ministre de la Guerre, M. de Freycinet, voulut aller plus loin, et, abandonnant le système de l'adjudication, autoriser, sous des conditions de contrôle et de surveillance spéciales et pour des sommes qui ne seraient pas trop élevées, des achats de gré à gré et sur simple facture. A cet effet, il voulut étendre l'application de l'article 22 du règlement d'administration publique du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat, et ainsi conçu (1) :

« Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats
« sur simple facture, pour les objets qui doivent être
« livrés immédiatement, quand la valeur de chacun de
« ces achats n'excède pas 1.500 francs. »

Le Ministre soumit au Conseil d'Etat un projet de décret tendant à approuver la disposition additionnelle suivante :

« En ce qui concerne le service des fourrages du départe-
« ment de la guerre dans les places régies par économie et désignées par le Ministre de la Guerre, le nombre
« des achats sur simple facture n'est limité dans l'année
« que par les besoins du service. »

Le Conseil d'Etat répondit à la demande du ministre

(1) *Bulletin officiel* du Ministère de la Guerre. Edition méthodique, volume 25, p. 10-11. — Paris, 1903.

en émettant l'avis, « que le mode d'assurer les services
« prévus par l'article 22 devait, dans l'esprit du dit règle-
« ment, être réservé aux cas exceptionnels où il n'est pas
« possible d'asseoir des prévisions suffisamment précises
« sur l'importance future de ces services, et que l'admi-
« nistration de la Guerre, engagerait gravement sa res-
« ponsabilité morale, en substituant normalement les
« achats immédiats sur simple facture, avec les risques de
« suspicion qu'ils comportent, aux marchés par adjudica-
« tion dont la nature, la durée et l'importance peuvent,
« en général, être fractionnées de façon à donner satisfac-
« tion aux intérêts du Trésor et à ceux de ses contrac-
« tants. »

Obligé de s'incliner devant l'avis du Conseil d'Etat, M. de Freycinet abandonna son projet d'achats sur simple facture.

Achats par les corps de troupe, 1889.

Le Ministre chercha un autre moyen de mettre les cultivateurs en contact avec l'administration de la Guerre : par un décret du 18 février 1889, il institua dans plusieurs villes de garnison, l'achat de fourrages par les corps de troupe eux-mêmes.

L'adjudication restait la règle ; il y avait un cahier des charges et des pénalités, mais le mode de paiement était plus rapide et plus commode. L'achat sur simple facture, en vertu de l'article 22 ne devait constituer qu'une exception.

Ces essais durèrent un an, mais eurent peu de succès, malgré les appels pressants faits par les corps aux cultivateurs ; 1/20 à peine des fournitures totales leur échut, les fournisseurs habituels conservant leurs positions

acquises. On peut citer, à titre d'exception, ce qui s'était passé à Meaux, où le colonel du 8^e dragons avait passé avec le président du syndicat agricole de l'arrondissement, une convention par laquelle le syndicat s'obligeait à fournir au régiment une ration journalière de 2 kil. 500 de paille par cheval, au prix de 4 fr. 75 les 100 kilos. Cette convention, valable du 9 septembre 1889 au 31 août 1900, fut exécutée à l'entière satisfaction des deux parties.

Les premiers achats directs, 1898.

Il fallut attendre jusqu'en 1897 pour voir le Parlement intervenir en faveur des achats directs. Le rapporteur général du budget à la Chambre, M. Krantz, invita le général Billot à remettre la question à l'étude. Le ministre, après avoir consulté la Commission parlementaire des marchés de l'Etat et s'être entendu avec son collègue des Finances, organisa par une décision du 9 mars 1898, un essai d'achats directs dans les trois places de Rennes, Epinal et Tarbes pour les grains et fourrages, d'après les données caractéristiques suivantes :

Présentation d'échantillons par les cultivateurs à une Commission d'examen réunie au magasin destinataire.

Plus de minimum de poids à l'hectolitre, ni de minimum d'impuretés ; qualité loyale et marchande.

Examen de la denrée par comparaison avec l'échantillon.

Paiement immédiat par le gestionnaire pour une fourniture ne dépassant pas 500 francs. Au delà, bons de trésorerie à l'échéance de cinq jours.

Ces essais commencèrent le 1^{er} juillet 1898.

Les exercices du service de ravitaillement, 1896.

Parallèlement à ces essais d'achats directs, le contact entre l'administration militaire et l'agriculture s'établissait depuis 1896 par les premiers exercices du service de ravitaillement qui, depuis sa création en 1888 par M. de Freycinet, n'avait pas encore reçu la sanction de l'expérience.

Renouvelés en 1897, 1899, 1901, 1902, ces exercices sont depuis lors devenus annuels. De 1896 à 1902, 46 départements virent fonctionner les commissions de réception ; dans les années 1901, 1902, ces commissions réunirent 40.500 quintaux de blé, 12.250 quintaux d'avoine, 400 quintaux de foin, 400 têtes de gros bétail. Trois mille cultivateurs ayant participé à ces fournitures, ont reçu des sommes dont le total dépassait un million. Les achats à caisses ouvertes du service de ravitaillement furent accueillis avec empressement par les cultivateurs qui furent séduits par l'absence de formalités, le paiement immédiat en espèces et les prix rémunérateurs offerts. Ils ont eu le grand avantage d'habituer les cultivateurs à entrer en relations directes avec l'administration militaire.

Le Congrès de la vente du blé et les fournitures directes, 1900.

Au Congrès de la vente du blé, M. l'Intendant Ducuing, délégué du Ministre de la Guerre, affirmait nettement le désir de l'Administration de favoriser ces relations. Comme sanction des vœux émis par le Congrès, le général André faisait paraître à la date des 27 novembre et 13 décembre 1900, deux circulaires en vertu desquelles :

1° Les achats directs étaient étendus aux places d'Orléans, Nevers et Toulouse ;

2° Les fournitures de blé, d'avoine, de foin et de paille mises en adjudications, étaient fractionnées en lots de dix quintaux ; les conditions de réception des denrées adjudgées mises en rapport avec la situation des récoltes dans le rayon d'approvisionnement de chaque place ;

3° Un nouveau système d'adjudications échelonnées, sur échantillons, était inauguré dans les 1^{er}, 2^e, 7^e, 10^e, 11^e et 20^e corps.

Une entente avec le Ministre des Finances permit le paiement au comptant dès la livraison, des quantités inférieures à 100 quintaux.

Le 28 décembre 1901, une nouvelle décision prise sur la proposition du Comité permanent de la vente du blé, étendit le nouveau système d'adjudication aux 4^e, 14^e, 18^e, 12^e et 13^e corps et rendit ce système applicable aux avoines et orges.

Ces adjudications avaient lieu à dates et pour des quantités déterminées, au début de chaque campagne, généralement une fois par mois, suivant un programme établi par le Directeur de l'Intendance du Corps d'Armée. Les agriculteurs qui se proposaient de participer aux adjudications de blé, d'avoine ou d'orge, devaient, au préalable, envoyer aux magasins militaires un échantillon de leurs marchandises, qui était examiné par une commission de réception composée d'un représentant de la municipalité, du sous-intendant, d'un officier de corps, d'un représentant du commerce et d'un délégué nommé par les syndicats agricoles. Le rôle de la commission consistait à s'assurer que la denrée offerte était conforme à la qualité loyale et marchande de la zone d'approvi-

sionnement. Une fois l'échantillon accepté, l'officier réceptionnaire n'avait qu'à rechercher si la marchandise livrée était conforme ou non à l'échantillon.

Quoique ce système constituât une amélioration notable sur les procédés anciens, la participation des agriculteurs aux adjudications était encore assez faible : En 1903, (1^{er} semestre) sur l'ensemble des adjudications, 1, 74 0/0 pour le blé, 0, 61 0/0 pour l'avoine seulement, étaient revenus aux cultivateurs. En 1902, grâce à l'action de syndicats agricoles clairvoyants, les cultivateurs s'attribuèrent 30, 11 0/0 des adjudications à Nantes ; 19, 82 à Arras ; 19, 25 à Gray ; 11, 37 à Langres ; 8, 33 à Amiens ; 7, 77 à Clermont-Ferrand, etc. (1).

L'organisation systématique des achats directs, 1904.

C'est au général André qu'est due l'organisation systématique des achats directs par l'administration militaire. Le 7 mai 1902, il instituait une Commission comprenant des membres du Parlement, des représentants des diverses administrations, du commerce et de l'agriculture, en vue d'examiner si l'on ne pourrait pas procéder aux achats dans des conditions tout à fait commerciales. Après une vaste enquête dans laquelle les associations agricoles furent appelées à donner leur avis soit par écrit soit oralement, la Commission résuma ses travaux dans un rapport rédigé par son président, M. l'Intendant général François, qui fut inséré à l'*Officiel* du 27 mai

(1) Ve Congrès national des Syndicats Agricoles. Rapport Rieul Paisant sur les Fournitures directes des Cultivateurs à l'Administration militaire, p. 9, Périgueux, 1905.

1903. La quatrième partie de ce rapport formule les propositions auxquelles la Commission s'est arrêtée :

« Le mode d'achat normal des denrées agricoles est l'achat direct sans marché.

« L'adjudication publique doit être conservée comme mode supplémentaire d'achat pour parfaire les quantités qui ne seraient pas fournies par les achats directs.

« L'administration de la Guerre doit s'efforcer de mettre le plus de places possible à la gestion directe qui, plus que l'entreprise, favorise les cultivateurs.

« Le programme des achats (dates et quantités), pour chaque place, doit être arrêté immédiatement avant la récolte, quel que soit le système employé.

« Admettre la délimitation approximative du territoire en deux zones pour le battage des céréales et les indications intéressantes qui en découlent pour la date des achats.

« Laisser les Directeurs de l'Intendance libres de faire fléchir ces indications, suivant les circonstances locales et les ressources d'emmagasinement.

« Il ne doit pas être fait d'achats pendant les mois de mai, juin, juillet, ni pendant les périodes de grands travaux agricoles. »

Le plus important de ces projets de réforme était le remplacement, en ce qui concernait l'approvisionnement des céréales, de l'adjudication par l'achat direct. M. l'Intendant Burguet, Directeur de l'Intendance au Ministère, a mis tout en œuvre pour réaliser ce progrès essentiel.

Une entente avec l'Administration des finances et le consentement du Conseil d'Etat étaient nécessaires pour élever le montant maximum des achats autorisés sur

simple facture, maximum fixé à 4.500 francs par l'article 22 du décret du 18 novembre 1882.

Un décret inséré au *Journal Officiel* du 14 février 1904 portait ce maximum à 10.000 francs pour les céréales et les fourrages achetés par l'administration de la Guerre jusqu'au 30 juin 1903.

Le 15 juin 1904, le général André signait une circulaire « relative à l'expérimentation d'un système d'achats directs de grains et fourrages par l'administration de la Guerre » (1).

La circulaire du 15 juin 1904.

L'objet essentiel de cette circulaire était la mise en pratique pendant la fin de la campagne 1903-1904 et la campagne 1904-1905 jusqu'au 30 juin 1905, du système d'achats par les officiers d'administration préconisé par le rapport de l'Intendant François.

Les nouveaux essais devaient être effectués dans 28 places choisies dans tous les corps d'armée. Aux lieux et places des commissions d'achats des essais pratiqués à Rennes, Epinal, Tarbes, puis à Orléans, Nevers et Toulouse, qui attendaient dans leurs magasins les offres des cultivateurs, des officiers acheteurs se déplacent et fréquentent, revêtus de leur uniforme, les principaux marchés de la zone d'approvisionnement qui leur a été affectée. Les Directeurs de l'Intendance leur font connaître la nature et la quantité des denrées à acheter, ainsi que les délais dans lesquels les achats devront être livrés. Une notice établie par les mêmes fonctionnaires règle « les conditions à remplir par les denrées, suivant les

(1) *Bulletin officiel* du Ministère de la Guerre du 27 juin 1904.

centres de production et la récolte ; ces conditions ne doivent exiger que la bonne qualité moyenne, compte tenu des nécessités imposées par la durée de conservation en magasin ; elles ne comporteront ni maximum de poids à l'hectolitre, ni maximum de déchets ».

Les officiers acheteurs doivent, dans leurs achats sur les marchés, se conformer aux usages locaux. « Ils traitent quand les occasions leur paraissent favorables, sans formalités et sans être astreints à d'autres obligations que de ne pas dépasser le prix maximum fixé par le Directeur de l'Intendance. Ils examinent les échantillons ou la marchandise, discutent et conviennent verbalement du prix et des conditions de livraison, comme des négociants ordinaires.

« Ils peuvent traiter avec un même fournisseur, à un même marché, jusqu'à concurrence de 10.000 francs. Ils ne doivent cependant pas perdre de vue l'intérêt qu'il y a, à égalité de dépenses, à fractionner les achats pour développer le contact de l'administration avec les producteurs.

« Des sacs provenant des magasins militaires, ou loués spécialement, peuvent être prêtés aux vendeurs.

Les systèmes à appliquer pour la détermination du lieu de livraison varient suivant les circonstances et les coutumes locales. Cette livraison pourra être convenue soit au magasin réceptionnaire, soit à une gare voisine, soit à celle du marché ou à tout autre endroit.

Les frais de transport du lieu de livraison au magasin destinataire incombent à l'Etat. L'officier acheteur les évalue et en tient compte dans la fixation du prix d'achat.

Les délais de livraison sont réglés suivant les coutumes

locales sans pouvoir, en principe, dépasser 15 jours et 30 jours pour les livraisons importantes.

Si, à la livraison, l'officier d'administration juge que la denrée présentée, tout en étant acceptable, est de qualité inférieure à l'échantillon, il peut la recevoir moyennant une réduction de prix dont il indique l'importance.

Les achats effectués à un même fournisseur sur le même marché, dont la valeur n'excède pas 10.000 francs, sont payés par les officiers d'administration réceptonnaires au moment des livraisons et au fur et à mesure de celles-ci, sur simple établissement d'une facture timbrée à 0 fr. 70, déduction faite du droit de timbre, savoir :

1° En numéraire, pour les fournitures dont la valeur totale n'est pas supérieure à 5.000 francs ;

2° Au delà de 5.000 francs, et jusqu'à 10.000 francs, au moyen de mandats de trésorerie payables chez le trésorier-payeur général, chez un receveur particulier ou chez un percepteur.

Les premiers résultats des achats directs, 1905.

Le système des achats directs, qui n'avait fonctionné dans chaque place que pour une proportion fixée par le Directeur de l'Intendance, du montant total des fournitures nécessaires à l'administration, le surplus étant acquis par voie d'adjudication, donna de suite d'excellents résultats.

Le 3 mars 1905, M. Maurice Berteaux, ministre de la guerre, s'exprimait en ces termes à la tribune de la Chambre :

« Ces achats donnent toute satisfaction aux produc-

« teurs qui trouvent dans l'Etat un bon acheteur, payant
 « comptant dans les conditions commerciales, et ils
 « donnent satisfaction aussi au Trésor, puisque nous
 « achetons, dans la plupart des cas, meilleur marché
 « qu'en ayant recours à l'adjudication. Nous avons aussi
 « souvent de meilleures marchandises, parce que nous
 « les achetons dans des conditions loyales et marchandes
 « comme pourrait le faire un particulier.

« C'est une très grosse réforme, quoique modeste en
 « apparence. C'est, en tout cas, une de celles qui sont de
 « nature à donner à l'État, au point de vue budgétaire, et
 « aux agriculteurs, au point de vue de leurs intérêts, les
 « plus légitimes satisfactions. »

A l'occasion du 5^e Congrès national des Syndicats agricoles tenu à Périgueux les 15, 16 et 17 mai 1905, le même ministre a communiqué à l'Agence Havas une note dont nous détachons les passages suivants (1) :

« Les premiers résultats acquis sont encourageants :
 « ils faisaient ressortir au 1^{er} mars 1905 les économies suivantes par quintal métrique de denrée :

Blé	0f. 367	pour	97.792	quintaux.
Foin	0 249	—	55.238	—
Paille	0 123	—	46.304	—
Avoine	0 253	—	50.778	—

Mais ces résultats ne sauraient être considérés comme définitifs ; il y aura intérêt notamment à savoir si la conservation des approvisionnements est aussi bien assurée qu'autrefois, si les déchets ne viennent pas diminuer dans de trop fortes proportions, les résultats obtenus, etc.

(1) Journal *Le Temps*, n° du 19 mai 1905.

« D'autre part, les commerçants et les agriculteurs ne sont pas encore bien accoutumés à la nouvelle méthode ; la continuation des essais, pendant une autre campagne agricole, leur permettra de mieux en apprécier les avantages et d'en profiter dans une plus large mesure.

« En résumé, le système mis à l'essai a suffisamment bien fonctionné jusqu'ici pour qu'il n'y ait pas lieu de l'abandonner ; les premiers résultats acquis démontrent au contraire qu'il est utile de poursuivre cette tentative, afin d'apprécier en connaissance de cause, si le nouveau procédé devra être généralisé ou définitivement écarté ».

En conséquence, les achats directs furent prorogés jusqu'au 30 février 1906.

Enfin, une note remise par le Ministre de la Guerre au Rapporteur au Sénat du budget de la guerre de 1906 donne des indications tout à fait décisives sur les économies réalisées grâce aux achats directs.

Fonctionnement du système des achats directs en 1905.

— « A de rares exceptions près, les achats directs de grains et de fourrages ont fonctionné d'une façon satisfaisante pendant la campagne agricole 1904-1905.

« La qualité des denrées livrées a varié naturellement suivant les régions. Dans certains corps d'armée, on a reçu des lots supérieurs comme poids spécifique et comme homogénéité aux denrées provenant de l'adjudication. Mais il faut reconnaître que, dans la plupart des cas, les denrées livrées à la suite des achats directs sont moins propres, plus poussiéreuses et donnent plus de déchets, ce qui est dû précisément au manque de préparation et de criblage.

Résultats comparatifs entre les achats sur les marchés et les achats par adjudication. — Le tableau suivant fait connaître pour chacune des denrées, blé, avoine, foin, paille, les quantités totales achetées directement ou par adjudication pendant la campagne agricole 1904-1905, ainsi que les économies réalisées par les achats directs par rapport aux prix payés par les adjudications.

DENRÉES	QUANTITÉS ACHETÉES		ÉCONOMIES réalisées par les achats directs
	directement	par adjudication	
	Quintaux	Quintaux	Francs
Blé	493.372	303.457	77.003
Avoine	401.686	208.786	20.296
Foin	93.380	149.700	20.816
Paille	89.741	154.237	13.770
TOTAUX	478.179	816.180	141.885

Il ressort des chiffres de ce tableau que les achats directs ont porté :

Pour le blé, sur 39 0/0 environ des fournitures totales.

Pour l'avoine, sur 43 0/0 environ des fournitures totales.

Pour le foin, sur 38 0/0 environ des fournitures totales.

Pour la paille, sur 36 0/0 environ des fournitures totales.

Quant aux économies, elles ont été de :

0 fr. 39 par quintal de blé.

0 fr. 19 — d'avoine.

0 fr. 22 — de foin.

0 fr. 15 — de paille.

« Ces économies ont été calculées en tenant compte des déchets des denrées en magasin ou à la mouture. Elles auraient pu être plus importantes si les achats directs avaient pu commencer plus tôt, parce qu'alors on aurait pu mieux profiter des apports considérables qui suivent la récolte et qui provoquent une baisse des cours. De plus, la campagne 1904-1905 a été caractérisée par une tendance de plus en plus marquée vers la hausse. Or, comme pour chaque achat direct, on a comparé les prix obtenus avec ceux de l'adjudication précédente, et que dans l'intervalle les cours s'étaient relevés, il s'ensuit que la comparaison a été plutôt au désavantage des achats directs.

« Tout fait supposer que les économies seront plus considérables dans la nouvelle campagne 1905-1906, car les achats ont pu commencer dès l'ouverture de cette campagne » (1).

Il était impossible d'apporter un témoignage plus éloquent en faveur du système des achats directs.

Les adjudications simplifiées, 1905.

Le 5 avril 1905, à la tribune du Sénat, M. Richard Waddington, rapporteur du budget de la Guerre, avait

(1) Sénat. *Documents parlementaires*. Rapport du Budget de la Guerre de 1905.

fait remarquer combien il était difficile d'établir une comparaison entre les achats directs et les adjudications au point de vue de leur prix de revient. « Dans les achats directs, disait-il, l'Etat se contente de la qualité loyale et marchande, au lieu de la qualité du cahier des charges. Or, le cahier des charges sous ce rapport est très exigeant, peut être avec raison, mais il impose, au point de vue du poids et de la qualité, des conditions tout autres que celles des marchés ordinaires. »

M. Berteaux, Ministre de la Guerre, répondant le lendemain à l'honorable rapporteur, déclara que l'économie réalisée devait s'apprécier par rapport au mode courant d'adjudication ; mais, ajoutait-il, « de plus en plus, l'expérience en cours nous conduira à faire bénéficier les adjudications elles-mêmes des conditions nouvelles plus marchandes, plus courantes, que nous avons imprimées à notre système d'achats directs. »

Le successeur de M. Berteaux, au Ministère de la Guerre, M. Etienne, réalisa la réforme annoncée, par la circulaire du 13 décembre 1905, prescrivant « la mise en essai dans les places où sont expérimentés les achats directs, et parallèlement à ces achats, d'un système d'adjudications simplifiées pour l'acquisition des grains et fourrages » (1).

Les innovations de la circulaire portaient sur quatre points principaux :

1° Il était constitué avant chaque adjudication dans l'établissement réceptionnaire, un échantillon-type du produit demandé par l'administration, la livraison à

(1) *Bulletin officiel du Ministère de la Guerre*. Partie supplémentaire. Année 1905, 2^e volume, p. 946.

faire devant être effectuée en produits d'une qualité au moins équivalente à l'échantillon constitué. Les cultivateurs ou négociants désireux de participer à l'adjudication pouvaient demander à examiner cet échantillon, ou même présenter au gestionnaire des échantillons des produits qu'ils comptaient livrer, en lui demandant si la marchandise représentée par ces échantillons serait acceptée par lui.

2° La circulaire supprime pour les denrées mises en adjudication, l'exigence d'un poids spécifique minimum à l'hectolitre, la fixation d'un taux maximum de criblage et d'une proportion maxima de graines étrangères. Il est seulement indiqué que l'administration militaire demande un produit de bonne qualité, susceptible d'une bonne conservation dont la durée est indiquée pour chaque place par le cahier des charges spéciales, bien sain, homogène, de l'essence, de la nature, de la provenance (indigène ou exotique) et de la récolte fixées au dit cahier des charges, propre et susceptible d'assurer une bonne alimentation. Les motifs d'exclusion tels que : présence des charançons dans le blé et l'avoine sont nettement spécifiés dans les conditions du marché.

3° Une innovation considérable est introduite en ce qui concerne la réception des livraisons : si la denrée présentée offre certaines défauts, telles qu'excès de graines étrangères, de poussières, etc., qui cependant n'altèrent en rien les qualités essentielles réclamées du produit, le gestionnaire les signalera au fournisseur et lui indiquera en même temps la retenue qui lui paraîtra devoir être faite sur le prix d'achat.

4° En cas de divergence d'appréciations, la commission d'appel statuera, sauf recours au Ministre.

C'était l'application par l'administration du principe de la réfaction qui rapproche de plus en plus les adjudications militaires des usages commerciaux, et qui est d'autant plus favorable à la culture, que, pour celle-ci, les refus de marchandises lors de la livraison sont beaucoup plus onéreux que pour le commerce.

La suspension des achats directs et des adjudications simplifiées, 1906.

Malheureusement, les circulaires du 15 juin 1904 et 15 décembre 1905 cessaient d'être applicables le 30 juin 1906. Avant de statuer sur les procédés d'achat à appliquer pour la campagne 1906-1907, le Ministre attendait les rapports des Directeurs de l'Intendance demandés pour la fin de juillet. Vainement le Comité permanent de la vente du blé insista pour que les achats directs fussent continués sans interruption ; il fallut attendre huit mois avant qu'intervint une décision ministérielle.

Le 2 février 1907 seulement, M. Henry Chéron, Sous-Secrétaire d'Etat à la guerre, établit un nouveau projet de décrets qui furent soumis à l'examen du Ministre des finances, et tendant à la reprise des achats directs.

Reprise des achats directs, 1907.

Malgré les démarches réitérées du Comité de la vente du blé pour que les décrets fussent signés assez à temps pour permettre la reprise des achats directs dès le début de la campagne 1907-1908, c'est le 14 septembre seulement que l'*Officiel* publia ces décrets. Ils portent la date du 9 septembre 1907.

L'exposé des motifs, signé du général Picquart et de M. Caillaux, après avoir constaté les résultats satisfaisants donnés dans leur ensemble par les premiers achats directs, et les économies réalisées par ce nouveau mode d'approvisionnement, conclut à la nécessité, pour mieux préciser les avantages qu'il est susceptible de procurer, de poursuivre les essais pendant les deux campagnes 1907-1908 et 1908-1909.

Un premier décret remet en vigueur, pendant la période du 1^{er} octobre 1907 au 30 juin 1909, les dispositions du décret du 3 juin 1904, portant, par dérogation aux prescriptions de l'article 169 du règlement du 3 avril 1869, à 50.000 francs, dont 20.000 en numéraire, le montant des avances que peuvent recevoir les Officiers d'administration chargés des achats directs.

Le second décret, dérogeant à l'article 22 du décret du 18 novembre 1882, porte de 1.500 à 10.000 francs, le montant des achats de grains et fourrages qui pourront être faits sur simple facture pour les services en gestion directe du département de la Guerre désignés de concert entre les Ministres intéressés, jusqu'au 30 juin 1909.

Le 8 octobre 1907, le Sous Secrétaire d'Etat à la Guerre faisait paraître la circulaire relative à la mise en pratique des décrets du 7 septembre. Cette circulaire débute par des constatations qui reviennent comme un leitmotiv dans tous les documents officiels : les premiers achats directs ont donné des résultats satisfaisants ; ils ont procuré au Trésor des *économies importantes*, les prix des denrées acquises par ce procédé ont été, *dans l'ensemble inférieurs à ceux des denrées de même espèce provenant de l'adjudication*. On s'attend à voir le signataire conclure à l'adoption définitive du système d'achats directs

comme mode régulier de transactions de l'administration militaire, et à la suppression pure et simple du système onéreux de l'adjudication. L'administration, cependant, n'osa pas aboutir à cette conclusion ; les premiers essais avaient établi nettement la supériorité du système des achats directs sur celui de l'adjudication. — Sans doute ; mais il y avait peut-être eu des erreurs de calcul : « La « comparaison des prix des fournitures aurait dû être « faite en tenant compte des différences de qualité et des « fluctuations des cours ». On recommencera donc les essais « pendant une période de deux années » ou plutôt 21 mois, et les dispositions de la circulaire du 15 juin 1904 sont remises en vigueur ; pas complètement cependant ; cette dernière circulaire laissait aux Officiers acheteurs « une entière indépendance quant à leurs déplacements » ; ils réglaient leurs tournées « suivant les circonstances et l'importance des besoins à satisfaire », ils traitaient « quand les occasions leurs paraissaient favorables ».

L'auteur de la circulaire de 1907, préoccupé d'établir une comparaison entre les prix des deux modes d'achat, limite singulièrement la liberté d'allures des officiers acheteurs.

« Les dates pour la réalisation des achats directs seront « fixées de telle sorte qu'elles coïncideront avec celles « choisies pour les adjudications. A cet effet, on s'efforcera de *grouper* les achats directs pour chaque place « au lieu de les morceler, ce qui nécessite de trop longs « déplacements et l'échelonnement sur une période de « plusieurs jours des opérations ainsi fractionnées ».

Vouloir faire des achats directs à jour fixe, déterminé plusieurs semaines à l'avance, sans tenir compte des

mouvements des cours, c'est enlever au système toute la souplesse qui le rapprochait des opérations commerciales; c'est les transformer en une adjudication déguisée.

Par une lettre en date du 8 novembre 1907, le Comité permanent de la vente du blé se fit auprès de M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la guerre, l'interprète des légitimes réclamations des agriculteurs.

Une nouvelle circulaire en date du 21 novembre 1907 vint apporter une légère, quoiqu'insuffisante atténuation aux dispositions antérieures. « La disposition relative aux dates des opérations d'achats directs ne devait pas être prise au pied de la lettre; elle n'a pas un caractère impératif » par suite, « il doit être entendu que, si les nécessités du service, ou toute autre circonstance, rendent impossible la coïncidence désirable (?) des dates, les achats directs pourront être pratiqués en dehors des dates choisies pour les adjudications, pendant une période maximum de 15 jours, comprenant le jour fixé pour chaque adjudication ».

C'est le Directeur de l'Intendance de chaque corps d'armée qui sera juge de l'usage qu'il y aura lieu de faire de cette faculté.

Une disposition qu'on ne peut qu'approuver attribuait à chacun des modes d'achat la moitié des fournitures à acheter par l'administration.

Les grandes associations agricoles ne se contentèrent pas de ce demi-succès. Successivement la Société des Agriculteurs de France, la Société nationale d'encouragement à l'Agriculture et l'Union centrale des Syndicats ont émis le vœu que le Ministre de la Guerre rende toute leur liberté d'action aux officiers acheteurs pour les opérations de la campagne 1908-1909.

Par une lettre en date du 22 juin 1908, adressée à M. le Baron de Courcel, président du Comité de la vente du blé, le Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre a déclaré ne pouvoir étendre au delà de quinze jours la dérogation au principe de la simultanéité des opérations, consentie par la circulaire du 21 novembre 1907.

Il est permis de regretter que l'Administration persiste à introduire dans l'expérimentation qu'elle fait pour la seconde fois du système des achats directs, un principe dont l'application fausse *a priori* la comparaison que l'on cherche à établir entre les deux systèmes.

Les agriculteurs font des vœux pour que, au nom de la statistique, on ne mette aucunes entraves aux rapports qu'ils ne demandent qu'à multiplier avec l'administration de la guerre.

La participation des Syndicats agricoles aux achats directs.

En 1904-1906, les syndicats agricoles avaient été admis sans contestation à faire des offres au nom de leurs membres aux officiers acheteurs, et quelques-uns d'entre eux avaient traité pour des quantités importantes. En 1908, les bureaux de la Guerre, s'autorisant d'un avis du Conseil d'Etat, en date du 11 février 1900, qui conseille au Ministre de s'abstenir de recevoir les soumissions des syndicats aux *adjudications*, en raison du caractère encore incomplet de la personnalité civile des syndicats, croient devoir ne pas admettre ceux-ci aux *achats directs*. Et des syndicats de l'importance de ceux du Loiret et de Chaumont-sur-Aire se sont vus écartés par les officiers acheteurs.

Saisi d'une réclamation, au sujet de ce dernier syn-

dicat, par l'Union centrale des syndicats agricoles, le Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre a répondu le 30 mai 1908 que le refus était justifié, la jurisprudence la plus récente résultant d'un arrêt de la Cour de Nancy, du 27 novembre 1907, limitant l'activité syndicale à l'étude et à la défense des intérêts économiques.

Cette assimilation paraît très contestable. L'arrêt de la Cour de Nancy visait un petit syndicat agricole qui achetait, sans commandes préalables, pour les revendre au détail à ses adhérents, des marchandises telles que vêtements, objets d'alimentation, etc., en prélevant une bonification de 50/0 destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux. Les opérations de vente faites par un syndicat n'ont nullement été envisagées par la Cour de Nancy.

L'arrêt du 27 novembre 1907 a fait l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation dont la Chambre criminelle a rendu, le 29 mai 1908, un arrêt confirmant celui de Nancy par le motif que « la constitution d'une association syndicale agricole, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, donne exclusivement vocation à cette association, d'étudier et de défendre les intérêts agricoles qu'elle représente ». Mais le rapport de M. le conseiller Laurent Athalin contient une observation qui définit très exactement les droits actuels des syndicats agricoles :

« Nous tiendrons pour acquis, d'abord, que le syndicat agricole qui se borne à servir d'intermédiaire entre un « de ses membres et un fournisseur, ou entre plusieurs « de ses membres groupant leurs commandes et un fournisseur ne commet aucune infraction ». C'est la reconnaissance de la capacité des syndicats à servir d'intermédiaires gratuits à leurs membres. Pourquoi, dès lors,

l'administration militaire refuse-t-elle de traiter avec un président ou un secrétaire de syndicat ?

Nous souhaitons que M. le Sous-Secrétaire d'Etat de la Guerre, revenant aux idées qui avaient inspiré M. le général André et M. l'intendant Burguet, en 1904-1906, autorise les officiers acheteurs à traiter avec les représentants des syndicats.

Les syndicats économiques agricoles.

L'arrêt de la Cour de Nancy, confirmé par le Cour de Cassation, mettait en doute la validité juridique de toutes les opérations qu'ont l'habitude de faire les syndicats agricoles. Le gouvernement n'a pas voulu que cet état d'incertitude, funeste à l'association agricole, durât plus longtemps, et, le 15 juin 1908, M. Ruau, Ministre de l'Agriculture, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi destiné à remédier à cet état de choses (1). Malheureusement le projet, au lieu de sanctionner purement et simplement les opérations d'achat et de vente qu'effectuent les syndicats tels qu'ils sont constitués actuellement, en étendant la personnalité du syndicat, crée un organisme nouveau ; le « *Syndicat économique agricole* » qui, sous la condition d'être géré gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, pourra, pour le compte de ses membres, acheter des engrais, des machines, des animaux et toutes les matières nécessaires à une exploitation agricole, et, d'autre part, vendre les produits agricoles récoltés exclusivement par les membres du syndicat. Celui-ci pourra acquérir un magasin de dépôt.

(1) Voir Annexe II. p. 271.

Il est permis de trouver le projet de loi insuffisant. L'activité des nouveaux organismes est limitée à l'achat et à la vente ; auront-ils le droit de conserver et de transformer les produits, de pourvoir leurs magasins d'appareils de chargement et de déchargement. Il semble impossible d'interdire ces opérations qui sont des accessoires nécessaires de la vente en commun, aux syndicats, et cependant, le projet de loi ne les mentionne pas. Il pourra, par suite, dépendre de l'arbitraire des Parquets de les tolérer ou de les interdire.

D'ailleurs, l'institution d'un nouvel organisme était-elle bien nécessaire ?

En fait, la plupart des syndicats agricoles, fondés conformément à la loi de 1884, fonctionnent comme de véritables sociétés coopératives ; il eut semblé plus simple de légaliser cet état de choses en autorisant les sociétés coopératives à se fonder sous la forme de syndicats agricoles.

L'argument que l'achat en commun et la vente collective des produits ne rentrent pas dans la défense des intérêts agricoles est une pure conception juridique que contredisent les faits.

De plus en plus, les syndicats agricoles de la loi de 1884, entreprendront toutes les opérations concernant l'industrie agricole ; quand l'usage sera suffisamment développé, le Parlement sanctionnera la coutume par la loi ; la seule restriction qu'il soit en droit d'imposer aux syndicats est d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices communaux.

Les nouvelles adjudications simplifiées, 1907.

Outre les achats directs, la circulaire du 8 octobre 1907 a fait revivre les adjudications simplifiées établies par la circulaire du 15 décembre 1905 ; elle les a même étendues à toutes les places du territoire participant ou non aux achats directs. Pour chaque fourniture, il est fixé un poids spécifique de base et un poids spécifique minimum, et d'autre part un maximum de déchet de criblage et de graines étrangères avec une tolérance en plus à déterminer, de manière à permettre l'acceptation de la denrée si elle satisfait aux autres conditions exigées. Les candidats soumissionnaires ont la faculté de présenter au gestionnaire avant l'adjudication un échantillon de la denrée qu'ils comptent livrer, qui servira de comparaison pour l'acceptation.

Enfin, pour les livraisons de 100 quintaux et au dessous, le payement peut avoir lieu immédiatement et sans formalité.

Quelles que soient les simplifications apportées aux adjudications, l'expérience faite en 1904-1905 montre qu'elles attirent peu les agriculteurs et restent le monopole de spécialistes. Les syndicats agricoles pourraient plus facilement soumissionner, mais le Ministre de la Guerre croit devoir leur refuser ce droit ; il invoque dans ce sens l'avis du Conseil d'Etat du 11 février 1890 que nous avons cité.

Le Congrès des syndicats agricole tenu à Angers au mois de juillet 1907. a déterminé le Ministère de la Guerre à solliciter un nouvel avis du Conseil d'Etat.

CONCLUSIONS

La création de sociétés coopératives de vente des produits agricoles a été suscitée par la concurrence mondiale de plus en plus active entre les producteurs, concurrence rendue possible par la transformation des moyens de transport. Pendant un certain temps, les droits de douane ont suffi à protéger les agriculteurs des pays d'Europe ; l'efficacité de ce moyen ira s'affaiblissant, et c'est vers une organisation nouvelle que doit tendre l'agriculture, si elle ne veut pas succomber dans sa lutte contre la production étrangère, et si les agriculteurs veulent conserver, dans la fixation des prix des produits agricoles, la part prépondérante qui leur revient, et que, jusqu'ici, la spéculation et les intermédiaires ont usurpée.

La coopération de vente des produits agricoles s'imposera de plus en plus à tous les pays et plus particulièrement à ceux où, comme en France, la propriété est très divisée et la culture morcelée.

Pour procéder à cette nouvelle organisation économique, nos agriculteurs ont jusqu'à une époque toute récente, été livrés à leurs seules inspirations et à leurs propres moyens. La loi Ruau vient de leur apporter avec les

encouragements financiers de l'État, une preuve nouvelle de l'importance que le gouvernement de la République attache à l'agriculture, et de l'intérêt qu'il porte à l'évolution qu'est appelée à subir son organisation.

Comment doit s'organiser chez nous la coopération de vente des céréales ?

Nous avons vu, en parlant de l'Allemagne et de l'Autriche, les types très divers d'organisation adoptés dans ces pays. Il ne saurait évidemment être question de se déterminer en faveur d'un de ces types à l'exclusion des autres, de s'y conformer servilement sans tenir compte des conditions spéciales de notre production agricole, de la constitution de notre propriété, des traditions et des mœurs de nos agriculteurs ; mais, ce qui peut paraître utile c'est, constatation faite des avantages et des inconvénients des types expérimentés, d'emprunter aux uns et aux autres les principes consacrés par la pratique.

Les systèmes appliqués à l'étranger peuvent se ramener à deux types principaux : le système prussien dans lequel on procède d'abord à la construction d'un magasin, souvent de dimensions considérables, et dont une société entreprend l'exploitation : ici on tente de créer la fonction en créant l'organe. Puis le système bavarois-wurtembergeois, dans lequel la société coopérative commence à fonctionner sans magasin, loue ensuite un local rudimentaire et, lorsque ses affaires ont pris un certain développement, construit enfin un magasin de petites dimensions qu'elle agrandit et dont les aménagements sont perfectionnés au fur et à mesure des besoins. Ici la fonction a créé l'organe.

C'est à cette dernière méthode sage, prudente, progressive que vont nos préférences. Elle a l'avantage de réduire au minimum les risques courus, considération

importante pour nos cultivateurs qui, volontiers, se montrent sceptiques à l'égard des innovations qui bouleversent les habitudes et les traditions, et attendent souvent, avant d'adopter des méthodes nouvelles, qu'elles soient consacrées par l'expériencedu voisin.

« C'est par en bas que s'est créé en France le crédit agricole ; c'est par en bas également, que doit s'organiser la vente coopérative des céréales » (1).

Les coopératives de vente pourront au début, n'être que de simples associations communales, ne compter qu'une vingtaine de membres, fonctionner sans magasin spécial, si les cultivateurs possèdent les greniers suffisants pour abriter leurs récoltes ; celles-ci resteront alors chez les producteurs jusqu'au jour de la livraison aux acheteurs, mais ce sera à la société, non au producteur, à fixer le prix de vente.

Lorsque le nombre des sociétaires se sera accru, les quantités de céréales dont disposera la société seront plus considérables, la clientèle de la coopérative s'élargira ; il sera bon alors de se préoccuper d'aménager un magasin, ne fut-ce que dans un local loué et de le meubler de quelques machines à nettoyer le grain, à le cribler et à le ventiler.

On concevrait très bien qu'une commune rurale organisât un semblable magasin dans un local lui appartenant, ou, au besoin, dans un local qu'elle louerait à cet effet. Les dépenses qu'elle engagerait de ce chef, seraient essentiellement des dépenses d'intérêt commun, au même titre que celles occasionnées par la construction d'un marché, d'une halle ou d'une route.

(1) *Congrès d'Arras, 1904. Rapport Rieul Paisant, p. 10.*

Quand il s'agira de construire des magasins plus importants, la plus grande circonspection devra être observée, quant à la grandeur des constructions et au montant des capitaux à y consacrer. La plupart des insuccès financiers des magasins allemands sont attribuables à l'exagération des dimensions données au Kornhäuser.

Les deux facteurs essentiels à considérer dans l'évaluation des capitaux à engager sont d'abord les quantités de grains que produit la région et sur la vente desquelles la société peut compter, et, d'autre part, la clientèle, soit locale, soit extérieure, que la coopérative pourra se créer. Le but d'une coopérative de vente doit être d'adapter la vente à la consommation ; il est donc nécessaire, avant tout, de connaître les quantités sur lesquelles porteront cette vente, et les débouchés qu'offre la consommation.

Actuellement cette adaptation est faite par le commerce, auquel une longue pratique a donné une connaissance approfondie du marché et qui l'utilise pour prélever des bénéfices sur le producteur, frustré ainsi de la rémunération légitime de son travail, du « juste prix » de ses produits.

Les sociétés importantes devront avoir à leur tête un directeur très au courant du marché et assez expert pour soutenir la concurrence des marchands qui s'efforceront par tous les moyens de nuire au développement de la coopérative.

Ces grands magasins seront construits dans les régions de grande et moyenne culture où la consommation locale n'absorbe pas toute la production, et où il existe par suite un trop plein que les chemins de fer ou les voies navigables transporteront dans les régions déficitaires ou dans les grands centres de population. A cet effet, ils

seront situés près des gares de chemins de fer, avec raccordement à la voie ferrée, ou sur le bord d'un canal ou d'une rivière. Tous les appareils qui faciliteront ou abrègeront le chargement ou le déchargement des wagons ou des bateaux, ainsi que la manipulation des grains à l'intérieur du magasin, diminueront sensiblement les frais généraux d'exploitation.

Un des avantages très importants de la création de coopératives de vente serait la constitution, par chaque société, de marques spéciales obtenues par le mélange, en proportions déterminées, des variétés de grains produites dans la région. Ces sociétés, auxquelles les consommateurs en gros demanderaient, avant tout, des fournitures importantes de marchandises homogènes, auraient d'ailleurs intérêt à encourager, chez les agriculteurs, l'ensemencement des variétés les plus demandées ; en favorisant le bon choix des semences, elles adapteraient la production à la consommation.

D'après quel système les sociétés doivent-elles opérer la vente des céréales de leurs adhérents.

Posons d'abord en principe, que toute idée de spéculation doit être bannie, d'une façon absolue, de l'esprit des directeurs d'une coopérative de vente. Nous avons dit les déboires auxquels avaient abouti en Allemagne, aussi bien qu'en France, les infractions à cette règle.

Or, l'achat ferme au cours du jour, donne aux sociétés la tentation d'attendre pour revendre, une hausse des cours, c'est-à-dire de spéculer, avec tous les risques inhérents au jeu de Bourse. Si, pour éviter ces risques, la société revend presque immédiatement après l'achat, elle manque à un de ses buts essentiels qui est la répartition de l'offre dans le temps.

L'achat ferme au cours du jour est donc à rejeter en principe ; il a malheureusement prévalu dans beaucoup de sociétés allemandes, les cultivateurs ne pouvant se décider à renoncer aux habitudes séculaires que leur ont données les commerçants ; mais il n'est pas douteux que ce procédé dangereux est purement commercial et n'a rien de coopératif.

La vente à la commission simple pour le compte de l'associé a l'avantage de ne pas faire courir de risques à la société, et cet avantage est tellement considérable pour une société qui débute, que ce système est à recommander aux coopératives qui manquent encore d'expérience. Tous les magasins d'Autriche et la majorité des associations bavaroises pratiquent la vente à la commission et s'en trouvent bien.

Le véritable procédé coopératif de vente est la vente collective avec paiement lors de la livraison des $\frac{3}{4}$, par exemple, de la valeur de la fourniture, et, en fin d'année seulement, du dernier quart, augmenté ou diminué selon les bénéfices réalisés au cours de la campagne. Ce système a, en outre, l'avantage de permettre la répartition de la vente par fractions à peu près égales sur chaque mois de l'année ce qui contribue singulièrement à la régularité des cours.

L'obligation de livrer à la société la totalité des récoltes produites par les adhérents est une clause essentielle à inscrire dans les statuts ; si cette règle n'est pas observée, la société est exposée à subir la concurrence de ses propres membres, ou à ne recevoir que les grains de qualité inférieure refusés par les marchands.

Enfin, il reste au législateur une tâche à accomplir. La loi Ruau, complétée par le décret du 26 août 1907, a

défini la coopération agricole. L'article 4 de la loi exclut du crédit de l'Etat, les sociétés qui auraient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux, et l'article 6 du décret impose aux coopératives l'obligation de n'attribuer aucun dividende au capital, et de limiter la rémunération de celui-ci à 4 0/0, les bénéfices nets devant être répartis entre les coopérateurs proportionnellement aux opérations par eux faites avec la Société coopérative. Le législateur doit faire un pas de plus dans cette voie ; le titre de coopérative doit être protégé par la loi contre les abus scandaleux qui en sont faits par des commerçants sans scrupules ; sous le bénéfice de la faveur qui s'attache au titre de coopérative, de trop nombreuses entreprises, purement commerciales, non seulement trompent le consommateur, mais font aux autres commerçants une concurrence déloyale. La proposition Clémentel frappait de sanctions pénales l'abus du titre de coopérative. La loi Ruau n'a pas maintenu ces sanctions.

Aussi bien, l'intervention législative, pour si utile qu'elle serait, ne paraît pas indispensable. L'initiative des seuls groupements privés, des Unions régionales ou centrales, suffirait à organiser cette inspection des organisations affiliées, comme elle l'a été en Allemagne et en Autriche au plus grand bénéfice de la coopération. Les coopératives qui soumettraient ainsi volontairement à l'inspection de leurs Unions, leurs livres et leur comptabilité, affirmeraient par là même leur caractère véritablement coopératif et se distingueraient ainsi des entreprises commerciales. Le Comité permanent de la vente du blé a déjà commencé l'inspection d'un certain nombre de sociétés coopératives, et à l'exemple de l'Union impériale allemande, il publie sur celles dont le caractère coopératif est plei-

nement démontré, des renseignements périodiques.

Beaucoup d'associations agricoles françaises éprouvent, il faut l'avouer, une certaine répugnance à se soumettre à une inspection, à un contrôle, quel qu'il soit ; elles voient là une atteinte à leur indépendance.

En réalité, l'inspection ne saurait porter atteinte à l'indépendance. — ou mieux à l'existence, — que des fausses coopératives. « Ceci tuera cela. »

ANNEXES

ANNEXE I

Loi du 29 décembre 1906

Autorisant des avances faites aux Sociétés coopératives agricoles.

Journal Officiel du 30 décembre 1906.

Article Premier.

L'article premier de la loi du 31 mars 1899 est ainsi complété :

« Le Gouvernement peut, en outre, prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement aux dites Caisses régionales des avances spéciales destinées aux Sociétés coopératives agricoles et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq années.

« Ces avances ne pourront dépasser le tiers des redevances versées annuellement par la Banque de France dans les Caisses du Trésor, en vertu de la Convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897. »

Art. 2.

Les Caisses régionales sont chargées de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les Sociétés coopé-

ratives agricoles régulièrement affiliées à une Caisse locale de crédit agricole régie par la loi du 5 novembre 1894.

Elles garantissent le remboursement, à l'expiration des délais fixés, des avances spéciales qui leur sont faites pour les Sociétés coopératives agricoles.

Toutes opérations autres que celles prévues par le présent article et par la loi du 31 mars 1899, leur sont interdites.

Art. 3.

Les Caisses régionales recevront des Sociétés coopératives agricoles, sur les avances qu'elles auront remises à celles-ci, un intérêt qui sera fixé par elles et approuvé par le Gouvernement, après avis de la Commission prévue à l'article 5.

Art. 4.

Les demandes d'avances émanant des Sociétés agricoles devront indiquer d'une manière précise, l'emploi des fonds sollicités ; elles seront présentées au Gouvernement par l'intermédiaire des Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Pourront seules recevoir les avances prévues à l'article premier de la présente loi, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les Sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, sans que ces Sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

Art. 5.

La répartition des avances aux Caisses régionales de crédit agricole, tant en vertu de la présente loi que de la loi du

31 mars 1899, sera faite par le Ministre de l'Agriculture, sur l'avis d'une Commission spéciale et dont les membres, à l'exception des membres de droit, sont nommés par décret pour quatre années, composée ainsi qu'il suit :

- Le Ministre de l'Agriculture, président ;
- Quatre sénateurs ;
- Six députés ;
- Un membre du Conseil d'Etat ;
- Un membre de la Cour des Comptes ;
- Le gouverneur de la Banque de France ;
- Le directeur général de la Comptabilité publique ;
- Le directeur du Mouvement général des fonds ;
- Un inspecteur général des Finances ;
- Le directeur général des Eaux et Forêts ;
- Le directeur de l'Agriculture ;
- Le directeur du Secrétariat, du personnel central et de la comptabilité ;
- Le directeur de l'Hydraulique et des améliorations agricoles ;
- Le directeur des Haras ;
- Le chef du service des Caisses régionales de crédit agricole mutuel ;
- Six inspecteurs généraux ou inspecteurs du Ministère de l'Agriculture ;
- Trois membres du Conseil supérieur de l'Agriculture ;
- Huit représentants choisis parmi les membres des Caisses de crédit agricole mutuel, régionales ou locales ou des Sociétés coopératives agricoles.

En dehors des membres permanents de la Commission, les inspecteurs généraux et inspecteurs de l'Agriculture, les inspecteurs des Améliorations agricoles et les inspecteurs des Caisses de crédit agricole mutuel chargés de rapports, sont appelés à les soutenir devant la Commission avec voix consultative.

Est abrogé l'article 4 de la loi du 31 mars 1899.

Art. 6.

Un décret rendu après avis de la Commission de répartition des avances, sous le contreseing des Ministres de l'Agriculture et des Finances, déterminera limitativement la nature des opérations que pourront entreprendre les Sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances de l'Etat.

La Commission de répartition déterminera la durée de chaque prêt, ainsi que le montant de l'avance, qui ne pourra excéder le double du capital de la Société coopérative agricole, versé en espèces.

Cette avance spéciale deviendra immédiatement remboursable en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

Art. 7.

Des règlements d'administration publique détermineront pour les Sociétés coopératives agricoles qui demanderont des avances par l'intermédiaire et avec la garantie des Caisses régionales de Crédit agricole, en vertu de la présente loi, la procédure à suivre, les dispositions éventuelles que devront contenir les statuts, le mode et la forme des enquêtes préliminaires d'ordre économique et technique à ouvrir par les Services intéressés du ministère de l'Agriculture, la surveillance à exercer sur l'emploi des avances qui ne devront pas être détournées de leur affectation, les garanties d'ordre général à prendre pour assurer le remboursement des prêts, ainsi que les moyens de contrôle à exercer sur ces Sociétés coopératives agricoles pour sauvegarder les intérêts du Trésor.

Décret du 30 mai 1907.

Déterminant la nature des opérations que pourront entreprendre les Sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances :

Journal Officiel du 28 août 1907.

Article Premier.

Pourront seules donner lieu aux avances de l'État en vertu de la loi du 29 décembre 1906, les opérations de la nature suivante, faites par les Sociétés coopératives agricoles désignées à l'article 4 de ladite loi :

La production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles. L'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport, l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif.

Décret du 26 août 1907.

Portant règlement d'administration publique en exécution de la loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux Sociétés coopératives agricoles.

Journal Officiel du 28 août 1907.

CHAPITRE PREMIER

Instruction des demandes d'avances à obtenir de l'État.

Article Premier.

Les Sociétés coopératives agricoles qui se proposent d'obtenir, sous la responsabilité d'une Caisse régionale, des avances dans

les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1906, font parvenir leur demande à cette Caisse avec les pièces ci-après :

- 1^o Les statuts en double exemplaire de la société intéressée ;
- 2^o La liste des souscripteurs, avec mention du syndicat professionnel dont chacun d'eux fait partie, et avec indication du capital versé ainsi que de son mode d'emploi ;
- 3^o Les noms, qualités et domicile des membres du Conseil d'administration et des Commissaires des Comptes ;
- 4^o Une copie des délibérations de l'Assemblée générale constitutive ;
- 5^o La désignation de la Caisse locale de Crédit agricole mutuel, régie par la loi du 5 novembre 1894, à laquelle doit se rattacher ladite Société coopérative aux termes de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1906 ;
- 6^o L'indication des immeubles possédés par la société et leur situation hypothécaire, dûment certifiée, avec énonciation de leur valeur et désignation de ceux qui sont proposés pour la garantie hypothécaire du remboursement de l'avance ;
- 7^o Un mémoire justificatif à l'appui de la demande, avec projet et devis estimatif pour les travaux à exécuter, de même que pour l'achat et l'installation d'un matériel spécial lorsqu'il y aura lieu.

La Caisse régionale pourra demander, en outre, les justifications complémentaires qu'elle jugerait nécessaires, notamment en ce qui concernerait la régularité de la constitution et des opérations de la Société coopérative.

Art. 2.

La Caisse régionale, si elle acquiesce à la demande et la présente sous sa responsabilité, fait parvenir le dossier au préfet du département intéressé, qui le transmet au Ministre de l'Agriculture avec ses observations et conclusions.

A ce dossier sont joints sous la signature des représentants de la Caisse régionale :

- a) Une copie de la délibération par laquelle cette Caisse aura couvert de sa responsabilité la demande d'avance;
- b) L'exposé des garanties prises par elle pour le remboursement de l'avance et des conditions de contrôle à exercer sur les opérations de la Société intéressée;
- c) Un tableau des engagements déjà contractés par la caisse et son dernier bilan.

Art. 3.

La Caisse régionale et la Société coopérative doivent fournir aux personnes chargées de l'instruction de la demande et des enquêtes tous renseignements et facilités pour l'accomplissement de leur mission.

Art. 4.

L'ensemble du dossier est soumis à la Commission de répartition des avances, constituée conformément à l'article 5 de la loi du 29 décembre 1906.

La décision motivée du Ministre est notifiée à la Caisse régionale et à la Société coopérative agricole par l'intermédiaire des préfets des départements intéressés.

CHAPITRE II

Statuts des Sociétés coopératives agricoles appelées à bénéficier d'une avance de l'Etat.

Art. 5.

Les Statuts de toute Société coopérative agricole voulant bénéficier d'une avance doivent déterminer la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations, son mode d'administration et le montant du capital social.

Art. 6.

Ils spécifient expressément :

- 1° Que les parts de sociétaires sont nominatives, qu'elles res-

tent exclusivement réservées à des agriculteurs, membres d'un syndicat agricole, et que leur taux de remboursement n'excédera en aucun cas leur prix initial ;

2° Quel nombre maximum de voix peut avoir un sociétaire, quel que soit le nombre de parts possédées par lui ;

3° Qu'aucun dividende ne sera attribué au capital ou aux fractions de capital, et que le taux des intérêts ne pourra dépasser 4 0/0 ;

4° Quelles dispositions sont prévues pour la constitution d'une réserve à prélever sur les bénéfices éventuels, en vue de l'amortissement du montant de l'avance de l'Etat ;

5° Que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêt du capital, frais généraux et réserve légale, etc., ne pourront être répartis, s'il y a lieu, entre les Coopérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la Société coopérative ;

6° Que pour tous actes et opérations ayant un caractère commercial, la comptabilité sera tenue conformément aux prescriptions du Code de commerce et aux instructions ministérielles spéciales ;

7° Que toute modification aux statuts sera portée à la connaissance de la Caisse régionale responsable du remboursement de l'avance, qui en fera part au Ministre, sans qu'aucune modification puisse être considérée comme acquise avant que le Ministre ait notifié qu'il n'y fait pas objection à raison des conditions dans lesquelles l'avance de l'Etat a été consentie.

CHAPITRE III

Surveillance à exercer sur l'emploi des avances consenties.

Art. 7.

La Caisse régionale ayant garanti le remboursement d'avances doit veiller à ce qu'elles ne soient pas détournées de leur affectation.

Les modifications de projets et les changements d'emploi de ressources devront être préalablement soumis par la Société coopérative intéressée à l'approbation de la Caisse régionale et à la décision du Ministre.

Art. 8.

Les avances ou fractions d'avances affectées soit à des travaux, soit à l'achat et à l'installation d'un matériel spécial, ne sont versées par la Caisse régionale à la Société coopérative qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets et à charge de justifications pour l'emploi des versements antérieurs.

Art. 9.

Avec les renseignements et pièces se référant à la garantie donnée à une Société coopérative agricole, la Caisse régionale devra conserver constamment à jour la liste des membres du Conseil d'administration de cette Société, le texte de ses statuts, l'état des sommes ou acomptes versés sur le montant total de l'avance.

Elle doit se faire délivrer chaque année, avant le 31 janvier, les inventaires et les bilans de l'exercice précédent, le relevé des opérations effectuées ou en cours, pour l'emploi des avances consenties, et la copie des procès-verbaux d'assemblée générale.

CHAPITRE IV

Garantie et contrôle à assurer pour le remboursement des prêts.

Art. 10.

Lorsque les avances destinées aux sociétés coopératives agricoles seront attribuées pour l'établissement de magasins, entrepôts, usines, ou autres constructions à édifier sur des terrains appartenant à ces sociétés, hypothèque sera immédiatement

consentie au profit de l'Etat, par acte notarié sur lesdits terrains avec extension stipulée ou formellement promise, selon le cas, sur les constructions à aménager ou à élever.

Si les avances se réfèrent à l'acquisition de terrains, promesse expresse d'hypothèque devra être spécifiée au profit de l'Etat sur l'ensemble des immeubles visés aux projets et l'hypothèque sera réalisée, suivant acte notarié, dès l'acquisition des terrains avec extension aux bâtiments, selon les cas, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

La société coopérative doit justifier que les immeubles lui appartenant ne sont pas grevés de privilège ou d'hypothèque pouvant préjudicier à la garantie hypothécaire réclamée pour le remboursement de l'avance de l'Etat.

Art. 11.

La Caisse régionale doit exiger des sociétés coopératives dont elle présente la demande, soit la clause de responsabilité solidaire de tous leurs membres pour les opérations auxquelles elle attache sa garantie, soit un engagement solidaire qu'elle reconnaîtrait suffisant, signé par tout ou partie des membres du Conseil d'administration.

Art. 12.

Les fonctionnaires chargés d'examiner l'organisation et le fonctionnement d'une Caisse régionale, ou de la société coopérative agricole à laquelle a été consentie une avance de l'Etat, ont qualité pour vérifier la comptabilité et la gestion, pour constater l'exacte observation des prescriptions législatives et réglementaires ainsi que des statuts.

Ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives.

Lorsqu'il s'agit de travaux à exécuter ou de l'achat et de l'installation d'un matériel spécial, ils ont la faculté, soit au cours des opérations, soit après leur achèvement, de constater s'il y a conformité avec les projets dûment acceptés et les plans ou devis régulièrement fournis.

Ils consignent leurs observations et avis concernant l'état des immeubles et du matériel.

Ils signalent spécialement les cas dans lesquels la violation ou les modifications des statuts, diminuant les garanties de remboursement de l'avance, peuvent faire exiger le remboursement anticipé, conformément à l'article 6 de la loi du 29 décembre 1906.

ANNEXE II

Projet de loi sur les syndicats économiques agricoles.

*Déposé le 15 juin 1908 sur le bureau de la Chambre par M. RUAG,
Ministre de l'Agriculture*

Article Premier.

Les syndicats économiques agricoles composés exclusivement d'agriculteurs, ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaire à leurs membres :

1^o Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils et outils, semences et plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques ;

2^o Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres.

Ils pourront se constituer en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ; leur est applicable également le premier paragraphe de l'article 6 de la même loi.

Ils pourront faire emploi des sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Leur sont applicables les articles premier de la loi du 5 novembre 1894, 5 et 10 de la loi du 19 avril 1905, et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Art. 2.

Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.); les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat.

Art. 3.

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

BIBLIOGRAPHIE

WUTTIG (Adolf). — Friedrich Wilhelm Raiffeisen, und die nach ihm genannten ländlichen Darlehenskassen-Vereine
3^e Edition, Neuwied, 1895.

BÖHM (Otto). — Die Kornhäuser, Stuttgart, 1898.

Dr ERTL (Moritz) und Dr LICHT (Stefan). — Das landwirthschaftliche Genossenschaftswesen in Deutschland.
Vienne, 1899.

MAYER-BODE und Dr NEUMANN. — Die Getreidegenossenschaften.
Stuttgart, 1902.

Dr GRABEIN. — Stand und Erfolge des genossenschaftlichen Getreideverkaufs. — Darmstadt, 1903.

Dr LEONHARD. — Kornhäuser und Getreidehandel, ein Betrag zur deutschen Agrarpolitik. Munich, 1906.

Staatsministerium des Innern. — Der Stand des landwirthschaftlichen Genossenschaftswesens in Bayern. Munich 1899.

BRETTREICH (F.). — Die Verhältnisse der Landwirthschaft, in Bayern, 1905.

- RABE (O.). — Die Kornhausgenossenschaft zu Halle, a. S.
- D^r HOFFMAN (Friedrich). — Das Versuchs-Kornhaus zu Berlin. Berlin, 1898.
- CONRAD, ELSTER, LEXIS, LOENIG — Handwörterbuch der Staatswissenschaften. — 2^e Edition, Volume, 5, verbo Kornspeicher — Iena, 1900.
- SOUCHON (A.). — L'organisation coopérative de la vente du Blé. — Article de la Revue politique et parlementaire du 10 juillet 1901, p. 63.
- SOUCHON (A.). — Les cartells de l'Agriculture en Allemagne Paris, 1903.
- DOP (Louis). — Les sociétés coopératives agricoles, Kornhäuser et Lagerhäuser. — Rapport au Ministre de l'Agriculture. Bulletin mensuel de l'office des renseignements agricoles ; Novembre, Décembre, 1904.
- DULAC (A.). — Manuel de la vente coopérative des grains. — Versailles, 1906.

Documents législatifs.

- Chambre des députés. — Annexe au procès-verbal de la séance du 30 juin 1903. N^o 1119. — Proposition de loi tendant à la création de sociétés coopératives en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles, présentée par M. Clémentel.

Sociétés et Congès.

- Jahrbuch des allgemeinen Verbandes der deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften für 1901. — Darmstadt 1902.

Jahresbericht des Anwalts des allgemeinen Verbandes der deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaften, erstattet an den XVIII deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaftstag, zu Kiel, 1902.

Bericht über die Verhandlungen des XIX deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaftstag, zu Bonn, 1903.

Jahrbuch des Reichsverbandes der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften für 1905. — Darmstadt, 1906.

Bericht über die Verhandlungen des XXII Deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaftstag, zu Oldenburg, 1906.

Bericht über die Verhandlungen des XXIII Deutschen landwirthschaftlichen Genossenschaftstag, zu Munster 1907.

Kornhaus-Kommission.— Wirthschaftliche und finanzielle Erfolge der Kornhausgenossenschaften in Preussen, Darmstadt, 1901,

— Stenographischer Bericht über die Konferenz von Vertretern der Kornhausgenossenschaften in Halle an Saale, 1899. — Neuwied, 1900.

— Protokoll der zweiten deutschen Kornhaus-Konferenz, in Kassel, 1902. — Darmstadt 1902.

— Stenographischer Bericht über die Verhandlungen des dritten deutschen Kornhaustages zu Berlin, 1904. — Darmstadt, 1904.

— Stenographischer Bericht über die Verhandlungen des vierten deutschen Kornhaustages zu Erfurt, 1906. — Darmstadt, 1906.

Deutsche landwirtschaftliche Genossenschaftspresse, Organ des Reichsverbandes der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften. Années 1900 a 1908.

Bund der Landwirte. — Zehn Jahre wirtschaftspolitischen Kampfes, 1893-1903. Berlin 1903.

Bund der Landwirte. — Zum 18 Februar 1908. — Fünf Jahre der Sammlung und Festigung. — 1903-1908. — Berlin, 1908.

AUTRICHE

Genossenschaftliches Jahrbuch des Centralverbandes der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften Böhmens, für das Jahr 1903.

Genossenschaftliches Jahrbuch des Centraverbandes der deutschen landwirtschaftlichen Genossenschaften Böhmens, für das Jahr 1906.

Der erste österreichische landwirtschaftliche Genossenschaftstag, Wien, 1906. — Wien, 1907.

Annuaire de l'Union centrale des Sociétés agricoles tchèques de Bohême, 1905. — Prague 1906.

Rapport annuel de l'Union centrale des Sociétés agricoles tchèques de Bohême, 1907. — Prague 1908.

FRANCE

HAMMESFAHR. (F.) — Le Commerce des grains et les marchés à terme en rapport avec les problèmes sociaux. Anvers, 1899.

KENLER (Lucien). — Les Bourses de commerce et l'Agriculture Paris, 1903.

Comte de Rocquigny. — Les syndicats agricoles et leur œuvre 2^e Edition, Paris 1906.

RIEUL PAISANT. — L'organisation collective de la vente des céréales en France. — Rapport au IV^e Congrès national des Syndicats agricoles, Arras, 1904.

RIEUL PAISANT. — Les fournitures directes des cultivateurs à

- l'Administration militaire. — Rapport au V^e Congrès national des Syndicats agricoles, Périgueux, 1905.
- RIEUL PAISANT. — Organisation de la vente du blé. Rapport au Congrès régional des Syndicats agricoles de Bretagne. — Vannes, 1906.
- SABATIER (Georges). — Etude sur les Sociétés coopératives de production agricole en France. — Paris, 1903.
- Congrès de la vente du blé. — Compte rendu. Tomes I et II. — Versailles, 1900.
- Correspondance du Comité permanent de la vente du blé et de la Coopération agricole. — Collection de 1901 à 1908.
- PERRIN (Tony). — Les fournitures directes des Cultivateurs à l'Administration militaire. — Paris 1903.
- ALLIX (Edgard). — Cours d'Economie politique (doctorat), professé à la Faculté de droit de Caen (année (1905-1906), (non publié).
-

Vu : le Professeur, Président de la thèse,
Edgard ALLIX.

Vu : le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Caen,
R. MONIEZ.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La Vente Coopérative des Céréales en Allemagne.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>La Coopération agricole en Allemagne</i>	1
Formation historique des associations agricoles allemandes.	1
Les associations d'avances Schulze-Delitsch : les Vorschuss-vereine	2
Les Caisses de prêts Raiffeisen : Les Darlehenskassen,.....	5
L'Union Impériale des Sociétés coopératives agricoles allemandes : le Reichsverband.....	8
Le Bund der Landwirte	13
La Kornhaus-Commission. — Le Kornhaustag.....	16
La loi coopérative du 1 ^{er} mai 1889, modifiée 12 août 1896 ..	18
La Caisse centrale coopérative prussienne	20
CHAPITRE II. — <i>Les origines de la Vente coopérative des produits agricoles</i>	23
Les promoteurs allemands.....	23
Les vœux des Congrès agricoles	25
Les magasins à céréales aux Etats-Unis : les Elevators.....	26
Les magasins à céréales en Russie.....	32
CHAPITRE III. — <i>La Vente coopérative des Céréales en Prusse : les Kornhäuser</i>	36

Les lois du 3 juin 1896 et 8 juillet 1897 : le Kornhausfonds..	36
I. — <i>Les Kornhäuser de Poméranie</i>	42
II. — <i>Les Kornhäuser de la Hesse-Cassel</i>	52
III. — <i>Les Kornhäuser de la province de Saxe</i>	67
Le Kornhaus de Halle sur la Saale... ..	71
Le Kornhaus de Nordhausen.....	77
Les Kornhäuser de Beetzendorf et de Torgau... ..	79
IV. — <i>Les Kornhäuser des Duchés de Saxe-Altenburg et de Saxe-Meiningen</i>	80
Le Kornhaus d'Erfurt	80
Le Kornhaus de Grimmenthal.	82
Le Lager d'Apolda	84
Le Lager de Geisa	85
Le Kornhaus de Lehndorf	85
Le Kornhaus de Dobitschen.....	87
V. — <i>Les Kornhäuser de la Wetsphalie</i> : le Kornhaus de Soest	90
Le Kornhaus de Dortmund,.....	91
VI. — <i>Les Kornhäuser de la Posnanie</i>	92
Le Kornhaus de Janowitz	92
VII. — <i>Les Kornhäuser des provinces de Prusse</i> :	
Le Kornhaus de Tilsit	95
Le Kornhaus de Pelpin.....	96
VIII. — <i>Les Kornhäuser en Silesie</i> : le Kornhaus de Neusalz sur l'Oder	98
La situation actuelle des Kornhäuser en Prusse	99
CHAPITRE IV. — <i>La Vente Coopérative des Céréales dans les autres États de l'Allemagne : Les Lagerhäuser</i>	104
I. — <i>Les Lagerhäuser de Bavière</i>	104
L'organisation des Coopératives de vente.....	108
Le Lagerhaus de Dettelbach.....	111
Le Lagerhaus de Trostberg.....	112
L'Union des Lagerhäuser du Fichtelgebirg.....	113

La station centrale de Munich : le Lagerhaus de Moosach	115
L'Union des Sociétés de Lagerhaus de Bavière	115
Résultats d'ensemble des Lagerhäuser bavaois	117
II. — <i>Les Lagerhäuser en Wurtemberg</i>	119
Société Coopérative de Neuenstadt	121
Société Coopérative de Degenfeld	122
Le Lagerhaus de Kupferzell	127
Résultats économiques des Lagerhäuser wurtembergeois	126
III. — <i>Les Lagerhäuser du Royaume de Saxe</i>	128
Le Lagerhaus de Löbau	135
La Coopérative de Zittau	136
IV. — <i>Les Lagerhäuser du Grand-Duché de Bade</i>	138
Le Bureau Central de Mannheim	140
V. — <i>Les Lagerhäuser en Alsace-Lorraine</i> : le Bureau Central de Strasbourg	141

DEUXIÈME PARTIE

La Vente Coopérative des Céréales en Autriche.

I. — Les Associations agricoles en Autriche	143
II. — <i>Les Lagerhäuser de Basse-Autriche</i>	146
Le Lagerhaus d'Absdorf	148
Résultats économiques des Lagerhäuser autrichiens	150
Résultats financiers	151
III. — <i>Les Lagerhäuser du Royaume de Bohême</i> :	
Les Lagerhäuser allemands	154
Les Lagerhäuser tchèques	158
IV. — <i>Les Lagerhäuser de Moravie</i>	160
V. — <i>Les Lagerhäuser de Carinthie</i>	162

Considérations d'ensemble sur la vente collective des céréales en France.....	202
Causes du peu de développement de la vente collective.....	203
CHAPITRE IV. — <i>Le Crédit collectif et à long terme</i>	205
La loi du 5 novembre 1894 et le crédit collectif.....	205
Le Crédit collectif au 12 ^e Congrès de Crédit populaire, 1902.....	206
Les Coopératives agricoles et le Crédit collectif.....	208
L'affiliation directe des Sociétés coopératives de vente aux Caisses régionales.....	202
La proposition Clementel, 1903.....	210
L'amendement Clementel-Ruau, 1904.....	212
La loi Ruau, 1906.....	213
Le décret du 30 mai 1907.....	216
Le décret du 26 août 1907.....	217
Les premières avances à long terme, 1908.....	219
CHAPITRE V. — <i>L'Etat client des Coopératives agricoles. Les fournitures directes des cultivateurs à l'Adminis- tration militaire</i>	221
L'Etat consommateur de denrées agricoles.....	221
Comment l'Administration militaire française réalise ses ap- provisionnement en vivres et fourrages.....	223
a) Système de l'entreprise.....	224
b) Système de la gestion directe.....	224
Comment l'Etat procède à ses achats. Les adjudications.....	226
Projet d'achats sur simple facture.....	227
Achats par les corps de troupe, 1889.....	228
Les premiers achats directs, 1898.....	229
Les exercices du service de ravitaillement, 1896.....	230
Le Congrès de la vente du blé et les fournitures directes, 1900.....	230
L'organisation systématique des achats directs, 1904.....	232
La circulaire du 15 juin 1904.....	234
Les premiers résultats des achats directs, 1905.....	236
Les adjudications simplifiées, 1905.....	240
La suspension des achats directs et des adjudications sim- plifiées, 1906.....	243

La reprise des achats directs, 1907.....	243
La participation des Syndicats agricoles aux achats directs..	247
Les Syndicats économiques agricoles.....	249
Les nouvelles adjudications simplifiées, 1907.....	250
CONCLUSIONS	253

ANNEXES

ANNEXE I. — <i>Loi du 29 Décembre 1906</i> autorisant des avances faites aux Sociétés coopératives agricoles.....	260
<i>Décret du 30 mai 1907</i> , déterminant la nature des opéra- tions que pourront entreprendre les Sociétés coopéra- tives susceptibles de recevoir des avances.....	265
<i>Décret du 26 août 1907</i> , portant règlement d'administra- tion publique en exécution de la loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux Sociétés coopératives agricoles	265
ANNEXE II. — <i>Projet de loi sur les Syndicats économiques agricoles</i> , déposé le 15 juin 1908 sur le bureau de la Chambre par M. Ruau, ministre de l'Agriculture.....	271
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	273

